

### Le sort de Manufrance

La municipalité de St-Étienne rejette le plan de redressement des curateurs

LIBRE PAGE 24

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 43 rls; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 14  
5, RUB DES ITALIENS  
1547 PARIS - CEDEX 19  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 83672  
Tél. : 246-72-23

### BULLETIN DU JOUR

## Les SALT toujours dans l'impasse

Un nouveau développement, négatif, vient d'intervenir dans les relations soviéto-américaines : les négociations qui devaient avoir lieu le 9 septembre, à Vienne, entre MM. Cyrus Vance et Andreï Gromyko, pour tenter de faire progresser les négociations sur la limitation des armements stratégiques, viennent d'être reportées de deux semaines. Au lieu de se rencontrer dans la capitale autrichienne, les chefs des diplomatie américaine et soviétique se rencontreront à Washington, puis à New York, et à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Alors que Moscou s'est contenté d'annoncer la nouvelle sans la commenter, le porte-parole du département d'État a affirmé, à Washington, que cet ajournement était dû à une initiative américaine. Il n'a fait aucun effort, d'autre part, pour accréditer la thèse selon laquelle le report des négociations serait dû aux événements qui marqueraient le 7 septembre la signature dans la capitale américaine du nouveau traité sur le canal de Panama. Bien au contraire, puisqu'il a reconnu que « des difficultés substantielles » subsistent sur la voie d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2).

Un ajournement de deux semaines, en soi, n'est pas tragique : les négociations stratégiques sont extrêmement complexes et délicates, et elles mettent en jeu des intérêts fondamentaux. Ferveur de constater cependant qu'Américains et Soviétiques pèchent depuis bientôt trois ans et ont le plus grand mal à trouver un langage commun. On pensait que le terrain avait été largement déblayé lors de la rencontre Ford-Brejnev, en novembre 1974, à Vladivostok. Plus personne aujourd'hui ne croit qu'un nouvel accord SALT puisse être signé avant l'expiration, le 3 octobre, du premier traité limitant les armes stratégiques qui avait été signé par MM. Nixon et Brejnev en 1972.

Le monde peut vivre sans accord SALT, mais pas sans trêve. Il n'y a pas d'accord du tout, plutôt qu'un mauvais accord, ainsi qu'aime à le répéter M. Carter. Il n'empêche qu'on n'a jamais été depuis longtemps au bord d'une reprise aussi effrénée de la course aux armements.

Plus grave : l'impasse sur les SALT ne constitue pas le seul point noir des relations américano-soviétiques, dont la dégradation n'a pas cessé depuis l'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche, les dirigeants du Kremlin ayant décidé de repousser les prétentions du nouveau président des États-Unis aussi bien en ce qui concerne le respect des droits de l'homme en U.R.S.S. que le désarmement. Pour le chef de la Maison Blanche, le premier dossier relève de cette « guerre idéologique » que Moscou a toujours affirmé vouloir poursuivre malgré une « détente » difficile à définir. Quant au désarmement, M. Carter estime qu'il ne doit pas se résumer en une simple limitation des armements mais doit déboucher sur une réduction sensible des armements déjà existants.

La franchise du langage employé par la nouvelle administration — à l'exception de certains surprises et choqués les dirigeants soviétiques, d'autant plus que l'heure de la succession de M. Brejnev ne pourra pas être retardée éternellement et qu'une période de transition favoriseraient le succès de négociations. Voilà sans doute pourquoi Moscou a choisi de « contrer » la plupart des initiatives du président Carter, coupable de « débâcle » les dossiers les plus secrets sur la scène publique. Avec tous les risques de « dérapage » que cela implique.

Les rapports entre Washington et Moscou n'en sont pas arrivés pour autant au point de non-retour. Même en Afrique, où pourtant l'offensive du Kremlin est la plus sensible, les deux capitales ont finalement coopéré pour dissuader Pretoria de procéder à une explosion nucléaire.

(Lire nos informations page 24.)

## La crise entre l'U.R.S.S. et la Somalie

Après une visite infructueuse à Moscou M. Syaad Barre a rencontré M. Sadate en Égypte

M. Syaad Barre, chef de l'État somalien, a quitté Moscou mercredi 31 août, au terme d'une visite de trois jours qui n'a été officiellement annoncée qu'après son départ par l'agence Tass et la radio somalienne. Cette visite ne paraît pas avoir permis d'améliorer les relations entre l'U.R.S.S. et la Somalie, qui se sont dégradées depuis l'engagement soviétique en Éthiopie et l'offensive somalienne dans l'Ogaden. Le président somalien, qui a eu des entretiens avec MM. Kossyguine, Soudopov et Gromyko, n'a pas rencontré M. Leonid Brejnev, et les termes du communiqué de l'agence Tass témoignent d'une certaine « fraîcheur » des conversations.

Avant de rentrer à Mogadiscio, le président Barre a fait escale en Égypte, où il a rencontré le président Sadate. Le chef de la présidence somalienne, le général Suleiman, est arrivé quant à lui, mercredi 31 août, en Arabie Saoudite, venant de Koweït. Ces deux derniers départs diplomatiques, après l'échec des conversations de Moscou, soulignent la volonté de la Somalie de se rapprocher du camp arabe « modéré ».

De notre correspondant

Moscou. — Le mystère est éclairci. Le président de la Somalie, le général Mohamed Syaad Barre, était bien en Union soviétique, conformément aux rumeurs qui circulaient depuis plusieurs jours à Moscou, et auxquelles ne répondait que le ministère des Affaires étrangères et des Relations extérieures de la République démocratique soviétique, « fait » des journaux U.R.S.S. du 29 au 31 août. Elle énumère ensuite les participants aux entretiens — MM. Kossyguine, Soudopov et Gromyko du côté soviétique — et indique que « les deux parties ont fait un tour d'horizon sur les problèmes d'intérêt commun ». Cette séance de travail se terminait par une atmosphère très chaleureuse, bien que l'ambassadeur de Somalie à Moscou ait déclaré que les conversations avaient été « longues et exécutives ».

L'agence Tass a annoncé le séjour de M. Syaad Barre en

Union soviétique alors que le chef de l'État somalien était déjà reparti pour l'Égypte. La dépêche brève, sans commentaires, indique seulement que « M. Syaad Barre, secrétaire général du comité central du parti socialiste révolutionnaire somalien et président de la République démocratique soviétique », a fait un séjour en U.R.S.S. du 29 au 31 août. Elle énumère ensuite les participants aux entretiens — MM. Kossyguine, Soudopov et Gromyko du côté soviétique — et indique que « les deux parties ont fait un tour d'horizon sur les problèmes d'intérêt commun ». Cette séance de travail se terminait par une atmosphère très chaleureuse, bien que l'ambassadeur de Somalie à Moscou ait déclaré que les conversations avaient été « longues et exécutives ».

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 3.)

### A PROPOS DE LA « ROTE ARMÉE FRACTION »

## Violence et brutalité

L'agitation extrémiste à laquelle l'Allemagne fédérale s'est trouvée confrontée depuis plusieurs années peut sembler à peu près maîtrisée, désormais, par les pouvoirs publics. En fait, elle n'est que le symptôme d'un processus plus profond, celui d'une dégradation de la culture politique, d'une dégradation de la culture politique, d'une dégradation de la culture politique. Le processus est en fait, à la R.A.F. (Rote Armée Fraction), le processus de la violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et avec elle, toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper. Plus ou moins obscurément, tout le monde sait que ces deux mots : violence et violence, en cachent un troisième : la brutalité. La brutalité du système. Et le processus fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité. Et plus la brutalité sera grande, plus le processus infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire. Plus la brutalité est

encore, le 31 août, de renforcer les moyens de police dont il dispose pour lutter contre le terrorisme. L'opinion publique allemande, comme sans doute l'opinion française, semble avoir été, dans l'ensemble, très hostile au recours à la violence et à plus forte raison au meurtre politique que pratiquent — et pratiquent — ces militants d'extrême gauche.

Dans le « Point de vue » qu'on lira ci-dessous, Jean Genet estime cependant que cette violence constitue un phénomène plus complexe et plus partagé que ne le laisse penser une certaine analyse des faits.

par JEAN GENET

Violence et vie sont à peu près synonymes. Le grain de blé qui germe et fend la terre gèle, le bec du poussin qui brise la coquille de l'œuf, la fécondation de la femme, la naissance d'un enfant, relèvent d'accusation de violence. Et personne ne met en cause l'enfant, la femme, le poussin, le bourgeois, le grain de blé. Le processus qui est fait à la R.A.F. (Rote Armée Fraction), le processus de la violence est bien réel, mais l'Allemagne fédérale et avec elle, toute l'Europe et l'Amérique veulent se duper. Plus ou moins obscurément, tout le monde sait que ces deux mots : violence et violence, en cachent un troisième : la brutalité. La brutalité du système. Et le processus fait à la violence c'est cela même qui est la brutalité. Et plus la brutalité sera grande, plus le processus infamant, plus la violence devient impérieuse et nécessaire. Plus la brutalité est

casaria, plus la violence qui est vie sera exigeante jusqu'à l'héroïsme. Voici une phrase d'Andreas Baader : « La violence est un potentiel économique. »

Quand la violence est définie ou décrite comme plus haut, il faut dire ce qu'est la brutalité : le geste ou la gestualité théâtrale qui mettent fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre. Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre.

En faisant cette distinction entre violence et brutalité, il ne s'agit pas de remplacer un mot par un autre, en laissant à la phrase sa fonction accusatrice à l'égard des hommes qui emploient la violence. Il s'agit plutôt de rectifier un jugement quotidien et de ne pas permettre aux

pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore, avec le mot brutalité, qu'ils remplacent ici, en France, par « bavures » ou « incidents de parcours ».

Comme les exemples de violence nécessaires sont incalculables, les faits de brutalité le sont aussi, puisque la brutalité vient s'opposer toujours à la violence, la veut dire encore à une dynamique interrompue, qui est la vie même. La brutalité prend donc les formes les plus inattendues, pas nécessairement immédiatement conscientes : l'architecture des H.L.M., la bureaucratie, le remplacement du mot — propre ou connu — par le chiffre, la priorité, dans la circulation, donnée à la vitesse sur la lenteur des piétons, l'autorité de la machine sur l'homme qui la sert, la codification des lois privant sur le courtois, la progression numérique des peines, l'usage du secret empêchant une connaissance d'intérêt général, l'inutilité de la gifle dans les commissariats, le tutoiement policier envers qui a la peau brune, la courtoisie obséquieuse devant le pourboire et l'ironie ou la grossièreté s'il n'y a pas de pourboire, la marche au pas de l'œil, la bombardement d'Haiphong, la Rafle-Royce de 40 millions... Bien sûr, aucune énumération ne saurait épuiser les faits, qui sont comme les avatars multiples par lesquels la brutalité s'impose. Et toute la violence spontanée de la vie continuée par la violence des révolutionnaires sera tout juste suffisante pour faire échec à la brutalité organisée.

Nous devons à Andreas Baader, à Ulrike Meinhof, à Helger Meins, à la R.A.F. en général, de nous avoir fait comprendre, non seulement par des mots, mais par leurs actions, hors de prison et dans les prisons, que la violence seule peut achever la brutalité des hommes.

(Lire la suite page 2.)

## GAUCHE : la controverse va au-delà du programme commun

Il ne se passe guère de jour sans que socialistes et communistes s'affrontent publiquement au sujet de l'actualisation du programme commun. Polémique de détail et arguments de fond s'entremêlent. Jeudi 1<sup>er</sup> septembre, M. Jacques Denis, membre du comité central, relance dans « l'Humanité » le débat sur la dissuasion nucléaire. Les négociateurs des trois partis, qui devaient se revoir pour mettre au point la rédaction des chapitres sur lesquels un accord de principe est acquis, ne se rencontrent pas.

Les discussions ne reprendront en principe qu'au sommet, probablement le 14 septembre. D'ores et déjà, M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file de la minorité du P.S., pronostique, dans une interview au « Quotidien de Paris » du 1<sup>er</sup> septembre, la conclusion d'un accord. « Ni le P.S. ni le P.C.F. ne sont candidats au suicide », note-t-il avant d'ajouter que l'idée d'un programme commun qui laisserait subsister des divergences importantes, aussi bien que l'idée d'en revenir à la version 1972 du programme commun, lui paraissent également irréalistes.

## I. — La place du P.C. au pouvoir et dans les entreprises nationales

par THIERRY PFISTER

La violence des échanges entre socialistes et communistes, et surtout le fait que le moindre propos suscite une réponse, a de quoi surprendre tous ceux qui rentrent de vacances. Surtout s'ils n'ont pas entendu les échos de la querelle et s'ils en sont restés à la première phase de l'actualisation. Le groupe des quinze négociateurs chargés de mettre à jour le programme commun était parvenu, le 28 juillet, à l'issue de sa quinzième séance de travail, à

dégager un compromis sur de nombreux sujets et à cerner les quelques points importants sur lesquels il nécessiterait un arbitrage « au sommet » des dirigeants de l'union de la gauche. Le même jour, pourtant, M. Georges Marchais marquait son retour de vacances en engageant avec ses alliés socialistes un débat des plus vifs sur les problèmes de la dissuasion nucléaire.

(Lire la suite page 6.)

## MAJORITÉ : un compromis plus qu'un accord

Le « manifeste » électoral de la majorité sera définitivement mis au point et paraphé lundi 5 septembre, soumis le soir-même au comité central du P.R.P., le 8 au bureau politique du parti républicain, le 10 au conseil politique du C.D.S., et rendu public avant la réunion du « sommet » de la gauche.

Les négociateurs des quatre formations de la majorité ont finalement abouti, mercredi 31 août, à un compromis sur les deux points essentiels de divergence entre centristes et gaullistes : la politique européenne et le bilan de la V<sup>e</sup> République.

Alors que les six précédentes réunions des partis de la majorité s'étaient déroulées dans une ambiance qualifiée, à l'occasion, d'« affectueuse », il n'en a pas été exactement de même pour la septième, mercredi 31 août : selon M. Yves Guéna, elle a été marquée par l'« esprit de coopération ». Les délégués du parti républicain, du C.D.S., du C.N.I. et du R.P.R. ont, en effet, au siège de ce dernier mouvement, tour Montparnasse, à 10 heures du matin, ne se sont séparés qu'à 19 h. 45 avec plus d'une heure et demie de retard sur l'horaire prévu. La rédaction du « manifeste » de la majorité n'en a pas, pour autant, été achevée.

Une ultime réunion aura donc lieu, le 5 septembre, au siège du parti républicain, pour rédiger une conclusion et procéder à une toilette générale du texte, qui comportera au total une douzaine de pages. Alors que les représentants du R.P.R. et du C.N.I.P. (Centre national des indépendants) souhaitaient aboutir rapidement à une conclusion, leurs interlocuteurs du parti républicain et du Centre des démocrates sociaux ont paru moins pressés. Cette attitude d'« explication » pour les gaullistes, par le week-end que leurs dirigeants — y compris les négociateurs « républicains » du « manifeste » — ont passé dans la propriété de M. Michel Poniatowski, sur la Côte d'Azur ? Était-ce pour les centristes la volonté de se démarquer davantage des gaullistes et de réaffirmer le rumeur selon laquelle les représentants du R.P.R. conduiraient les négociations ?

D'entrée de jeu, M. André Diligent faisait, au nom du C.D.S., dont il est un des vice-présidents, une vigoureuse mise en garde contre les interprétations qui pourraient être données de son attitude.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 6.)

### AU JOUR LE JOUR

## LA CARTE FORCÉE

Il est beaucoup question ces jours derniers de l'éventail des salaires. Certains veulent le fermer au nom de l'égalité, d'autres l'ouvrir au nom de la justice.

Un écartiel est fait pour produire du vent. Celui-là peut déchainer la tempête.

Mais il y a aussi l'éventail que déploie le cartomancien et où chacun prend la carte qui détermine son destin. C'est plutôt à celui-là qu'il faut songer quand il agit des carrières.

Toute la question est de savoir comment se passe le tirage, et chacun a sa chance égale ou si, par un habile tour de passe-passe, le président du conseil social fait à chacun le coup de la carte forcée.

ROBERT ESCARPIT.

### DE PAULHAN A LAMBRICHS

## Un nouvel âge pour la N.R.F.

Le numéro de septembre de la N.R.F. qui sort aujourd'hui enregistre un changement prévu depuis plusieurs mois déjà : Georges Lambrichs succède à Marcel Auriol à la tête de la revue. Plus de pages, un sommaire plus chargé, d'autres noms, d'anciens aussi et un bref éditorial du nouveau directeur : « Sans coupure ». Au dos de la couverture, on découvre que Claude Gallimard, en personne, entre au comité, où il retrouve Dominique Aury et Jean Grosjean.

Pas de coupure, soit ! Rien de comparable à la renaissance de 1953 qui suivit une longue interruption d'après la guerre et qui retraça plus loin Dominique Aury. Mais une revue, c'est d'abord un homme, ses idées, ses goûts, son approche de la littérature. Il y a eu la N.R.F. de Gide, de Jacques Rivière, de Jean Paulhan, de Marcel Auriol et il y aura désormais la N.R.F. de Georges Lambrichs.

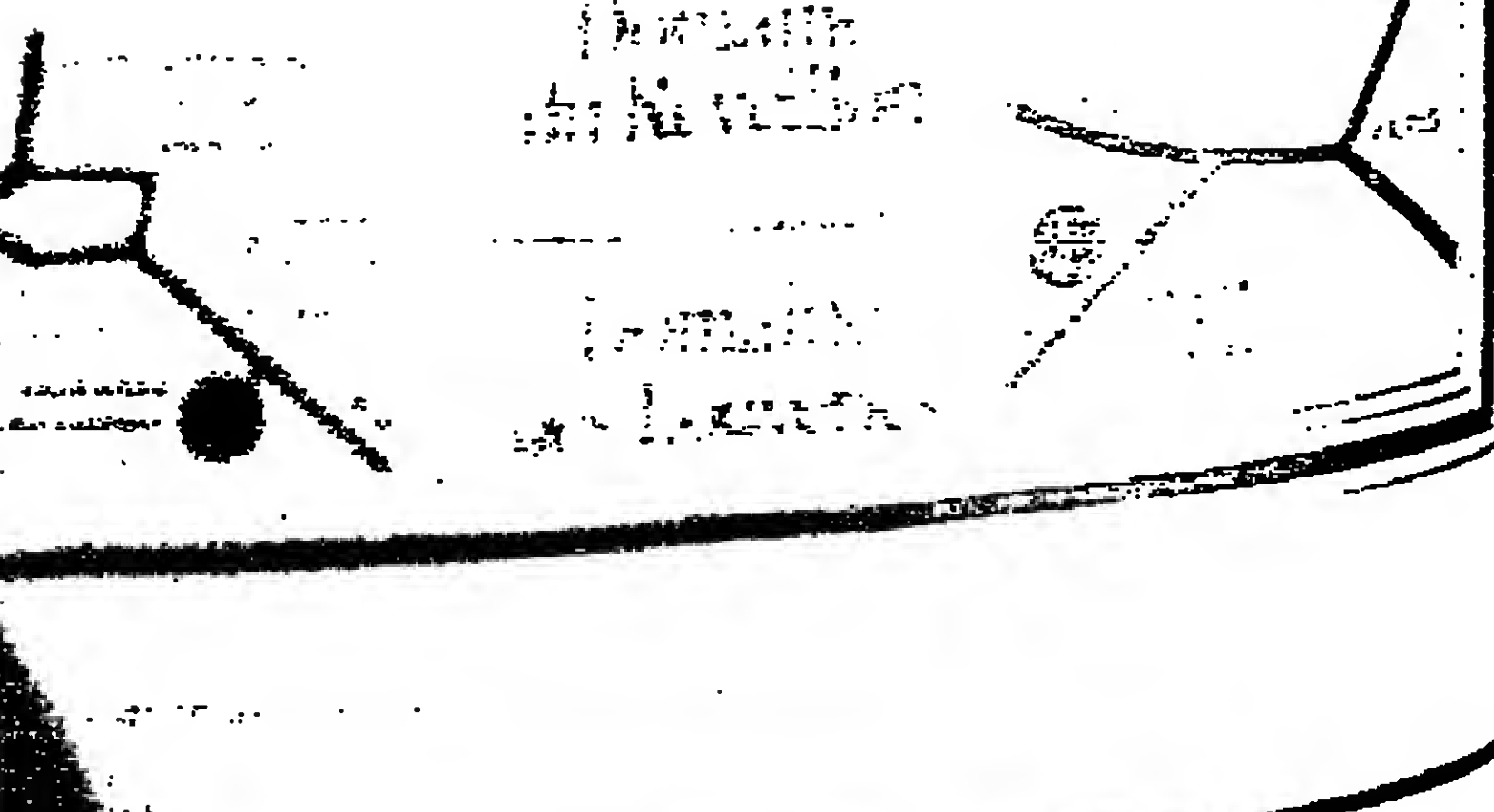
Lui aussi on le connaît de longue date. Directeur littéraire des éditions de Minuit de 1945 à 1955,

(Voir page 13 l'article de Dominique Aury et un entretien avec Georges Lambrichs.)

**Breguet**  
CONSTRUIT DES MAISONS  
A VILLECRESNES  
ET A MAUREPAS



18 km au sud-est de Paris par la N. 19.  
à Courcelle de Paris par l'autoroute A. 13.



**Ecole des Attachés de Direction**

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Trois ans d'études après le baccalauréat. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT  
Enseignement supérieur privé  
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 261.81.14  
demandez votre documentation











# AMÉRIQUES

## Canada

### Au Québec

#### L'application de la loi 101 sur la francisation se heurte à la résistance des écoles anglophones

De notre correspondant

Montréal. — La loi 101, qui limite rigoureusement l'usage de l'anglais au Québec, en particulier dans le domaine de l'éducation, connaît ses premières difficultés d'application quelques jours après avoir été adoptée au Parlement québécois. Les directions des écoles anglophones protestantes et catholiques de Montréal ont décidé de continuer d'ouvrir largement leurs portes à tous les parents qui souhaitent pour leurs enfants un enseignement en anglais. Selon les dispositions de la loi 101, seuls les enfants dont un des parents, au moins, a été éduqué en anglais, ou dont un frère ou une sœur a été éduqué en anglais, sont habilités à fréquenter les écoles publiques anglophones. Les écoles anglophones ont décidé d'informer les parents des termes de la loi, mais leur affirment qu'ils peuvent continuer à faire donner à leurs enfants un enseignement en anglais. Les enfants dont les parents seraient « douteux » resteraient officiellement « non inscrits » afin de gêner une éventuelle enquête administrative. En outre, les élèves qui avaient été accueillis dans ces écoles avant la promulgation de la loi 101 seront définitivement inscrits.

Le gouvernement du Québec a menacé de retirer leurs subventions aux écoles « coupables ». Le premier ministre, M. Levesque, a parlé de « désobéissance civile » et a affirmé que, si son gouvernement entendait être « aussi

souple que possible, il n'en devrait pas moins faire respecter la loi ». Les écoles anglophones n'entendent pas en rester là. Elles affirment qu'elles tiendront par de toutes les ambigüités de la loi 101 pour la tourner sans entrer pour autant dans l'illégalité. Elles ont demandé au gouvernement d'Ottawa de se prononcer sur la constitutionnalité de cette loi qui, selon elles, viole les dispositions de l'acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

#### L'embaras de M. Trudeau

Le premier ministre fédéral, M. Trudeau, a déjà été invité à plusieurs reprises à se prononcer sur cette affaire, ou du moins à soumettre le problème à la Cour suprême du Canada. M. Trudeau avait expliqué qu'il ne pouvait rien faire avant la promulgation de la loi. Sa situation est délicate, car la loi 101 a été bien accueillie par les Québécois francophones. L'homme de la rue est indiscutablement satisfait de ce qu'il n'ose pas toujours appeler une « revanche historique ». Le reste du Canada suit l'affaire avec passion. En témoignent les propos de M. Allan Rock, premier ministre de la province le 31 août que « le Canada pourrait un jour demeurer uni grâce à l'emploi de la force ».

ALAIN-MARIE CARRON.

# PROCHE-ORIENT

## LA FIN DE LA VISITE DE M. ARAFAT A MOSCOU

### L'U.R.S.S. et l'O.L.P. condamnent les tentatives visant à les exclure des négociations de paix

La visite à Moscou de M. Yasser Arafat a pris fin le mercredi 31 août avec la publication par l'agence Tass d'un communiqué condamnant les tentatives tendant à exclure l'U.R.S.S. et l'O.L.P. du processus de négociations de paix au Proche-Orient.

« Le règlement global des problèmes du Proche-Orient, déclare le communiqué, ne peut être assuré qu'à la conférence de Genève avec la participation de toutes les parties concernées directement, y compris l'Organisation de libération de la Palestine, représentant reconnu du peuple arabe de Palestine. L'U.R.S.S. et l'O.L.P. résistent leur détermination de poursuivre leurs efforts pour que la conférence de paix de Genève reprenne au plus vite ses travaux ».

« Les deux parties, indique encore le communiqué de l'agence Tass, sont sérieusement préoccupées par les provocations de la soldatesque israélienne contre le Liban (L), ce qui est susceptible d'aggraver la tension, surtout dans le sud de ce pays ».

Dans le Sud-Liban, précédemment, de violents échanges de tirs d'artillerie se sont déroulés mercredi en plusieurs points de la frontière libano-israélienne. Le pillage effectué par les canons israéliens à longue portée a fait en moins de vingt-quatre heures huit morts et trente-six blessés, indique la presse libanaise. Les localités de Nabatieh, Bint-Jbeil et Hasbaya ont été atteintes.

● A JERUSALEM, le gouvernement israélien a décidé d'accepter une lettre d'invitation à la mission d'enquête dans les territoires occupés pour déterminer si la législation internationale concernant les familles archéologiques et l'enseignement a été, ou non, respectée. C'est la première fois qu'Israël autorise l'entrée sur son territoire d'une telle mission. — (Reuter, A.P., A.F.P., U.P.I.)

● A WASHINGTON, le rabbin Schindler, qui dirige la « confédération des présidents des grandes organisations juives américaines », a remis, le 26 août, au président Carter, une lettre dans laquelle il s'inquiète des récentes prises de position du chef de la Maison Blanche. Celles-ci, selon le rabbin Schindler, indiquent que Washington serait favorable à l'amendement de la résolution 242 du Conseil de sécurité pour permettre à l'O.L.P. de participer à la conférence de Genève.

● A JERUSALEM, le gouvernement israélien a décidé d'accepter une lettre d'invitation à la mission d'enquête dans les territoires occupés pour déterminer si la législation internationale concernant les familles archéologiques et l'enseignement a été, ou non, respectée. C'est la première fois qu'Israël autorise l'entrée sur son territoire d'une telle mission. — (Reuter, A.P., A.F.P., U.P.I.)

# A TRAVERS LE MONDE

## Cambodge

● LE MINISTRE BIRMAN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. U Hla Phone, a eu, mardi 30 août, des « conversations amicales » à Phnom Penh avec M. Feng Sary, vice-premier ministre cambodgien, chargé des affaires étrangères, a rapporté, mercredi, Radio Phnom-Penh. Il est l'un des rares ministres d'un pays non communiste à s'être rendu au Cambodge depuis la prise du pouvoir par les Khmers rouges, en avril 1975. La radio cambodgienne n'avait, pas fait mention ces derniers temps, des activités de M. Sary, et un général thaïlandais avait affirmé (le 22 août) qu'il avait été désigné d'une partie de ses prérogatives. — (Reuter.)

## Espagne

● M. FELIPE GONZALEZ, secrétaire général du parti socialiste (P.S.O.E.), a réaffirmé les

droits de l'Espagne sur les îles Canaries dans une lettre adressée au président angolais M. Agostinho Neto. Le dirigeant du P.S.O.E. était auparavant intervenu auprès du gouvernement algérien, qui soutient fermement le Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance des Canaries (M.P.A.I.C.). — (Reuter.)

## États-Unis

● LE VICE-AMIRAL A LA RETRAITE Malcolm Cagle a été inculpé mercredi 31 août par une chambre de mises en accusation d'Alexandrie (Vigilant) pour avoir essayé de favoriser l'attribution d'un contrat portant sur l'entraînement de personnel naval israélien à une firme privée pour laquelle il travaillait. L'adjoint de l'amiral, un capitaine de vaisseau lui aussi à la retraite, et l'ancien président de la firme concernée, Lufailan As-soukhat, sont également inculpés. Le programme, d'une

# DIPLOMATIE

## APRÈS SA RENCONTRE AVEC M. GISCARD D'ESTAING

### M. Suarez plaide à Rome en faveur de l'adhésion de l'Espagne au Marché commun

M. Adolfo Suarez, le chef du gouvernement espagnol, poursuit sa tournée européenne qui l'a déjà conduit aux Pays-Bas, au Danemark et en France. Après ses entretiens du mercredi 31 août avec MM. Giscard d'Estaing et Barre — entretiens au cours desquels le président de la République a

apporté un soutien nuancé d'importantes réserves à l'admission de l'Espagne dans le Marché commun. — M. Suarez est arrivé dans la soirée à Rome. Le bref séjour de M. Suarez dans la capitale italienne doit se terminer vendredi 2 septembre par une visite privée au pape.

La dernière visite officielle d'un chef de gouvernement espagnol en Italie remonte à 1923. C'est dire l'importance que l'on attache au voyage de M. Suarez à Rome, où l'on ne cache pas sa satisfaction devant la démocratisation du régime espagnol, nous signale notre correspondant.

Jeudi matin, M. Suarez a rencontré en tête à tête son homologue italien, M. Giulio Andreotti. L'admission de l'Espagne à la C.E.E. et particulièrement les implications agricoles d'une telle démarche ont été au centre des entretiens. Ensuite, M. Andreotti a offert un déjeuner en l'honneur de son hôte. Dans l'après-midi, à 18 heures, le chef du gouvernement espagnol devait être reçu au Quirinal par M. Giovanni Leone, le président de la République italienne.

Un dîner offert par M. Suarez au palais Montecitorio, résidence de l'ambassadeur d'Espagne à Rome, mettra fin, jeudi, à cette visite officielle en Italie. C'est vendredi en fin de matinée que M. Suarez se rendra à Castel Gandolfo pour un entretien privé avec Paul VI. Il sera le premier chef de gouvernement espagnol à rencontrer le chef de l'Eglise depuis plus de cinquante ans. M. Suarez quittera Rome vendredi après-midi à destination de Malte.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : la France ne sacrifiera pas son agriculture méditerranéenne.

Mercredi, M. Suarez avait commencé ses entretiens avec les dirigeants français par un déjeuner avec le président de la République, auquel ont participé également le secrétaire général de la présidence de la République, M. Jean François-Poncet, et le chef de cabinet du président, le ministre espagnol, M. Alberto Asa.

Selon le porte-parole de l'Élysée — et ceci devait être confirmé dans la soirée par M. Suarez, au cours d'une conférence de presse, les conversations ont porté exclusivement sur l'adhésion de l'Espagne à la C.E.E. A l'issue de ce déjeuner, l'Élysée a publié un communiqué résumant la position française sur cette question qui divise les milieux politiques français. Selon ce communiqué : « Le président de la République a indiqué à M. Adolfo Suarez que la France a toutes les raisons de souhaiter l'adhésion de l'Espagne, pays voisin, latin, démocratique et ami, à la Communauté européenne ».

« Il appartiendra à la Commission de la Communauté de donner son avis, puis au conseil des Neuf de se prononcer sur la demande d'adhésion espagnole ».

« L'adhésion de l'Espagne doit être conduite de manière à entraîner des avantages réciproques. En particulier, comme l'a déclaré le président de la République, la France est décidée à ne pas sacrifier son agriculture méditerranéenne, nombreuse et productive. C'est pourquoi la Communauté doit commencer par adopter des dispositions assurant aux productions méditerranéennes des avantages comparables à ceux des autres productions. Les négociations doivent donc être menées avec précision et réalisme, afin que les garanties et les transitions soient fixées au niveau indispensable ».

« Enfin, la Communauté devra s'interroger sur les conséquences

à tirer d'un nouvel élargissement pour assurer un fonctionnement efficace de ses institutions. Cette position loyale et honnête sera celle de la France ».

A sa sortie de l'Élysée, M. Suarez s'est déclaré « très satisfait » de ses conversations et a souligné qu'elles s'étaient déroulées « dans l'esprit d'amitié et de cordialité qui unit les deux pays ». Il s'est ensuite rendu à l'hôtel Matignon où il a rencontré pendant deux heures M. Raymond Barre. Ce dernier a déclaré un porte-parole, qu'il n'a pas fixé de délais, indiquant que l'adhésion de l'Espagne ne pourra avoir lieu qu'à la fin d'une période de transition et d'adaptation.

Le chef du gouvernement espagnol, de son côté, a déclaré au cours d'une conférence de presse tenue à l'ambassade d'Espagne à Paris, qu'à partir du moment « où l'Espagne a rempli les condi-

## En visite officielle

### M. BARRE SÉJOURNERA A WASHINGTON DU 15 AU 17 SEPTEMBRE

M. Raymond Barre se rendra en visite officielle aux États-Unis du 15 au 17 septembre prochain. Il quittera Paris pour Washington, dans la soirée du 14 septembre, par le vol régulier de Concorde.

Le programme du séjour officiel du premier ministre n'est pas encore définitivement arrêté, mais on sait cependant qu'il aura, dans la matinée du jeudi 15, un entretien à la Maison Blanche avec le président Carter. Il sera ensuite l'hôte à déjeuner du département d'État.

A Blair House, où il résidera pendant son séjour, le premier ministre aura des entretiens avec des personnalités gouvernementales et parlementaires américaines. M. Raymond Barre sera, d'autre part, ce même jour, l'hôte à dîner du président Carter à la Maison Blanche.

Le premier ministre sera, le vendredi, l'hôte d'honneur du National Press Club. Il recevra également les membres de la colonie française de Washington et de la région. Le premier ministre et Mme Raymond Barre offriront, à la veille de leur retour à Paris, un dîner à la résidence de l'ambassadeur de France.

● La date du voyage que M. Raymond Barre doit faire à Bonn, voyage dont le principe a été décidé lors de l'entrevue entre MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, le 19 juillet à Saint-Bour, n'est pas encore fixée, indique-t-on à l'hôtel Matignon. Le premier ministre ne se rendait pas en Allemagne fédérale avant octobre.

## Consul général à Francfort-sur-le-Main

### M. LÉON BOUVIER EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU PARAGUAY

M. Léon Bouvier, conseiller des affaires étrangères, est nommé ambassadeur de France au Paraguay (Paraguay), en remplacement de M. Giovan Grandi. Cette nomination est publiée au Journal officiel de ce jeudi 1<sup>er</sup> septembre.

[Né le 28 septembre 1923, diplômé de l'école militaire spéciale de la France libre, engagé dans les Forces françaises libres en novembre 1940, M. Léon Bouvier a été notamment en poste comme vice-consul ou attaché d'ambassade à Tientsin, Karachi, Vancouver, Chicago, Helsinki, puis comme premier secrétaire à Stockholm. Il est, depuis mai 1972, consul général à Francfort-sur-le-Main.]

# ASIE

## Thaïlande

### Selon le premier ministre

#### SIX « GRAVES DANGERS » MENACENT LE ROYAUME

(De notre correspondant.) Bangkok. — Le premier ministre de Thaïlande, M. Thanin, a attiré l'attention de ses compatriotes sur les six « graves dangers » qui, selon lui, menacent la survie du royaume.

S'adressant, mardi 30 août, à une promotion de cadres qui vont être affectés en province, le premier ministre a révisé que neuf mille « guerriers » communistes armés opèrent dans le pays. Ils constituent le tout premier péril. Les autres, a affirmé M. Thanin, sont la corruption en général, celle de certains officiels en particulier, la pauvreté de la majorité de la population, le taux élevé de la criminalité et les manœuvres de certains groupes pour renverser le régime.

Ces groupes n'ont pas été nommés par le premier ministre. Comme il ne s'agit vraisemblablement pas des communistes, déjà mentionnés, on se perd en conjectures dans une capitale où, à la veille de promotions de militaires, beaucoup spéculent déjà sur le « prochain coup ». Interrogé à ce sujet, le général Yod Thongsad, commandant en chef adjoint de l'armée, a déclaré, mercredi 31 août : « C'est un sujet futile. » — R.F.

## LE VOYAGE DU MARÉCHAL TITO EN CHINE

### La presse yougoslave met l'accent sur les « points de concordance » entre Belgrade et Pékin

Lors de leur première entrevue, mercredi 31 août, les présidents Tito et Hsu Ku-feng ont souligné la « compréhension réciproque » existant entre la Yougoslavie et la Chine, indique-t-on dans la presse yougoslave. Les conversations ont porté sur une « vaste gamme » de questions d'intérêt commun, en particulier certaines régions « névralgiques » du monde, les relations économiques et commerciales sino-yougoslaves et le développement de la coopération scientifique et technique, indique-t-on de même source.

La presse yougoslave a fait ressortir, dès jeudi, le caractère « exceptionnel » de l'accueil que Pékin a réservé au maréchal Tito, et relevé l'atmosphère d'amitié, de franchise et de cordialité qui a présidé aux premiers entretiens. « Tito a été reçu à Pékin solennellement et avec des honneurs que l'on ne rend qu'à des dirigeants exceptionnels en des occasions extraordinaires, cordiales et chaleureuses », écrit l'éditorialiste de Borba, organe de l' Alliance socialiste. « La grande Chine, poursuit-il, a fait preuve une nouvelle fois de son sens exceptionnel de l'honneur, du respect des héros et des géants ».

Les entretiens feront apparaître, estime l'éditorialiste, « bien plus de points de concordance que de points de divergence, c'est-à-dire une base parfaitement solide et un cadre étendu pour la poursuite de la coopération yougoslovo-chinoise ». « L'évolution de l'approche chinoise du non-alignement, que Pékin considère comme une compagnie clé de la lutte pour la libération, l'indépendance et la révolution des peuples, revêt une importance exceptionnelle pour la cause du non-alignement ».

Évoquant l'attitude particulière de la Chine à l'égard du problème de la dette, Borba conclut : « Ce qui importe, ce n'est pas l'attente d'une guerre inévitable, mais bien la disposition de la Chine à s'engager pour la paix et la coopération internationale sur la base des principes de coexistence et d'égalité ».

● A MOSCOU, l'agence Tass a fait état, mercredi, des divergences d'opinion entre les dirigeants chinois et yougoslaves sur le caractère inéluctable de la guerre. Ils ont abordé ce problème, dit l'agence, de manière sensiblement différente. — (A.F.P.)

### PARIS ESTIME QUE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DOIVENT SE TENIR EN MÊME TEMPS DANS LES NEUF PAYS

Le gouvernement français estime que les élections du Parlement européen au suffrage universel direct « ne peuvent se tenir que si elles interviennent dans les neuf pays membres de la Communauté européenne », a déclaré, mercredi, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Cette déclaration fait suite à l'annonce formelle mardi par M. Simonet, ministre des affaires étrangères de Belgique et président en exercice du conseil des ministres de la Communauté européenne, selon laquelle il valait mieux procéder à des élections sans les Britanniques que d'en retarder la date si les Anglais ne sont pas en mesure de mettre au point leur procédure électorale pour le printemps 1978.

Le porte-parole du Quai d'Orsay a rappelé que l'article 138 du traité de Rome prévoit l'élaboration d'une procédure électorale uniforme dans tous les États membres de la Communauté.

● Le représentant permanent de la République fédérale d'Allemagne aux Nations unies, M. Altdorfer von Wechmar, devient jeudi 1<sup>er</sup> septembre président du Conseil de sécurité, succédant au représentant de la France, M. Jacques Leprieux.

## Nigéria

● LES NIGÉRIENS se sont rendus aux urnes mercredi 31 août pour élire une Assemblée de deux cent trois sièges, qui élaborera une Constitution préparant la voie à un retour à un régime civil avant octobre 1979, comme s'y sont engagés les dirigeants militaires au pouvoir depuis onze ans. — (Reuter.)

## Ouganda

● DEUX DES SEIZE OUGANDAIS accusés de trahison devant un tribunal militaire de Kampala (le Monde du 25 août) ont été acquittés, rapporte, mardi 30 août, la radio ougandaise. Le procès des quatorze autres se poursuit. Tous les accusés avaient plaidé coupables. — (Reuter.)

## Sri-Lanka

● LE COUVRE-FEU IMPOSÉ à la suite des affrontements

entre Tamouls et Cinghalais (le Monde du 25 août) a été levé, mercredi 31 août, sur l'ensemble du territoire. Au cours de deux semaines de violences, cent douze personnes ont été tuées, cinq mille blessés, et environ vingt-cinq mille sont hébergés dans des camps. — (A.F.P.)

## Union soviétique

● LE MATHÉMATICIEN GRIGORI TCHOUDNOVSKI, autorisé à émigrer en Israël avec ses parents et son frère, a refusé le droit d'emporter ses notes de recherche, a annoncé à Kiev son frère David. Les autorités refusent toute discussion à ce sujet. Ses principaux travaux portent sur l'arithmétique. M. Tchoudnovski avait été invité, en vain, pour l'année 1976-1977 comme professeur associé à l'université de Paris-VI en raison de la valeur exceptionnelle de ses travaux.

TRUENIER  
EST OUVERT



POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

SAONE-ET-LOIRE : la gauche espère transformer l'essai des municipales en gagnant les trois sièges

De notre envoyé spécial

Mâcon. — Sans attendre l'élection, dimanche 4 septembre, des 157 députés des conseils municipaux et de leurs suppléants, les candidats aux trois sièges de sénateurs ont commencé à se présenter. Il est vrai que, jusqu'à présent, aucune liste n'a été déposée. Mais, à Mâcon, au Creusot, à Digoin, à Tournus, à Chagny, par exemple, et par voie de conséquence, elle augmentera le nombre de ses grands électeurs. Deux candidats s'imposent toutefois : la répartition des députés attribués fortement la prépondérance de la gauche dans les villes et c'est surtout le P.C. qui devrait être le principal bénéficiaire du succès de mars dernier. « Il doublera ses voix », prédit-on généralement.

Pour M. André Fauriol, élu député communiste à la mairie de Montceau, conseiller général du canton sud de la ville et « leader » de la fédération locale, il s'agit avant tout de « corriger une anomalie » : depuis dix-neuf ans, l'électorat communiste du département (un cinquième des suffrages exprimés en 1973 et un tiers des voix de gauche) n'est plus représenté au niveau parlementaire. Cela desservit l'union, estime-t-il, et l'année dernière, il a fait passer la gauche à la tête du conseil régional. « Les socialistes », ajoute-t-il, « ne font pas croire qu'ils reportent systématiquement leurs voix sur des députés qui ne travaillent pas le jeu de l'union ».

Les socialistes, eux, attendent de voir ce que sera le rapport des forces après le premier tour. « C'est alors », prévient M. Lagrange, « qu'il faudra la grande discussion, car l'attitude du P.C. sera très ferme ».

« La gauche a le vent en poupe », observe, de son côté, M. Guy Schmaus, sénateur sortant, conseiller général de Cligny, conduira la liste du P.C. M. Guy Schmaus, sénateur sortant, conseiller général de Cligny, conduira la liste communiste dans le département des Hautes-de-Seine. Cette liste est également composée de Mmes Monique Mity, maire adjoint de Colombes, Lucette Malazalgie, maire adjoint de Gennevilliers, Lucie Dubochet, maire adjoint d'Antony, et de M. Yves Saumont, maire de Nanterre. Gérard Bedalain, maire adjoint de Bagneux, ainsi que de M. Anicet Le For, fonctionnaire, qui est l'un des auteurs du « chiffrage » du programme du P.C.F. En revanche, M. André Aubry, sénateur sortant, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat et se présentera aux élections législatives comme suppléant de M. Henri Ravera, maire de Bagneux.

Au total, cinq listes sont en présence dans les Hautes-de-Seine (le Monde du 14 juillet), respectivement conduites par MM. Schmaus (P.C.), Robert Pontillon (P.S.), Jean-Pierre Fourcade (R.P.), Michel Matricot-Bokanowski (R.P.R.) et André Fosset (C.D.S.).

Un ex-P.S.U. Louis XV

Outre M. Marcel Mathy, soixante-six ans, sénateur depuis 1967, réélu en 1968, maire de Brienne, qui conduira la liste U.G.S.D., les socialistes ont obtenu une place pour M. Michel-Ange Rogard, le nouveau maire de Mâcon, qui en représente le canton nord depuis 1976. Avocat spécialisé dans les conflits du travail, ce jeune homme de trente-sept ans, également vice-président du conseil régional de Bourgogne, semble « subir » une ascension politique qui suscite chez les députés de la gauche une certaine réserve. « On dit que j'ai la baraka », reconnaît cet ex-P.S.U. (il est entré au P.S. en 1974) quel est son dépaysement dans un décor local, qui s'est mal à cet « enfant du peuple », ainsi qu'il aime à se présenter. Troisième de la liste U.G.S.D., il n'ignore pas que c'est sa place qui le rendra le plus à même de revendiquer, au second tour, les communistes.

Sénateur depuis 1961, M. Jules Pissard a décidé, « après vingt-cinq ans de mandat », de ne pas se représenter. A-t-il pour autant joué toutes ses cartes ? Certains le lui demandent en pensant surtout au second tour. Pour le moment, ce n'est pas lui qui est le plus à même de revendiquer, au second tour, les communistes.

Sénateur depuis 1961, M. Jules Pissard a décidé, « après vingt-cinq ans de mandat », de ne pas se représenter. A-t-il pour autant joué toutes ses cartes ? Certains le lui demandent en pensant surtout au second tour. Pour le moment, ce n'est pas lui qui est le plus à même de revendiquer, au second tour, les communistes.

HAUTES-DE-SEINE : M. Schmaus conduira la liste du P.C. SARTHE : M. Dronne est candidat.

Après MM. Michel d'Aillières, P.S., et Jacques Chirac, R.P.R. (le Monde du 19 juillet et celui des 21-22 août), un troisième député, M. Raymond Dronne, réformateur, a annoncé sa candidature aux prochaines élections sénatoriales.

M. Raymond Dronne en recueillant, au second tour des élections législatives de mars 1973, 22 042 voix contre 2 034 à M. Raymond Dronne, réformateur, a annoncé sa candidature aux prochaines élections sénatoriales.

Officier de la division Leclerc, entré le premier dans Paris en août 1944 à la tête de sa compagnie, M. Dronne a siégé de 1948 à 1951 au Conseil de la République, avant de devenir député R.P.R. puis U.N.R. dont il s'est séparé en décembre 1961. M. Dronne est président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale dont M. d'Aillières, l'un de ses adversaires à ces prochaines élections sénatoriales — est vice-président.

**LES PRIX DU JOUR**

**POMMES DE TERRE**  
Rég. parisienne, 35 mm vrac  
0,45 à 0,65 F le kg

**TOMATES RONDES**  
Ouest ou Midi,  
cat. 1, cot. 57-67  
4,30 à 5,30 F le kg

**RAISIN CHASSÉLAS**  
Midi, cot. 1,  
6,25 à 7,25 F le kg

**LAITUES**  
1,15 à 1,35 F pièce  
Prix variables en région parisienne

Secrétariat d'Etat à la Consommation  
Commission de Paris

HAUT-RHIN : accord entre le C.D.S. et le R.P.R.

Dans le Haut-Rhin, le nom des trois suppléants des candidats C.D.S. aux prochaines élections sénatoriales a été rendu public (le Monde du 30 août).

MM. Louis Baud (maï. prés.), maire de Kayserberg, Edgar Wertheim (R.P.R.), conseiller municipal de Saint-Louis, et Raymond Petit-Richard (R.P.R.), maire de Bettendorf, seront respectivement suppléants de MM. Pierre Schiélé et Charles Zwickert, sénateurs sortants, et Henri Gotschy, président du conseil général, qui brigue la succession du troisièmes sénateur sortant, M. Marcel Nuninger, qui ne se représente pas.

M. Schiélé a laissé entendre que cette « union majoritaire » pourrait être reconduite lors des prochaines élections législatives « au moins dans trois des cinq circonscriptions du département » actuellement détenues par trois députés R.P.R. (MM. Bourgeois, Gissinger et Welschhorn) et deux députés réformateurs (MM. Hausherr et Muller).

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 31 août 1977 au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

- **POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**  
Le président de la République a déclaré :  
« Le premier ministre et le gouvernement doivent être félicités pour l'effort accompli depuis un an pour redresser l'économie française. »  
Deux résultats importants ont été obtenus : l'arrêt de la baisse du franc, puis son appréciation ; et l'amélioration du commerce extérieur.
- **DES MESURES NOUVELLES**  
5) Le gouvernement, qui s'est efforcé de prévenir depuis l'été dernier une récession de l'économie, poursuivra, au cours des prochains mois, sa politique de soutien de l'activité économique. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que la conjoncture internationale, et notamment européenne, reste incertaine et hésitante. Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt contribuant à alléger la charge des entreprises, le gouvernement a décidé de modifier les modalités de la modération des prix :  
— Le coût du crédit est abaissé. Le taux d'escompte de la Banque de France est ramené de 10,5 à 9,5 %. Les banques ont pour leur part décidé de réduire de 0,5 à 0,3 % le taux de base. Cette première étape dans la baisse des taux d'intérêt contribuera à alléger la charge des entreprises et facilitera de ce fait la modération des prix ;  
— Un milliard de francs supplémentaires est affecté à l'enveloppe des ministères de l'équipement et de l'habitat, ouverte en avril 1977 au crédit national pour le financement de grands projets d'équipement industriel ;  
— L'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics sera soutenue par des mesures nouvelles : 900 millions de francs d'autorisations de programme supplémentaires seront ouvertes au titre du Fonds d'action conjoncturelle aux budgets des ministères de l'équipement et de l'aménagement du territoire, de l'agriculture, de l'intérieur et de l'éducation. Pour leur permettre d'augmenter leur part de financement, les entreprises de construction de logements sociaux bénéficieront de 500 millions de francs de prêts supplémentaires des établissements spécialisés ;  
— Afin d'accroître l'engagement des programmes de logements prévus pour cette année, le prix-plafond des S.L.M. location sera relevé de 5 %. En outre, les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer le financement en 1977 de quinze mille logements en accession à la propriété et de seize mille cinq cents logements permettant la mise en place progressive de la réforme de l'aide au logement. Ce redéploiement entraîne une majoration du rôle des prêts à la construction de l'ordre de 1,6 milliard ;  
Le gouvernement prendra dans les prochains jours des dispositions pour améliorer les procédures d'aide à l'investissement et des projets concernant divers aspects de la protection des personnes, en qualité de consommateurs, contribuables, emprunteurs, créanciers de l'Etat, acquéreurs de logements ;  
A ces textes viendront s'ajouter d'autres textes dont le président de la République a demandé qu'ils soient déposés rapidement et qu'ils soient, en particulier, l'indemnisation des rapatriés et l'extension de la Sécurité sociale à certaines catégories de Français.
- **COMMUNAUTÉS URBAINES.**  
Le ministre de l'intérieur a fait le point des problèmes qui se posent aux communautés urbaines et a proposé qu'elles soient étudiées et adressées des propositions au gouvernement. Le premier ministre désignera la personnalité à qui sera confiée cette mission.
- **DECRETS DIVERS.**  
Le Conseil a adopté un projet de décret donnant aux vétérinaires biologistes des armées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, le même classement hiérarchique que celui des médecins des armées et des pharmaciens chimistes.
- Un décret portant création et suppression d'emplois au ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire a été adopté. Il modifie la répartition des postes budgétaires correspondant aux différents grades, aménageant ainsi la carrière des administrateurs, des professeurs et des officiers des corps techniques et administratifs des affaires maritimes.
- Un décret instituant jusqu'au 31 décembre 1980 un régime d'autorisation pour les centrales thermiques utilisant exclusivement ou principalement des combustibles pétroliers a été adopté, en application d'une directive du Conseil des communautés du 14 avril 1975 relative à l'accroissement de la sécurité de leur approvisionnement en énergie des Etats membres. La construction ou la conversion de centrales thermiques devant consommer des produits pétroliers ne sera autorisée que lorsque des contraintes techniques et économiques ou de protection de l'environnement ne permettent pas l'utilisation d'autres combustibles.

**PRUNIER**  
9 rue Duphot (Madeleine)  
Tél. 260.36.04  
16 av. Victor-Hugo (Etoile)  
Tél. 727.01.45  
**EST OUVERT**

avec M. GISCARD D'ESTAING  
à l'Élysée  
l'Espagne au Marche commun

MACRONAL TIER EN CHINE  
les yougoslave met l'accent  
points de concordance  
Belgrade et Pekin



# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### GAUCHE : la place du P.C.

(Suite de la première page.)

Le secrétaire général du P.C.F. regrette, en particulier, l'idée d'un référendum sur le nucléaire avancée par M. Mitterrand. La surprise des négociateurs socialistes était totale, car, dans le cadre du « groupe des quinze », ils avaient eu le sentiment que le P.C.F. ne refusait pas le principe d'une consultation du pays sur ce sujet.

L'intervention de M. Georges Marchais a d'autant plus étonné M. Mitterrand et ses amis que leur projet de référendum était moins destiné au P.C.F. qu'aux écologistes. Leur premier réflexe fut donc, par la voix de M. Gilles Martinet, membre de leur secrétariat national, de mettre en cause le « tempérament » de Georges Marchais. M. François Lencle, membre du secrétariat du Mouvement des radicaux de gauche, estimait même que M. Marchais avait cédé au goût du spectaculaire.

Plusieurs facteurs conjoncturels éclairaient la décision du secrétaire général d'engager une nouvelle controverse avec ses alliés. Accessoirement, M. Marchais a en le souci de faire oublier l'intervention, le 21 juillet, dans les locaux de l'Adsp, d'un militant communiste malade qui avait offert à la majorité l'occasion d'attaquer, une fois de plus, la gauche en général, et le P.C.F. en particulier, sur le thème du respect des libertés. Une intervention décidée

en l'absence de M. Georges Marchais, et que celui-ci n'a cautionnée, après coup, qu'à contre-cœur, en déclarant : « Je suis toujours solidaire des travailleurs, surtout quand je ne suis pas là. »

A ce niveau au moins, M. Marchais a atteint son objectif. Le secrétaire général du P.C. a, en second lieu, refusé d'entériner le compromis auquel ses négociateurs étaient parvenus sur le problème de la dissuasion nucléaire. Un compromis, il est vrai, officieux, et qui ne pouvait avoir valeur d'engagement contraignant. M. Marchais n'était sans doute pas mécontent de rappeler ainsi qu'il est le véritable « patron » du parti. La décision prise par le comité central du P.C.F. de se rallier à la « main-tenance » de la dissuasion nucléaire avait en effet provoqué des remous à la base. Si, dans le cadre de l'actualisation du programme commun, cette option n'était pas reprise en compte par l'ensemble de la gauche, la direction du P.C.F. risquerait de se trouver en porte à faux. Il importe donc pour M. Marchais d'obtenir satisfaction sur ce point.

D'autant que, lors de la crise interne, qui, en septembre 1974, avait secoué le P.C.F., le secrétaire général s'était vu reprocher d'avoir cédé trop facilement face aux socialistes. L'occasion était pour lui excellente d'apparaître comme le défenseur le plus ferme des positions et des intérêts du parti communiste.

personnellement en cause M. François Mitterrand. Les dirigeants communistes tiennent à accréditer l'idée que le premier secrétaire n'est plus le chef de file de l'union de la gauche. Il y a déjà tout lieu de penser qu'ils seront présents, de manière autonome, dans les élections présidentielles futures, et qu'ils comptent leurs voix au premier tour de scrutin (comme en 1969).

D'autre part, les communistes se sont attachés à apparaître comme les meilleurs défenseurs des catégories sociales que la gauche espère mobiliser en faveur de son projet. Ils se veulent plus particulièrement le parti de « la France pauvre », celui des déshérités. Qu'il s'agisse du S.M.I. et des prestations sociales, qu'il s'agisse de la nationalisation d'un secteur comme la sidérurgie (souvent perçue par les salariés de cette

branche comme une garantie de l'emploi), ils proposent plus d'avantages sociaux que leurs alliés. Au dire de certains dirigeants du P.S., cette attitude n'est pas sans effet sur les couches du monde ouvrier qui s'étaient rapprochées du parti socialiste dans la dernière période. En outre, le P.C.F. fait tout ce qu'il faut pour accréditer l'idée que les socialistes sont prêts à appliquer une politique d'austérité du type de celle qui est mise en œuvre par M. Raymond Barre. Il soupçonne ouvertement ses alliés de se préparer à trahir le programme commun en reculant devant les nationalisations déjà prévues. A écouter M. Georges Marchais et ses amis, la seule garantie de la mise en œuvre du programme commun est l'existence d'un puissant P.C.F. et donc d'un groupe communiste nombreux à l'Assemblée nationale.

#### Ses positions de pouvoir

Quand ils tiennent ce type de discours, les dirigeants communistes sont sincères. Ils ont bien le problème. Ils n'ont qu'une confiance limitée dans leurs alliés et pensent que le P.S. cherchera tôt ou tard à se dérober aux contraintes de l'alliance nouée autour du programme commun. Encore convient-il de rappeler que, dans sa version actuelle, ce document précise que les partis de gauche sont liés par un contrat de législature et d'engagement « à s'opposer par le vote négatif de leurs élus à la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur une autre majorité que la majorité de gauche issue du suffrage universel ».

Il n'en demeure pas moins que l'état d'esprit du P.C.F. est à l'origine du second facteur qui, en profondeur, explique sa controverse avec le P.S.

Les dirigeants du parti communiste veulent être en mesure, dès le lendemain d'un éventuel succès de la gauche, de s'assurer des « positions de pouvoir ». Ils veulent être en mesure de défendre et d'imposer leurs solutions. Les négociations sur l'actualisation du programme commun ont montré que des désaccords profonds subsistent sur la nature même de l'action que la gauche devra mener, et ce dès la première année de la législature. Arrivés aux affaires, certes, on peut penser que, de toute manière, un nouveau texte sera mis au point dans six mois. Mais, en attendant, aucun des partenaires ne pouvant sans dommage se permettre de prendre la responsabilité d'une rupture. Mais des désaccords subsistent sur la capacité des partenaires à gouverner ensemble dans la mesure où les formulations retenues dissimulent de lourds lectures. La politique économique à mener, la répartition des pouvoirs, la question de la dissolution de l'Assemblée nationale soit automatique en cas de justification de la majorité parlementaire, les socialistes valent justifiés leur refus de laisser remarquer que ce système permettrait aux communistes, en quittant par exemple le gouvernement, de provoquer de nouvelles élections au moment et sur des thèmes choisis par eux seuls.

Le refus de M. François Mitterrand était également justifié, hier comme aujourd'hui, par sa volonté de ne prendre aucun engagement irréversible. Le P.S. engerd effectivement se garder la possibilité de mettre en place, s'il le juge nécessaire, par exemple, un gouvernement socialiste homogène. En revanche, M. Mitterrand a encore rappelé le 27 août, à l'Antenne 2 qu'il n'est pas question pour lui de prendre quelque contact que ce soit avec les formations de la majorité.

THIERRY PFISTER.

#### Prochain article

**M. MITTERRAND NE VEUT PAS SE LIER LES MAINS**

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SCIENTIFIQUE

##### PRESUP

(Avant - MÉDECINE - VÉTÉ - AGRO -)

ADAPTATION aux méthodes de l'Enseignement Supérieur

MISE À NIVEAU ou RECYCLAGE pour tous bacheliers

**NADAUD**

ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
19, rue Jussieu, PARIS (5<sup>e</sup>)  
707-13-38 ou 76-05

### MAJORITÉ : un compromis plus qu'un accord

(Suite de la première page.)

M. André Diligent présentait un nouveau projet revenant sur des passages adoptés lors de la précédente séance. Dès lors, le débat s'est souvent réduit en un dialogue, parfois éloquent, entre M. Diligent et M. Yves Guéna, député politique du R.P.R. Aucun des négociateurs ne voulant laisser de « blancs », chacun s'est efforcé de trouver des compromis, des compensations et des formulations ménageant à la fois les grands principes et les petites susceptibilités.

Les centristes, qui souhaitent mettre davantage l'accent sur les problèmes sociaux, notamment la réforme de l'entreprise, ont aisément rencontré les vœux du R.P.R. attaché à la notion de « participation » alors que le parti républicain et le C.N.I.P. étaient plus réservés.

Une des pommes de discorde entre centristes et gaullistes résidait, selon le texte initial, dans l'hommage écopé au « bilan global de la 1<sup>re</sup> République », que M. Yves Guéna, soutenu par le parti républicain, avait pu faire approuver la semaine précédente. M. Diligent, parlant au nom des centristes qui, pendant la présidence du général de Gaulle, étaient dans l'opposition, ne voulait pas paraître donner une caution « post mortem » au fondateur de la 1<sup>re</sup> République (le Monde des 28 et 29 août, 57) à obtenu en définitive la suppression de la formule « bilan global » et du rappel de l'action menée « depuis vingt ans ». Il a, en revanche, accepté la référence aux « Institutions de la 1<sup>re</sup> République ». Il est également fait désormais mention de « la lutte contre l'inflation et de la politique économique menée par les différents gouvernements ». Bien que nul n'ignore que les institutions ont été fondées par le général de Gaulle, il y a vingt ans, et que la lutte contre l'inflation n'a pas commencé sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, chacun s'est satisfait de cette rédaction fausement sibylline. De même, dans le préambule, la référence aux partis qui constituent la majorité « depuis l'élection présidentielle de 1974 » a pu satisfaire les centristes, alors que les gaullistes et les républicains y ont vu un simple constat.

C'est notamment en s'appuyant sur ce projet d'interventions que le gouvernement que le P.C.F. dénonce les propositions socialistes comme de nature à renforcer l'étatisme. Selon lui, la nationalisation des seuls holdings, comme l'envisage le P.S., est également de nature à accroître le poids de l'État tandis que l'apparition d'un système de cotisations offre aux travailleurs plus d'occasions de participer à la gestion. Présents à la tête de secteurs importants de l'économie française, les communistes peuvent alors faire face à un éventuel renversement d'alliance de leurs partenaires. Ils tentent, à travers la nouvelle négociation engagée avec leurs partenaires, de récupérer une sorte de clause de sauvegarde qu'ils n'avaient pu arracher à M. Mitterrand en 1972 au niveau constitutionnel. On se souvient que lors de la négociation de la première version du programme commun, le P.C.F. avait sans succès demandé la dissolution de l'Assemblée nationale soit automatique en cas de justification de la majorité parlementaire. Les socialistes valent justifiés leur refus de laisser remarquer que ce système permettrait aux communistes, en quittant par exemple le gouvernement, de provoquer de nouvelles élections au moment et sur des thèmes choisis par eux seuls.

Le refus de M. François Mitterrand était également justifié, hier comme aujourd'hui, par sa volonté de ne prendre aucun engagement irréversible. Le P.S. engendrait effectivement se garder la possibilité de mettre en place, s'il le juge nécessaire, par exemple, un gouvernement socialiste homogène. En revanche, M. Mitterrand a encore rappelé le 27 août, à l'Antenne 2 qu'il n'est pas question pour lui de prendre quelque contact que ce soit avec les formations de la majorité.

Le « manifeste », qui comporte, outre le préambule, trois parties consacrées à la « société de libération », à « la société de justice » et à une conclusion de deux feuillets, va être soumise aux instances dirigeantes des partis. Le

compromis ainsi réalisé devrait être ratifié par les formations de la majorité qui souhaitent le rendre public avant le sommet de la gauche, prévu pour la mi-septembre.

Le P.R.P. veut donner à ce geste une signification hautement politique et démontrer que la majorité est concrètement son union plus rapidement et plus aisément que l'opposition. Personne, en vérité, ne se fait d'illusions sur la valeur de ce contrat. Dans la réalité, chacun va fournir ses propres armes, élaborer son propre programme et conduire sa propre campagne. Ce comportement se justifie par la multiplication des élections primaires admises par les députés des quatre formations de la majorité, qui, dès la semaine prochaine, reprendront l'examen des circonscriptions.

#### Le rôle de M. Barre

Le parti républicain et le centre des démocrates sociaux pressent toujours M. Raymond Barre de s'engager activement dans la bataille électorale, de publier sans tarder les options du gouvernement, de donner de la « crédibilité » au « manifeste », selon M. Barrot, secrétaire général du C.D.S., ou d'assurer une cohésion à l'ensemble », selon M. Solson, secrétaire général du parti républicain. En retour, l'attitude d'expectative choisie par le premier ministre — qui pourrait toutefois recevoir prochainement un à un les chefs des formations de la majorité — intrigue et déçoit un peu les centristes et les républicains, qui souffrent de l'absence d'un leader commun et qui pensaient en avoir découvert un dans le premier ministre, chargé par M. Giscard d'Estaing, il y a déjà deux mois, de conduire la majorité. Le R.P.R. n'a pas ce problème et réagit toujours à M. Barre tout rôle d'arbitre entre les formations de la majorité. Et ce n'est pas par hasard que M. Monod, secrétaire général du R.P.R., a publié mercredi, tandis que se déroulait la négociation sur le « manifeste », le catalogue des documents, des manifestations et des voyages électoraux que M. Jacques Chirac va publier, présider et effectuer sans tarder.

ANDRÉ PASSERON.

#### Dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement

##### M. ESTINGOY (P.R.) SOUHAITE DES ÉLECTIONS PRIMAIRES

M. Henry Estingoy, membre du parti républicain, directeur général de l'Institut national de la consommation, candidat aux élections législatives dans le dix-septième arrondissement de Paris (23<sup>e</sup> circ.) a publié le 1<sup>er</sup> septembre le communiqué suivant : « D'une part, on procède unanimement à la nécessité de respecter l'expression pluraliste de la majorité et d'organiser en conséquence des « primaires » répondant à cet objectif par une opposition ne présente aucun danger. Il paraît donc aberrant que, d'autre part, on prétende limiter aux citoyens de la 23<sup>e</sup> circonscription de Paris (déjà suffisamment traumatisés) d'exprimer librement leur choix et de contribuer éventuellement au renouvellement d'une représentation parlementaire mieux adaptée aux exigences réformatrices de notre temps. On les soumettrait ainsi à une sorte de régime censitaire en contradiction avec les principes et l'éthique du suffrage universel. Telles sont notamment les raisons pour lesquelles j'avais annoncé ma candidature dès le mois d'avril et pour lesquelles je la maintiens. »

● RECTIFICATIF. — Le rôle du S.R. en 1940. Dans la lettre de M. Jean Vanwelkenhuyzen sur le rôle du S.R. en 1940 (le Monde du 24 août), une omission a changé le sens d'une phrase. Au lieu de : « le fait est que [la décision de mettre les forces en état d'alerte] a été prise tardivement plusieurs heures plus tard, aux Pays-Bas et en Belgique », il fallait lire : « Plusieurs heures plus tard qu'aux Pays-Bas et en Belgique. »

#### AU GRAND ORIENT ET LA GRANDE LOGE DE FRANCE

##### Succession très ouverte pour l'élection des grands-maîtres

Le Grand Orient de France et la Grande Loge de France, les deux obédiences maçonniques qui réunissent à elles seules plus de deux tiers des effectifs de la franc-maçonnerie française, tiendront leur convention annuelle les 9, 10 et 11 septembre prochains. L'intérêt de l'événement réside dans le fait que cette année les deux grands maîtres sortants, respectivement MM. Serge Behar et Richard Dupuy, ne sont pas rééligibles et que le choix de leurs successeurs demeure très ouvert. Au conseil du conseil de l'ordre du Grand Orient, dont le tiers sera renouvelé (onze membres sur trente-trois), on se courra à la fois entre MM. Jacques Mitterrand, ancien grand maître de tendance progressiste, membre du P.S., mais sans parenté avec le premier secrétaire de ce parti, et qui

n'est soutenu que par une fraction des socialistes du conseil de l'ordre, et Michel Baroin, président d'une compagnie d'assurances (la Garantie mutuelle des fonctionnaires), ancien collaborateur de M. Edgar Faure et ami de M. Jacques Chirac. Le résultat dépendra notamment du choix des loges du Sud-Est, elles-mêmes sensibles à l'influence et à l'autorité de M. Ernest-Ferdinand Chabanne, architecte à Nîmes et depuis l'an dernier grand commandeur du Grand Collège des rites, fonction dans laquelle il a succédé à M. Francis Viaud.

À la Grande Loge de France, trop de candidats sont en lice pour prévoir qui pourrait l'emporter. Le seul fait notable est l'absence dans cette compétition, pour le moment du moins, de l'ancien grand maître, M. Pierre Simon, dont l'élection alternait depuis plus de dix ans avec celle de M. Richard Dupuy — A.G.

**MEDECINE Pharmacie**  
**IPEC**  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
633.81.23/033.45.87  
(au cœur du Quartier Latin)  
Documentation sur demande.

Sept. : recyclage scientifique  
Oct.-Juin : stage parallèle à la Fac.  
P.C.M. et Pharmacie Année O.  
Petits groupes.  
Contrôles fréquents.

#### Secrétariat-Gestion-Comptabilité

**ISEEC**

Préparation : C.A.P. ; B.E.P. ; Bac G. ; B.T.S. ; D.E.C.S.  
Institut des Sciences et des Etudes Economiques et Commerciales du Cours Nadaud  
École technique PRIVEE

19, rue Jussieu - 75005 Paris - 707-13-38 et 707-76-05

● M. Paul Marchais, président de la Fédération de la métallurgie C.G.C. condamne « les affirmations mensongères » de M. Marchais à propos de l'avenir de la sidérurgie française. « Présenter aujourd'hui la nationalisation de l'industrie publique, sous prétexte d'une querelle avec un autre parti de gauche, comme la solution idéale relève d'une tromperie évidente qui démontre l'incapacité du parti communiste français dans le domaine économique et social », affirme un communiqué de la fédération C.G.C. « La sidérurgie française et ses salariés ont suffisamment de difficultés à surmonter en ce moment pour que les leaders des formations politiques n'essaient pas de s'en servir à des fins électoralistes », conclut M. Marchais.

**PLM CLERMONT-FERRAND**  
★★★★ au centre de la ville  
PLM-ARVERNE - 16, place Delille - 63000 Clermont-Ferrand  
Tél. (73) 91.92.06 - Télex : 390.741  
Réservation Centrale : Tél. 588.73.46 - Télex : 270.740  
**PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris**  
800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589.89.80

**PLM**



## Le drapeau de Sainte-Hélène

**« Une deuxième équipe de football ?  
C'est ridicule ! »**

Dans une lettre adressée le FRANCIS CURNU.

---

**BERTRAND LE GENDRE**

# **ACCORD ENTRE TOKYO ET WASHINGTON SUR L'USINE JAPONAISE RETRAITEMENT NUCLÉAIRE**

Les délégués aux récentes négociations de Tokyo — troisième série d'entretiens en neuf mois — ont précisé que les détails de l'accord seraient révélés prochainement, à l'occasion de la visite à Washington de M. Sozuke Uno, prévue pour le 10 septembre.

\_\_\_\_\_



حکومت من الاصل

**Centre ISTE Centre**  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et  
Techniques humaines

**PCEM**

Expérience pédagogique depuis 24 ans  
• Préparation de vacances :  
• Recyclage pour bacheliers (math,  
physique, chimie) par petits groupes.  
• Mise à niveau pour redoublants  
(matières au choix).  
• Recyclage de Pré-Rentrée.  
• Année complète de formation  
méthodologique (année 0)  
à raison de 14 heures hebdo de  
Cours et Exercices.  
• Préparation Annuelle  
soutenue par petits groupes de 10 à  
12 étudiants et par CHU pour  
toutes matières enseignées.

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry  
75016 Paris - Tél. 288.52.09  
TOLBIAC 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 588.63.91

## ÉDUCATION

### Une circulaire fixe les objectifs de l'école maternelle

Les institutrices conservent une grande liberté d'action

Dans une longue circulaire publiée au *Bulletin officiel de l'éducation* du 1<sup>er</sup> septembre, le ministre précise les finalités, les objectifs et les procédures éducatives qui doivent être appliquées dans les écoles maternelles. Le texte souligne « la valeur d'une éducation globale et fonctionnelle, constamment adaptée aux enfants auxquelles elle s'adresse ainsi qu'aux milieux et circonstances de vie de ces derniers. Cette action ne peut s'enfermer dans un programme au sens traditionnel du terme. Compte tenu des objectifs essentiels bien com-

pris (...), il est indispensable de laisser à chaque instituteur (...) une grande liberté de méthode et d'action ».

Les objectifs majeurs de l'éducation dans les écoles maternelles s'ordonnent selon six grandes lignes : l'affectivité, dont le développement, surtout chez le tout-petit, réclame « un climat perméable et familier où chacun se trouve reconnu, encouragé aux entreprises que lui dictent ses besoins personnels, apprécié dans ses réussites, guidé dans ses échecs » ; le corps, le mouvement et l'action ; grâce à des jeux, à l'expression vocale, la musique, la voix chantée ; l'expression plastique ; l'image et les symboles ; le langage oral et le langage écrit ; enfin le « développement cognitif » : à partir de la connaissance de l'environnement, l'enfant deviendra capable de construire les notions d'espace et de temps, de matérialiser les symboles ainsi que l'expression et la communication.

Le ministre de l'éducation indique les procédures par lesquelles atteindre ces objectifs : elles reposent sur le respect des besoins de l'enfant, l'aménagement des locaux, la connaissance de l'enfant et la détection des premiers handicaps. La pédagogie devra s'adapter au milieu géographique et aux milieux socio-culturels des enfants.

### La réforme Haby

#### DES CLASSES PRÉPARANT À UNE FORMATION PROFESSIONNELLE SONT CRÉÉES À TITRE EXPÉRIMENTAL

Vingt-sept classes préparatoires de type professionnel seront ouvertes à titre expérimental à la rentrée prochaine dans des établissements secondaires et des centres de formation d'apprentis. D'après une circulaire parue le 1<sup>er</sup> septembre au *Bulletin officiel* de l'éducation, ces classes permettront à des enfants qui, dès l'âge de quatorze ans, souhaitent suivre un enseignement technologique ou professionnel d'acquiescer à un engagement précoce dans des classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) ou des classes professionnelles de niveau (C.P.N.), classes où l'enseignement général est réduit.

Ces classes expérimentales seront conformes à celles décrites par l'article 4 de la loi relative à l'éducation (réforme Haby), qui prévoit qu'au niveau des quatrièmes et des troisièmes un enseignement complémentaire préparant à une formation professionnelle sera dispensé dans des « classes préparatoires » rattachées à des établissements de formation professionnelle. Les classes préparatoires expérimentales comprendront quatre heures d'enseignement général (français quatre heures, mathématiques quatre heures, histoire-géographie trois heures) et sciences expérimentales trois heures) et quatre heures d'enseignement technique.

#### Les chefs d'établissements devront informer les parents sur l'utilité du dossier scolaire décide le ministre

La décision de créer, à partir de la prochaine rentrée, un « dossier scolaire » qui suivra chaque jeune Français pendant toute sa scolarité, a été interprétée par certains comme le début d'une entreprise de « fichage » des élèves. Le ministre de l'éducation a protesté contre cette accusation et rappelle les motifs pédagogiques de cette innovation : il s'agit de rendre moins aléatoires les décisions d'orientation.

Plusieurs circulaires, publiées au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation du 1<sup>er</sup> septembre, expliquent quel devra être le contenu de ce dossier (le *Monde* du 28 août) : renseignements d'état civil, déroulement de la scolarité antérieure, évaluation « des connaissances et des savoir-faire dans chaque discipline ou activité, complétée par des appréciations sur les capacités générales et éventuellement sur les qualités et le comportement personnels ». Pourront aussi y figurer « éventuellement » des renseignements médicaux « non confidentiels » et « les conclusions des interventions du psychologue scolaire ou du conseiller d'orientation ».

Constitué dès la maternelle, ce dossier « ne peut être consulté que par les personnels de l'école ou de l'établissement ». Il peut être communiqué, « sur leur demande », aux parents, aux représentants légaux de l'élève ou à l'élève lui-même s'il est majeur. Le ministre précise aussi que « les personnes qui participent à l'élaboration (du dossier) ou qui sont appelées à le consulter sont tenues de ne pas divulguer les informations qu'il contient ».

Il est douteux que cette dernière recommandation, formulée d'une manière aussi vague que sont précisées les rubriques du bulletin trimestriel dans le domaine du « comportement » et des « capacités générales », suffise à tranquilliser les adversaires du nouveau dossier scolaire.

Il est douteux que cette dernière recommandation, formulée d'une manière aussi vague que sont précisées les rubriques du bulletin trimestriel dans le domaine du « comportement » et des « capacités générales », suffise à tranquilliser les adversaires du nouveau dossier scolaire.

### LA SÉCURITÉ DANS LES UNIVERSITÉS DE PARIS

#### Vigiles contre policiers

A chaque profession son « malaise ». On connaît le malaise des professeurs, celui de la police, voici qu'une crise couve chez les « vigiles » des universités de Paris. Ces hommes en uniforme bleu pétrole et à casquette aux armes de la Sorbonne ont été recrutés, à partir de 1969, en un temps où la contestation étudiante prenait encore des formes violentes. Ils sont trois cent quarante occupés à des tâches de surveillance, de filtrage des entrées et à divers contrôles.

Un métier tranquille, à une époque où l'université a retrouvé son calme, sauf exceptions. Pourtant la révolte grandit, mais pas du côté des étudiants. Un syndicat indépendant des agents de sécurité et assimilés de l'éducation nationale, affilié à l'Union française du travail, que préside M. Jacques Simakis, vient de publier un communiqué violent, protestant contre la présence de policiers d'active ou retraités au sein du corps des vigiles. « Non aux policiers dans les universités ! », proclame ce syndicat, qui déclare grouper une centaine de personnes.

Selon le secrétaire général du syndicat, tout l'état-major actuel des vigiles est constitué, sous la direction d'un commandant, de policiers retraités qui bloquent la promotion des vigiles sortis du rang. « Leur présence, dans la conjoncture économique actuelle, ne se justifie pas, car ils cumulent des retraites importantes avec des salaires de première catégorie. Quant aux huit policiers d'active qui font partie du corps des vigiles, ils bénéficient, en plus de leur salaire versé par le ministère de l'Intérieur, d'une prime de 600 F allouée par le secrétariat d'Etat aux universités. » Leur présence, déclare le syndicat, avait été prévue pour deux ans dans un

but de formation. Elle crée un malaise par le fait que ces fonctionnaires intriquent avec des méthodes particulières pour réserver leurs intérêts. « Il demande donc leur départ.

Autre réclamation du syndicat des vigiles : certains d'entre eux sont affectés à des tâches sans rapport avec leur mission. Ainsi signale-t-on qu'une trentaine d'entre eux sont affectés à l'entretien et au jardinage au château de Ferrières (Seine-et-Marne), qui a fait le 1<sup>er</sup> juillet l'objet d'une donation par la famille Rothschild à l'université de Paris. Ni jardiniers ni policiers, les vigiles veulent être considérés comme un corps à part entière, même si nombre d'entre eux sont devenus vigiles parce qu'ils n'ont pu devenir policiers ou en attendant de le devenir.

Au rectorat, on indique que le maintien de policiers d'active et retraités est une « nécessité pour l'encadrement des vigiles », car peu d'entre eux se révèlent à la hauteur, ainsi que l'attestent les médiocres résultats du concours annuel de promotion interne organisé par le rectorat.

L'an dernier, sur une vingtaine de candidats, un seul a été admis. Quant au château de Ferrières, il a été cambriolé (une cheminée en marbre a été dérobée...) depuis que l'université en est propriétaire, ce qui a nécessité l'envoi de vigiles, dont deux sont établis à demeure. On ne dément pas que des vigiles aient taillé les haies du parc de ce château, où le rectorat veut installer un centre d'accueil pour les universitaires étrangers. Mais tous les jardiniers étaient volontaires, dit-on au rectorat, où l'on ne s'inquiète pas outre mesure d'une campagne de « surenchère », peut-être en liaison avec la création récente d'un deuxième syndicat de vigiles, affilié celui-ci à la C.G.T. — Br. F.

### ANCIENS COMBATTANTS

Les anciens combattants africains réclament le réajustement de leurs pensions. L'Union fraternelle des anciens combattants d'expression française d'Afrique et de Madagascar (UFACEFAM) demande à la France « que l'équité des pensions soit établie entre tous les anciens combattants de l'armée française ».

Le conseil d'administration de l'UFACEFAM, réuni à Abidjan, déplore, en effet, les disparités constatées entre pensions servies aux anciens combattants de nationalité française et leurs confrères des anciennes colonies françaises, estimés aujourd'hui à plus de six cents personnes, et ce malgré de nombreuses démarches.

La réunion d'Abidjan qui a regroupé des délégués de l'Empire Centralafricain, du Congo, du

Benin, de la Haute-Volta, du Mali et du Sénégal a décidé que son cinquième congrès se tiendrait à Dakar, du 14 au 16 décembre prochain.

Le Comité parisien de la Libération rappelle que la cérémonie traditionnelle commémorant la libération de Paris aura lieu le dimanche 4 septembre, à 18 heures, place du 18-Juin, devant la plaque commémorative de la reddition de la garnison allemande au général Leclerc et au colonel Rol-Tanguy.

« En raison de la profanation du monument au général Leclerc, la cérémonie prendra cette année le caractère d'une réparation, et elle exprimera l'exigence de mesures pour arrêter les exactions des groupes fascistes », précise le communiqué.

## QUE FAIRE APRÈS LE BACCALAURÉAT ?

Un groupe d'enseignement renommé  
**LE GROUPE ESSEC**

vous propose d'apprendre en 2 ans un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées
- Un secteur aux débouchés nombreux

### Ecole des Praticiens du Commerce International

Enseignement supérieur privé

Vous êtes bachelier ou vous avez entamé des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères. L'EPSCI, créé par le Groupe ESSEC, peut vous apporter la formation que vous souhaitez.

**SESSION d'admission le 15 SEPTEMBRE**

M. ....  
Adresse .....  
Je désire recevoir la documentation de l'EPSCI  
EPSCI - BP 105 - 95001 CERGY - Téléphone 639-40-57

### INSTITUT SUPÉRIEUR des TECHNIQUES d'ADMINISTRATION et de GESTION des ENTREPRISES

**I.S.T.A.G.E.**

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur  
322, r. des Pyrénées 75020 Paris  
Tél. : 797.06.95

**But de l'Institut** - Préparation à l'expertise comptable et aux techniques du Commerce et des transports internationaux

**Durée des Etudes** - 3 ans  
**Diplômes préparés** - Probatoire  
- D.E.C.S.  
- B.T.S. Comptabilité-Gestion  
- B.T.S. Commerce International

STYLES ANCIENS  
MEUBLES D'ÉPOQUE  
TOUTES ÉPOQUES  
**R. BERBICIER**  
961.14.97  
BOULEVARD DE LA VILLE  
95100 ARGENTEUIL

### Centre ISTE Centre

**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et  
Techniques humaines

**EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953**

**Préparation annuelle aux concours d'entrée**

**HEC-ESSEC-ESCP**  
en section «Pilote» : Math Sup et Bac C avec Mention

**ESCAE de province**  
«Bacs B.C.D.»

avec mise à niveau mathématiques en septembre

**AUTEUIL** 6, Av. Léon-Henry  
75016 Paris - Tél. 288.52.09

**TOLBIAC** 83, Av. d'Italie  
75013 Paris - Tél. 588.63.25

**RENAULT 20 TS**  
**2 LITRES**

Quand Renault annonce un modèle TS, c'est toujours une bonne nouvelle. Quand on parle de la Renault 20 TS, on peut même dire une grande nouvelle. Le nouveau moteur 2 litres développe 110 ch à 5750 tr/mn. Il permet d'abattre le kilomètre départ arrêté en 34" 2/10". Asseyez-vous, vous êtes dans une voiture de «bonne façon» ! Lève-vitres électriques. Verrouillage électromagnétique des portières, direction assistée. Tout est pensé pour la sécurité, le confort du conducteur et de ses passagers. 8,1 l aux 100 à 90 km/h, 10,4 l aux 100 à 120 km/h à vitesse stabilisée, 12,4 l aux 100 sur essai de type urbain. Prix clés en mains au 25/09/77 : 39.700 F.

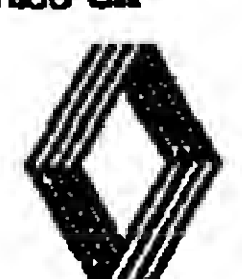
Je désire effectuer l'essai d'une Renault 20 TS.

Nom .....

Adresse .....

Retournez ce bon à : RNUR, BP 142, 92106 Boulogne-Billancourt.

Renault préconise elf





## Vigiles contre policiers

## LE HOLD-UP MANQUÉ DE CHATENAY-MALABRY

## Mustapha Boukhezer a été tué « à bout touchant » par un policier

Les deux balles qui ont tué Mustapha Boukhezer ont été tirées dans le dos d'une « à bout touchant », l'autre à quelques centimètres. Telles sont les conclusions de l'expertise balistique ordonnée par le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine) après le hold-up manqué de Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine), au cours duquel, le mardi 28 août, un jeune Algérien a été tué par la police. (Le Monde des 25, 26 et 27 août.)

### DANS LA PRESSE PARISIENNE

#### L'AUBORE : un crime.

« Quel que l'on puisse penser du problème de la répression, personne ne saurait admettre qu'un policier se conduise en tueur. Comme n'importe quel citoyen, il est soumis à la loi générale qui est contenue dans le code pénal. Il ne peut donc tirer sur un homme que s'il se trouve en état de légitime défense. Cela signifie qu'il ne doit se servir de son arme que si, en fait, il se trouve en danger de la vie ou de la santé. (...) Maintenant, la justice se doit d'ouvrir le dossier et de le soumettre à un juge d'instruction. Aucun policier honnête ne peut s'en indigner. Il y va de l'intérêt de tous, la collectivité tout entière, les magistrats qui ont pour rôle légal de contrôler la police, les policiers eux-mêmes qui font leur métier honnêtement en prenant les risques indispensables. (...) Nous le répétons : s'agit seulement de savoir si le brigadier Marchaudon se trouvait en danger mortel au moment où, à deux reprises, il a tiré sur Mustapha. Si l'état, c'est le non-lieu. Si l'état n'est pas, alors il doit être poursuivi puisque la loi ne le protège plus. (...) Si Mustapha a été achevé alors qu'il se trouvait déjà blessé, à terre, incapable de riposter, alors ce n'est plus une bavure. C'est un crime. Prétendre le contraire, c'est tout simplement méconnaître la loi qui est notoire à tous. Aux policiers comme au plus humble des citoyens et peut-être plus même aux premiers. »

#### BOUGE : le modèle de l'anti-gang.

« (...) On ignore encore si le brigadier Marchaudon sera inculpé au niveau judiciaire. Au lendemain de l'affaire de Chatenay-Malabry, la justice n'avait pas jugé utile de l'inculper. Jusqu'à hier, Marchaudon était toujours en poste à son commissariat de Sceaux. Mais, maintenant que l'affaire est divulguée, il semble bien que son avenir sera quelque peu compromis. (...) Beaucoup trouveront que c'est justice. Mais il serait illusoire de s'en tenir au seul brigadier Marchaudon. Ce dernier n'a, finalement, que copié ses modèles de l'anti-gang, une superbrute à qui le ministère de l'Intérieur n'a jamais ménagé son soutien, montant en exemple ses méthodes expéditives, en recommandant même par des déclarations officielles incendiaires. Les syndicats de policiers n'ont pas manqué de souligner les dangers d'une telle politique officielle. Leur supervisement prennent aujourd'hui toute leur signification. Il serait scandaleux que ce problème soit réglé par la seule accusation du bouc-émissaire de circonstance, le brigadier Marchaudon, dont la suprématie « bavure », aux yeux de ses chefs, aura finalement été de n'avoir pas su exécuter Boukhezer « en douceur ».

### En bref...

● L'enquête sur l'assassinat de Valérie Menu, une fillette âgée de sept ans, dont le corps a été retrouvé, mercredi 31 août, à Villiers-Saint-Nicolas, près de Meaux (nos dernières éditions), a commencé par l'audition d'un adolescent de treize ans, considéré par les gendarmes comme un « témoin important ». Le jeune garçon, demeurant dans le village, est, en effet, la dernière personne à avoir vu la fillette, en compagnie de laquelle il jouait, mardi 30 août, au début de l'après-midi, peu avant que celle-ci ne disparaisse. Le corps de Valérie ne devait être retrouvé, lardé de coups de couteau, que le lendemain matin, au terme de recherches entreprises par les gendarmes, les pompiers et des habitants du village.

● Un habitant de Choleil (Maine-et-Loire), M. Philippe Flandrois, vingt ans, est mort, dimanche 28 août, d'une overdose de morphine à Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique). Une de ses amies, Mlle Catherine Bacheller, âgée de vingt ans, a été inculpée pour non-assistance à personne en danger et écrouée à la prison de Rennes. Mlle Bacheller doit être jugée le 6 septembre.

4 mètres des policiers. Les expertises réalisées par les professeurs Coccaldi et Marry ont permis de prouver que le jeune Algérien, âgé de vingt et un ans, avait été achevé par le brigadier Marchaudon. Il a en effet été atteint de cinq balles : une balle dans la main gauche, une à la cheville, une balle entrée de face dans l'abdomen et les deux mortelles tirées dans le dos alors que le corps se trouvait allongé sur le ventre en travers du trottoir. Les conclusions des deux experts confirment les constatations des deux médecins légistes, MM. Deponge et Martin, qui mentionnaient dans leur rapport d'autopsie la présence de brûlures sur le corps et les vêtements de la victime attestant que les deux balles retrouvées dans le corps avaient été tirées très près.

Au ministère de l'Intérieur, on se contente de rappeler que deux procédures sont en cours : une information judiciaire, pour ce qui concerne le hold-up de Chatenay-Malabry et une procédure disciplinaire engagée par l'inspection générale de la police nationale. Mais le parquet n'a ouvert aucune information contre le brigadier Marchaudon. Mardi 30 août, le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée, le Syndicat d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire, le Syndicat C.F.D.T. de l'administration centrale, le Syndicat de la magistrature, demandaient « l'ouverture immédiate de cette information », et soulignaient « la responsabilité de la hiérarchie policière ».

Le 3 septembre 1974, le brigadier Marchaudon avait participé à la course-poursuite qui avait suivi le hold-up de la Banque industrielle et commerciale, boulevard Barbes, à Paris. Un gangster en fuite avait été tué. Trois jours après il avait tué un voleur à la roulotte, affirmant par la suite qu'il s'était cru menacé par le fuyard, qui n'était pas armé. Le brigadier Marchaudon n'avait pas été inquiété, et ses supérieurs hiérarchiques l'avaient maintenu dans ses fonctions actives.

### Des réactions

Le Syndicat des policiers en civil, majoritaire, « ne se prononcera pas avant d'avoir vu les rapports des experts et avant la réunion de l'intermédiaire », a indiqué son trésorier, M. Jean Garofalo. En revanche, M. Delaplace, au nom du Syndicat général de la police (S.G.P.), demande que les autorités ne couvrent pas cette bavure et que les responsabilités du brigadier Marchaudon soient déterminées avec la plus grande précision.

Pour sa part, la Fédération autonome des syndicats de police « s'élève, dans un communiqué publié jeudi 1<sup>er</sup> septembre, que les circonstances de la mort d'un des auteurs du hold-up manqué n'aient pas encore été clairement déterminées par les pouvoirs publics ». La fédération « exige que les enquêtes judiciaires et administratives fassent éclater la vérité et situent les responsabilités ». Elle « réprovoque et condamne par avance tout acte de violence individuelle dont les auteurs doivent être défrayés devant les tribunaux. Malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour exercer leur profession face à la recrudescence de la criminalité et de la violence, les policiers se doivent de n'agir que dans le cadre des lois et règlements, notamment en ce qui concerne l'usage des armes. La Fédération autonome des syndicats de police ne peut en aucun cas se solidariser avec les responsables de tels actes ou couvrir de tels errements ».

### L'expérience...

Mais, c'est le moins qu'on puisse dire, à une affaire de bavure policière pour la troisième fois, le brigadier Marchaudon est toujours en possession de son « arme administrative ». Tout comme l'est, vraisemblablement, ce policier auteur d'un coup de feu tiré lors d'une brutale interpellation dans la nuit de mardi à mercredi, ainsi que le rapporte Libération.

Aucune mesure conservatoire n'a donc été prise à l'encontre du brigadier Marchaudon qui continue, comme si de rien n'était, à représenter l'ordre et... la sécurité publique.

Ce policier-là n'a pas l'excuse, au demeurant faible, de la jeunesse, de la formation insuffisante ou de l'inexpérience. L'expérience, ce n'est certes pas ce qui lui fait défaut. Avec

l'homicide — c'est l'euphémisme officiel et légal — de Chatenay-Malabry, il compte aujourd'hui son deuxième meurtre avéré. Sa première victime avait été un voleur à la roulotte qui tentait de s'enfuir. Chacun des deux tuteurs a été tué dans le dos. Exemple évident de légitime défense proportionnée au danger encouru...

Celui qui se met au-dessus de la loi ne peut prétendre la faire respecter ou s'en dire gardien. Pas davantage celui qui, ministre ou directeur général de la police, couvre de tels actes, fût-ce par son abstention. — Ph. B.

## Libres opinions

## Au moment de conclure

Par PIERRE ARPAILLANGE (\*)

NOUS avons informés dans son article « Sur la peine de mort » (1), M. Peyrefitte, ministre de la justice, nous livre le fond de sa pensée. En raison de ses fonctions actuelles, celle-ci doit être connue, et, pour ce faire, synthétisée.

Relevons quelques phrases, parfois en forme de maximes :  
1) « L'Etat peut-il mobiliser les esprits contre la violence s'il continue à donner l'exemple légal de la violence suprême ? »  
2) « Un idéal humaniste arrête l'homme devant la perspective de donner froidement la mort à son semblable ».  
3) « Le principe de la peine de mort (ce meurtre avec préméditation...) m'a toujours fait horreur ».  
4) « Qu'un juge condamne à mort un criminel ou qu'un criminel perpétre son crime est également criminel... ».  
5) « La peine de mort ne neutralise plus... La peine de mort n'inflige pas de punition... ».

Quelles que soient les précautions prises pour affirmer que le moment n'est peut-être pas « venu d'abolir la peine de mort », qui pourrait croire qu'il est trop tôt pour agir, selon le mot d'Albert Camus ?

El quel magistrat du ministère public, soumis au pouvoir hiérarchique du ministère de la justice, quel juge de profession, quel juré de cour d'assises, pour désormais, en « son honneur et conscience », ne pas avoir le courage de déployer et accepter ainsi, au nom du peuple français, de repousser encore « le moment de conclure » ?

(1) Le Monde du 25 août 1977.

\* Magistrat.

## Faits et jugements

### MM. Giscard d'Estaing et Peyrefitte s'entrelient de la gratuité de la justice.

Après un entretien avec M. Valéry Giscard d'Estaing, ce lundi matin 1<sup>er</sup> septembre, M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, devait réunir, l'après-midi, une conférence de presse portant sur la gratuité de la justice.

On s'attend que le ministre annonce la suppression d'un certain nombre de taxes recouvrées lors des procès.

### La demande de mise en liberté de M. Apalategui sera examinée le 6 septembre.

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Albi-en-Provence examinera mardi 6 septembre la demande de mise en liberté sous contrôle judiciaire déposée par les défenseurs de M. Miguel Angel Apalategui, le militant basque détenu à Marseille et qui observe, depuis le 30 juillet, une grève de la faim.

Répondant, sans les mentionner, aux déclarations des avocats de M. Apalategui, qui avaient émis des doutes sur la qualité du contrôle médical exercé sur leur client, M. Yves Chauvy, substitut du procureur de la République, a déclaré, mardi 31 août, que l'état de santé du détenu était stationnaire et n'inspirait aucune inquiétude. M. Chauvy a précisé qu'un électrocardiogramme et une radiographie pulmonaire avaient été effectués mardi 30 août par un cardiologue agréé par l'administration pénitentiaire.

De son côté, l'archevêque de Marseille a fait savoir que l'asile qui pourrait être accordé par une communauté religieuse à Miguel Angel Apalategui correspond à une initiative personnelle de l'abbé Philippe Guérin, vicaire épiscopal. Ce dernier a en effet proposé d'accueillir le militant basque s'il venait à bénéficier d'une mesure de mise en liberté (Le Monde daté 28-29 août). L'initiative n'a toutefois pas été dévouée par l'archevêque.

● Le vice-consul de France à Kaboul (Afghanistan), a reçu, mardi 30 août, l'assurance du vice-ministre des affaires étrangères d'Afghanistan que les dix-sept touristes français actuellement « retenus » dans leur hôtel après le meurtre de Mlle Monique Cusin, trente ans (Le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), pourront regagner la France « dès la fin de la semaine et probablement avant ». M. Jean Zmoneira a fait valoir pour obtenir cette autorisation, et ce, sur instruction du gouvernement français, que l'article 689 du code de procédure pénale français autorisait la justice française à poursuivre l'enquête si la nécessité s'en faisait sentir. D'autre part, le ministère français des affaires étrangères a fait savoir que le vice-consul a assisté à tous les interrogatoires auxquels a procédé la justice afghane. Pour ce qui concerne les formalités aux fins de rapatriement du corps de Mlle Cusin, les autorités françaises ont obtenu toute satisfaction.

Cependant, le Quai d'Orsay, a attiré, mercredi 31 août, l'attention de l'ambassade d'Afghanistan à Paris sur le sort des dix-sept touristes français en raison de la lenteur de la réaction des autorités afghanes. — (A.F.P.)

● Creys-Maillet : deux libérations. M. Hans Jäger et Joseph Schweizer, âgés de vingt-cinq et vingt-six ans, étudiants à Berlin, de nationalité allemande, ont été libérés ce jeudi 1<sup>er</sup> septembre en début de journée. Ces deux personnes avaient été condamnées, le 7 août (Le Monde du 9 août) par le tribunal de Bourgoin-Jallieu (Isère) lors du procès en flagrant délit des douze manifestants arrêtés après la manifestation de Creys-Maillet, le 31 juillet. Leurs peines étaient de trois mois d'emprisonnement dont deux avec sursis. Celles-ci avaient été confirmées par un arrêt de la cour d'appel de Grenoble le 24 août (Le Monde du 25 août).



« Je vous prie de m'envoyer très vite votre brochure vacances, vu l'état de fatigue qui est le mien et les responsabilités que j'exerce au sein de mon entreprise, laquelle risque de pâtir de mon incompétence passagère, à quoi un séjour dans l'un de vos villages saurait remédier, j'en suis sûr ».

Partez maintenant : le Club Méditerranée hors saison, c'est la meilleure saison.

Renseignements, réservations : 90, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup> et Place de la Bourse, 75083 Paris Cedex 02, tél. : 266.52.52, ou Agence Havas de votre ville, 1000 Bruxelles, rue Ravenstein 58 et Genève, 28 Quai Général Guisan.





# Le Monde

## L'ÉTÉ

Les jeunes étrangers à Paris

### Casernes-dortoirs et vieilles demeures

Ils font désormais partie du paysage de Paris : la mine cuivrée, le chapeau fou, porteurs de hauts sacs de montagne où se balance une gourde, ils arpentent les rues de la capitale à l'air harassé. Sont-ils les sacs à dos annonçant la couleur : entre une paire de godaillots défilés et le sac de couchage à fleurs apparaît l'union-jack, la feuille d'érable ou la croix blanche de la Confédération helvétique.

Après parcours des kilomètres à pied, en train ou en voiture, couchant sur les talus ou dans les halles de gare, mangeant peu, dormant moins encore — du moins la nuit — les voici qui, sans transition, se retrouvent sur le pavé de la grande ville.

Pour ces routards, et d'une manière générale pour ces jeunes étrangers en vacances, Paris n'est qu'une escale. Escalade d'un périple incertain qui se dessine au jour le jour en fonction des horaires de chemins de fer, des caprices de l'auto-stop... et du temps qu'il fait.

Le temps ! On n'imagine pas combien les jeunes qui prennent la route en sont tributaires. Même à Paris. « Si le temps se maintient au beau de soir, dit Paco, on couche ici. » Et il montre les bosquets, derrière les lacs du bois de Boulogne. Avec son ami, âgé de vingt-deux ans comme lui, Paco est venu de Barcelone en train. Arrivés à la gare d'Auster-

litz, ils ont marché dans Paris et se sont finalement dirigés vers l'un des deux bois où, leur a-t-on dit, on peut coucher à la belle étoile sans être inquiété.

Paco et son ami ne sont pas de ces routards clochardisés qui marchent au « joint » et au gros rouge, et occupent nuit et jour les quais de la Seine du côté du Vert-Galant. Étudiants en sciences économiques à la faculté de Barcelone, ils ont attendu de décrocher leur diplôme pour faire un grand tour d'Europe. En train ou à pied, selon les jours. Mais comme le train coûte cher, ils économisent sur l'hôtel. « Si j'ai, bien sûr, on s'achète de trouver un abri. Par exemple, un foyer d'étudiants. »

Les deux jeunes Espagnols n'ont jamais entendu parler de l'existence d'un tel service. Ils ont donc cherché à se loger dans l'un des nombreux hôtels de la ville, mais ils ont vite compris que cela leur coûterait trop cher. Ils ont donc cherché à se loger dans un foyer d'étudiants, mais ils ont vite compris que cela leur coûterait trop cher.

La soixantaine d'hôtels classés « une étoile » ou « préfecture » à Paris sont ainsi pris d'assaut par les jeunes désemparés. « Jusqu'à la nuit, les heures de l'après-midi, dit un hôtelier de la rue Cay-Lussac (8<sup>e</sup>), nous avons généralement de la place. Après, c'est rare. » Chez lui, les chambres les moins chères sont à 21 F la nuit.

#### Pas de surpeuplement

Bien des hôtels de cette catégorie pratiquent des tarifs plus bas que les foyers d'accueil, dont le prix moyen est de 25 F par nuit. « Pour les couples et les groupes de deux ou trois, explique un hôtelier de l'Office de tourisme de Paris, il est souvent plus avantageux de prendre une chambre d'hôtel à 40 F que de payer 25 F par tête dans un foyer de jeunes. »

Les étrangers qui voyagent à plusieurs ou ne répugnent pas à se mêler à des groupes adoptent généralement la formule du foyer d'étudiants ou du foyer de jeunesse. Paris compte quelque huit mille lits accessibles aux moins de trente ans, répartis dans presque tous les arrondissements et à la proche banlieue. Mais ces établissements sont très divers. Cela va de « la vieille demeure dix-septième siècle entièrement restaurée » (hôtel de jeunes « Le Fauconnier ») à la caserne-dortoir, en passant par le centre ultra-moderne de cinq cents places ou l'ancienne institution de jeunes filles.

Certains foyers sont situés au cœur de Paris, mais d'autres relégués à 30 kilomètres de la capitale. L'unique auberge de jeunesse intra-muros (boulevard Kellermann, dans le treizième arrondissement) a été démolie en 1976 et ne sera vraisemblablement pas reconstruite avant plusieurs années.

De fait, les jeunes qui arrivent à pied ou à moto trouvent toujours une petite place où planter leur tente. Italiens, Suédois, Anglais, Allemands ou Finlandais, tous finissent par se caser sur le coin de berge qui leur est réservé. Accroupis sous leur tente minuscule, ils étudient un plan de Paris déjà usé aux plumes ou surveillent la cuisson d'une omelette express en avalant une rasade de vin. Chaque tente ou presque a sa bouteille au pied du mat, signe d'allégeance à la « French way of life ».

Les plus courageux font du tourisme en ville, ou cherchent un gîte moins rustique en prévision des mauvais jours. Car, tout de même, sur les milliers de jeunes étrangers qui passent chaque jour par Paris, la plupart préfèrent l'hébergement en hôtel ou en foyer. Ce n'est guère plus cher et cela évite de fastidieuses démarches.

De fait, tous les jeunes étrangers de passage à Paris finissent par trouver — quelquefois après de nombreuses démarches — la formule d'hébergement qui leur convient. Certains, arrivés au bout de leur voyage et de leurs ressources, couchent à la belle étoile. D'autres préfèrent le camping à 9 francs la nuit, pour deux. D'autres encore s'installent à une heure de Paris dans une auberge de jeunesse à 12 francs la nuit. Et la grande masse fixe son choix sur une chambre d'hôtel ou de foyer qui revient à 25 F, 40 F ou 50 F. Pour trois nuits — ce qui correspond à la durée moyenne de leur séjour —, c'est accessible. « No problem », disent la plupart des jeunes interrogés.

Finalement, les seuls à se plaindre sont les hôteliers qui louent des chambres à bas prix. « Pour nous, dit un des dirigeants de la chambre syndicale, ce n'est pas intéressant d'héberger les jeunes. Les prix plafonnés ne nous permettent pas de bénéficier, et ce sont précisément ceux qui paient le moins cher qui salissent et dégradent le plus. » C'est sans doute pourquoi certains, profitant des difficultés de langue de leurs clients, se rattrapent sur les petits déjeuners, les notes de téléphone et les divers « services » réclamés sur leur facture. « Et ce dimanche, constate un membre de l'Office du tourisme, les jeunes ne sont pas mieux traités que les autres étrangers. Tout est bon pour leur soutirer le maximum. »

ROGER CANS.

(1) Outre le terrain du bois de Boulogne, qui reçoit de deux mille à trois mille jeunes étrangers par jour, le Touring Club de France exploite un terrain à Champsigny-sur-Marne (Seine-et-Marne), terrain privé à Crétail (trois cents places), et un terrain municipal à Neuilly-sur-Marne (deux cent trente places).

(2) Fédération of international youth travel organizations.

#### RETOUR

### Quatre cents enfants à la gare du Nord

« C'EST quand même bon de retrouver des Français ! », lance, péremptoire, une remuante de moiselle de treize ans qui vient à peine de poser le pied sur le quai de la gare du Nord.

Il est 18 h. 53. Le train spécial du Secours populaire français (S.P.F.) ramène à Paris quatre cents enfants qui ont passé un mois dans une famille néerlandaise. Leurs parents disposent au plus de 16,66 F par jour et par personne pour les élever. En quinze ans, quatre mille enfants sont ainsi partis en vacances grâce à cette association qui ne vit que de dons.

Va-et-vient incessant des responsables sur le quai, marmottes à la poltrine, ils vérifient que tout se passe conformément au minutieux plan de route de neuf pages, rattrapant par la peau du cou un acrobate qui tentait de sa-

uter sur un choriot en marche, prennent garde à ce que rien ne sa perde : « C'est à qui, ça ? », l'est une valiselle, « c'est à vous, celui-là ? », (c'est un enfant).

Un à un, pour éviter la bousculade, les groupes reçoivent l'ordre de se diriger vers la cour des arrivées. Une vague de permissionnaires croise la petite colonne, le cheveu ras, le verbe haut. Sous l'œil blafard des néons, une rangée de barrières délimite une large arène où arrivent les enfants. Les parents, accoudés, attendent sagement.

Plus loin, on distribue les bagages. Perdue au milieu des parents qui évitent de nommer, une vendeuse de quarante ans, qui en paraît à quarante, n'a pas eu le temps d'être sa blouse. Elle tend timidement les cartes d'identité de ses enfants, sans dire un mot.

★ S.P.F., 9, rue Froissart, 75003 Paris. Tél. : 278-49-11.

#### VACANCES AU SOMMET

### Beau et cher

Nous avons reçu la lettre suivante de M. J.-P. Taccchi, à propos d'un article intitulé « Vacances au sommet » (le Monde du 19 août) :

Il ressort un peu trop des lignes écrites par Charles Vial qu'il n'est qu'une seule manière judicieuse de faire de la montagne, pour un Parisien : derrière un guide. On ne peut guère donner d'autre sens à une phrase comme celle-ci : « Jean Perrodeau a le bon réflexe : au lieu de s'aventurer en matamore, il se rend au bureau des guides. »

N'en déplaise à M. Perrodeau, ce n'est pas être un matamore que de s'entraîner chaque semaine, en hiver, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, à Fontainebleau ou en « haute école », puis, août venu, de partir avec un guide pour faire des courses de son choix, de progresser d'année en année en faisant des escalades de moins en

moins faciles. Ce n'est pas être un matamore que de choisir d'être responsable de la cordée, hésitant parfois sur l'itinéraire, jugeant un passage en sachant que dans quelques instants on sera seul, en tête, pour le franchir. C'est pour nous seulement la meilleure manière que nous ayons trouvée de nous sentir libres.

De quel droit, d'autre part, les époux Perrodeau estiment-ils pouvoir donner des leçons aux autres : « Ils savent que pour les montagnards, souvent, le courage c'est renoncer ». Mais non, ils ne le savent pas, car justement c'est le guide derrière lequel ils vont, auquel ils sont encochés, qui, responsable de ses clients, décide seul, pour eux, de renoncer. Pour eux comme pour nous c'est si beau la-haut ! Je ne puis m'empêcher, me souvenant des prix des courses affichées cet été dans les refuges, de penser : de plus, pour eux, c'est cher.

## LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Stock

par Witold Gombrowicz

## COURS RAY

### ENSEIGNEMENT PRIVE

secondaire mixte

de la 6<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D

#### PREPARATION AU P.C.E.M. 1

Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés

EXTERNAT - DEMI-PENSION

INTERNATS JEUNES GENS JEUNES FILLES

dans 3 classes avec jardins

RENTREE SCOLAIRE : LE 22 SEPTEMBRE

INTERNATS : LE 21 AU SOIR

Inscriptions année scolaire 77-78

12, rue Caffarelli - 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

FEUILLETON - N° 45

## LES ENVOÛTÉS

Ainsi que Maya essaya d'expliquer le sens de son rite horrible, elle se dérangea par Kholawitski, qui lui demanda un entretien. Kholawitski, son anclea fiancé, jouant son air sérieux, lui dit que la seule façon qu'elle a de sauver Walchak est de passer une nuit dans la vieille cuisine. Flairant le piège, Maya hésita, mais, lassée des événements, elle cède et se laisse enfermer par Kholawitski dans la pièce hantée.

HINCEZ court à la chambre de Walchak. « Serez-vous où est passée Maya ? — Pourquoi ? — Kholawitski est venu au manoir et elle serait repartie avec lui. »

Il était si inquiet de cette disparition qu'il ne prit aucune précaution pour en avertir Walchak. Il soupçonnait Kholawitski du pire.

« Je ne sais rien », grommela Walchak d'un ton apathique.

Il semblait que rien ne fût en état de le tirer de sa torpeur craintive.

Hincez n'écoutait plus. Il appela Mariette.

« Y a-t-il une arme, ici ? »

« Il y a le revolver de notre défunt maître et un fusil de chasse. »

« Apportez-les moi, Mariette. Et des cartouches. »

Les chevaux attendaient au pas du perron. Le voyant sauta dans la voiture avec le fusil de chasse et le revolver.

« En avant ! cria-t-il au cocher. Au château ! Vingt zlotys si nous y sommes dans une demi-heure ! »

La voiture s'ébranla. Au même instant survint Hincez, qui n'eut que le temps de sauter sur le marchepied.

« Je voulais vous voir. J'ai quelque chose à vous dire. Il y a déjà deux heures que j'attends ! »

« Montez ! fit Hincez. Vous direz tout en chemin. Je suis pressé. »

« Où allez-vous ? »

« Au château. »

« Ça tombe bien. C'est précisément le château qui me trottait dans la tête. »

Il exposa minutieusement à Hincez ce qui l'amenait.

Depuis que ce monsieur s'était mis à le coller, il passait tout son temps à rêver... Comme s'il avait oublié quelque chose et ne réussissait pas à s'en souvenir. Était-il devenu stupide ou quoi ?

C'était précisément quelque chose qui avait un rapport avec le château. Mais rien à faire pour se rappeler quoi ! En avait parlé à sa femme, qui l'avait agoni d'injures et renvoyé à son travail. Il s'était décidé à aller à Polyska prendre conseil, car il devait y avoir anguille sous roche.

« Dites-moi, ne seriez-vous pas gâcher ? demanda inopinément le voyant. — Comment ? — De quelle main vous servez-vous le mieux ? — Ma foi, je suis plus adroit de ma main gauche. »

Hincez n'était pas peu étonné par cette question. Mais Hincez n'ajouta rien.

Cependant, ils arrivaient au château. Avant toutefois que la voiture ne fût parvenue devant le portail, deux silhouettes surgirent de l'ombre. C'étaient Skolinski et Gregoire.

« Aucun doute, disait le professeur. Elle est allée avec lui au château. Des paysans les ont aperçus. Mais il a fermé le portail ! On ne peut pas entrer. »

« Passons par le souterrain. — C'est trop loin. Et d'ailleurs, il a sûrement prévu cette possibilité. »

Ils ne savaient plus que faire. Soudain ils entendirent, à la fenêtre d'une tour d'angle, la voix du secrétaire :

« Vous venez nous rendre visite ? ricana-t-il. — Mille Kholowaska est-elle au château ? — Vous avez deviné juste ! — Je désire lui parler immédiatement. — Impossible ! Maya est en ce moment dans la vieille cuisine ! A sa propre demande ! Elle a résolu d'attendre de plus près ce qu'il y a de plus intéressant à Hincez ce qui l'amenait.

prétexte ! Je regrette, mais je ne puis vous laisser entrer. — Je veux parler au prince. — Le prince dort. — Ouvrez, sinon nous enfonçons la porte ! — Ah ! je vois ! Malheureusement, Maya est venue ici de son plein gré et comme je l'ai dit, souhaite ne pas être dérangée. Et je ne peux vous laisser entrer au château car le prince l'a formellement interdit. — Bien volontiers ! Le prince a lui-même quelques mots à vous dire. — Effectivement, au bout d'un instant, le prince apparut à la fenêtre. — Partez ! cria le vieillard en agitant la main. Que personne n'entre ! Je l'interdis ! Ce château est à moi ! Dehors ! Dehors ! »

Le professeur s'avança.

« Voyons, prince ! Excusez-moi, c'est moi ! Vous m'avez invité au château ! Laissez-moi entrer ! »

Mais le vieillard semblait métamorphosé et ne cessait de gesticuler :

« Dehors ! Dehors ! Je ne permets pas ! François ! l'interdis ! s'écria-t-il brusquement, comme en extase. François ! Il ne faut laisser entrer personne. »

Se fâchant d'ailleurs toute blanche disparut soudain comme s'il était effrayé par le parquet. Kholawitski prit sa place.

« Vous voyez, messieurs, que les ordres du prince sont sans équivoque, déclara-t-il sur un ton officiel. — Monsieur, fit Hincez, nous ne sommes plus des enfants. Vous connaissez aussi bien que moi l'état du prince et nous avons de bonnes raisons de supposer que vous avez abusé de la confiance de Mlle Kholowaska. Voulez-vous nous contraindre à faire usage de la force ? — Je comprends... Je veux bien vous parler, mais sans témoin, donnez à la porte, nous discuterons par le judas. »

Hincez s'approcha de la porte et, derrière le guichet, la bouche de Kholawitski apparut dans la pénombre.

« Cher monsieur, dit ironiquement la bouche, comme vous le voyez, j'ai le droit de mon côté ; l'ordre du prince est formel et Maya est venue ici de son plein gré. Le pauvre enfant avait vu de ses propres yeux les fantômes qui hantent la vieille cuisine. Elle s'est fourrée dans la tête qu'elle est, elle et son protégé, des esprits. Il semble que vous ayez formellement contribué à former cette conviction. Mais il ne s'agit pas de cela, j'avais mes raisons de lui faire passer une nuit dans cette cuisine. — Voyez-vous, poursuivait la bouche, j'ai renoncé aux trésors et à son amour. Mais j'ai un compte à régler avec elle et je pense que cet endroit le fera pour moi. — Je le pense, ou plutôt j'en ai la certitude, car j'ai passé moi-même une nuit dans la vieille cuisine et je sais de quel je parle. — Le professeur a réussi à fuir. Elle ne fuira pas. — Que voulez-vous donc, messieurs ? Me pousser aux dernières extrémités ? Je vous assure que la vie ne présente plus pour moi grande valeur. J'ai un revolver, et je saurai en faire usage. Il ne tient qu'à vous de ne pas m'y contraindre. — Si vous voulez que je tue Maya, forcez la porte. Mais à parler franchement, je préférerais ne pas avoir à recourir à des moyens aussi radicaux. J'espère que cette pièce se vengera pour moi sans que j'aie besoin d'y mettre la main. — A vous de décider. Un peu de bon sens, messieurs. Si vous avez la sagesse de vous tenir tranquilles, il vous reste une chance, car, si elle sort vivante de cette pièce, je la laisserai partir. Sinon, son sort et celui du prince sont arrêtés. — Si vous pensez, de cette façon, éclipser à votre responsabilité, vous vous trompez, rétorqua Hincez. — Bah, personne ne pourra rien prouver, laissez-nous négocier la bouche. Maya a écrit noir sur blanc qu'elle y allait de son propre chef. Je ne l'ai pas enlevée. Et si le prince ne

vous autorise pas à entrer, ce n'est pas ma faute. Je dois reconnaître que j'ai enfin découvert le signe. Le prince est en mon pouvoir. Eh bien, au revoir. »

Hincez entendit encore un ricanement sardonique et l'écho de pas qui s'éloignaient.

Le voyant retourna auprès du professeur, désespéré de son impuissance. Attendez ? Attendez que Maya ait payé de sa vie ou de sa raison son imprudente décision ?

Attendez, que Kholawitski se fût vengé du prince désormais docile à ses volontés ?

Attendez, sans rien tenter, qu'il les eût conduits tous les deux au bord de quelque précipice d'où il n'y a pas de retour ?

« Comment a-t-elle pu ! gémit le professeur. Comment a-t-elle pu ! Si l'on pouvait s'introduire dans le château et le désarmer ou l'habiller avant qu'il n'ait pu mettre à exécution ses menaces, grommela Hincez. C'est horrible. Elle est seule là-dedans ! Seule ! »

J'ai été dans cette pièce. Je sais ce que c'est. Elle ne la supportera pas. Surtout maintenant qu'elle est épuisée, affaiblie psychologiquement par tant d'événements... Que Dieu la protège ! »

Le château s'élevait, énorme et écrasant, à la clarté de la lune. Ses tours immenses se perdaient dans le violet foncé du ciel. Deux démons et Maya...

« Si Kholawitski se montre à une fenêtre, il faut fuir », ordonna Hincez en armant son fusil.

Il garda les yeux mi-clos.

C'était horrible de penser que ce dément tenait en son pouvoir Maya et le prince, que l'horrible force de la pièce était devenue un instrument dans les mains de cette canaille qu'une humanité n'en s'écrit de toute humanité. Mais que faire ?

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.



# Le Monde DES LIVRES

## Jacques Meunier chez les gamins de Bogota

« Ils prennent la rue comme un pirate prend la mer... »

Il est probable que Jacques Meunier est, un ethnologue mais ses méthodes ne sont pas communes. Quand il va sur le terrain, il emporte les ingrédients du chercheur : un carnet de notes, un magnétophone, beaucoup de savoir et pas mal de raison, mais, quand même il perdrait tout son bagage, il ne serait pas embarrassé. Il lui resterait un outil dans son fourmillement et c'est la tendresse.

La tendresse nimbait déjà ce beau livre, *Le Chant du Subaco*, écrit avec Anne-Marie Savarin, et qui disait d'une voix mélancolique, comme agacée, les malheurs des Indiens. Plus récemment, quand Meunier a débarqué à Bogota, c'est encore la tendresse qui encombrait son bagage. Il est vrai qu'il s'attaquait à la penplade la plus fragile et la plus perverse, une peuplade de chemapans et de feux follets, orduriers, cruels, pathétique, menueuse aussi, les gamins de Bogota.

Toutes les mégaloïques ont des enfants en trop, des surnuméraires. Calcutta et Sao-Paulo, Le Caire, Lima, pas une capitale de la misère dont les nuits ne soient hantées par ces petits qui ne sont pas tout à fait au monde. Bogota se range à la loi mais elle innove. Elle contient deux espèces d'enfants : ceux qui survivent tant bien que mal en collaborant avec les adultes et puis les autres : des loups en guenilles, goguenards, poulieux, parfois terribles, qui occupent dans

la ville une cité un peu tremblée, une cité en trompe-l'œil et en métamorphose, sans lieu et sans feu, une cité comme un camp de nomades. Depuis toujours, depuis un siècle surtout, les gamins (pourquoi ont-ils reçu un nom français ?) obsèdent les rêves de Bogota, et si l'on peut

de dix ans ? Heureux encore si on arrive à les regarder, à leur parler. Ce n'est pas qu'ils soient invisibles. Ils sillonnent Bogota, traînaient, en avril, crasseux et sales, joueurs, rigolards — la subversion même. Ils volent ici, ils chapardent là. Ils

se payent des fêtes en s'accrochant aux pare-chocs des voitures. La nuit, dans cette cité équatoriale mais froide, ils forment pour se réchauffer un noyau d'enfants, entrelacés avec un chien (un corniaud) comme on voit dans les caves, des « nœuds de rats ».

Bogota ne parle que d'eux, en voit partout. Ils sont cinq mille, disent les officiels. Non, répond Meunier, cinq cents, mais renouvelables à perpétuité et qui en valent dix mille. Ils font la nouvelle. Les journaux disent leurs frasques. Ces gamins qui ne savent pas lire produisent des tonnes de papier : les rapports de la police, des prêtres, des sociétés de bienfaisance, des sociologues, des psychologues, oui, mais le formidable discours que tient Bogota forme un écran de paroles gelées, à l'abri duquel les gamins prennent la poudre d'escampette.

La plupart des gaminologues se sont trompés pour avoir voulu poser sur l'improbable figure du gamin les grilles que l'on pose sur toutes peuplades : des raisonnements stables, cohérents, de la rationalité, de l'explication. Meunier procède à l'envers. Il désamorce la vitre. Il met du silence à la place des discours et, dans ce silence, apparaissent en effet des enfants vivants et frétilants, frais comme des écurieaux.

Et, bien sûr, il n'est pas nécessaire d'aller à Bogota pour voir des gamins délassés, des « enfantômes ». La différence est grande cependant. Car le gamin d'est sans sa bande, la galleda. Etrange clique. Le contraire d'une patrouille de scouts, et ni fratrie, ni gang, ni tribu, ni rien, peut-être une « petite horde » de Fourier. Une structure molle et agile. Un mobile. Une hiérarchie implacable et toujours menacée. Une migration, car la vie du gamin est une suite d'errances. Une tradition. « Nous autres, les gamins, nous avons toujours fait comme ça », répondent-ils quand on les gronde, mais c'est la tradition de l'éphémère.

Meunier n'a cure de justifier les gamins ou de leur pardonner. C'est autre chose qu'il est venu faire : écouter. Il sait qu'un adulte est un enfant qui s'est perdu quelque part. Le gamin est celui qui n'a pas perdu son enfance, quel exemplaire rare ! Ce qui n'entraîne pas de se pâmier devant eux. Une célébration romantique. Une extase lyrique, face à l'extrême de la détresse, seraient odieuses. Meunier se borne à reconnaître, avec ses doigts d'aveugle, ce lieu « de dérive et de débâcle », cet espace non géométrique dans lequel des enfants enseignent à tout adulte combien « il est dénué devant l'enfant qu'il a été ». Meunier a une très belle phrase pour désigner les gamins : « Ils prennent la rue comme un pirate prend la mer » : c'est sur le bord de leur enfance.

GILLES LAPOUGE.

★ LES GAMINS DE BOGOTA, de Jacques Meunier, Lattès, 224 p., 35 F.



(Dessin de PLANTU.)

## Histoire naturelle d'un mort illustre : Buffon

La création captée par un oiseleur en habit mordu.

TOUT le monde connaît Buffon, ce grand homme, notre Lucrèce des Lumières : la tour de Montbard, ses manchettes empesées, comme sa plume (croit-on, de confiance), une vie si réglée qu'il devait avoir le même horloger que Kant ; animalier familier — entre La Fontaine et Walt Disney —, bestiaire aux oiseaux étincelants, fixés comme des papillons sur les « planches » depuis longtemps arrachées aux livres. Quant aux livres... La modestie m'oblige à me défendre de parler ici pour moi qui, par je ne sais quelle perversion, fus fasciné dès l'enfance par Buffon tout entier : le style, l'homme, l'animal ; sans oublier les volcans, ces « fournaux » où la terre fait sa cuisine. Et voilà quelqu'un qui l'a lu, vraiment lu ! Au point de le récrire. Qui a récrit jusqu'à sa vie. C'est une vocation chez Yann

l'un d'eux, par une thaumaturgie qui n'est pas, si j'ose dire, très catholique. Mais ne nous avertit-il pas que cette biographie-ci est « imaginaire et réelle » ? Et qui a jamais débrûlé la réalité de l'imaginaire ? Le tenter ici, ce serait anéantir la résurrection, et déchirer le biographe qui s'est fait consubstantiel à son modèle.

Il s'efforce bien de prendre aussitôt de la distance, en rédigeant d'avance l'article Buffon d'un dictionnaire de l'avenir, où il apparaît que ce majestueux objet sera, aux générations futures, vaguement vénérable, énigmatique et hors d'usage.

Plus encore qu'il le croit, car dès aujourd'hui. Tenez : couronnant tant de superbes et gracieux portraits d'illustres, Buffon comme on sait, avait écrit que la femme est la plus noble conquête de l'homme. Nous avons renversé tout cela, et la conquête libérée proclame que l'homme est le plus ignoble laissé-pour-compte de la femme. En compensation, la fameuse formule, que le biographe écrit propre à survivre comme objet de curiosité — « le style est l'homme même », d'all-

traverse d'idées et de signes, que cette histoire naturelle du seigneur de Montbard, qui, dans son habit mordu, en quarante années et quarante volumes, capta la création tout entière. Vous assistez à cette prise de possession souveraine, en même temps qu'à la vie quotidienne du créateur qui descendait le soir de son ciel, régnait sur des pélerins qui, presque tous, au moins de cœur, s'agenouillaient à la porte du sanctuaire : comme Rousseau qui y alla, lui, de ses deux genoux. Il ne craignait pas les fêtes illuminées, et moins encore les femmes, espèces qu'il avait classées en deux familles : « Les petites bêtes de compagnie et les grandes dames d'amitié ». Mme Necker appartenait évidemment à la seconde, elle qui lui avait dit qu'elle ne pouvait l'entendre narrer les merveilles du monde sans penser qu'il en était une lui-même. Aussi lui fut-il fidèle : et elle aussi, qui était à son chevet de mourant.

Comme on voudrait s'attarder dans cette société d'hommes, de femmes et d'oiseaux ! Je ne ferai qu'un reproche à l'auteur, c'est d'avoir omis d'inviter celui qui fut sans doute le meilleur des amis de Buffon, sûrement le plus ancien, le plus bourgeois et le plus délectable, mon vieux compagnon, le président De Brosses. Buffon meurt en 1788, à temps. Yann Gallard, en conclusion, convoque Hérald de Séchelles, comme pour nous rappeler à propos que les pères des Lumières et de la Révolution (il est vrai que c'était pour Buffon, la seconde surtout, des enfants très naturels et jamais reconnus), s'ils eussent vécu, y auraient tous perdu la tête. Pour lui, il faut se contenter de ses os, qui furent arrachés de la tombe : bref, il fut traité comme un roi.

Mort naturelle aussi que la sienne. On trouve dans sa vessie cinquante-sept pierres et un bloc de cristaux : don émouvant de la nature au naturaliste. Yann Gallard a opéré une cristallisation d'une autre sorte, en soumettant l'énorme *Histoire naturelle* à la plus énorme pression des profondeurs, qui la réduit à son état de cristal. Il nous livre sa méthode : « Laisser mourir son oiseau errer à la surface du langage de Buffon, pendant que mon œil droit surveille ma main... » qui écrit.

YVES FLORENNE.

(Lire la suite page 12.)



Gallard, qui a déjà dépensé tant d'invention, de feu et de sel pour évoquer les vies et les mémoires des hommes illustres (1). Il va plus loin cette fois : il ressuscite

leurs toujours citée approximativement et il n'y échappe pas — voilà qu'elle prend tout son poids de néant, alors que nous avons déjà jeté ensemble, à la même poubelle, et le style et l'homme. C'est un conte ravissant.

(1) Vie des morts illustres (Bourcier), Mémoires des morts illustres (Gallard).

## Alphonse Boudard l'intrépide iconoclaste

ALPHONSE BOUDARD débute sa vie par tranches. On comprend qu'elle l'inspire : « Né en 1925 à Paris — certificat d'études primaires. 1941 : apprenti dans une fonderie typographique. 1943-1945 : maquis, guerre avec la 1<sup>re</sup> armée. 1944-1962 : prisons, sanatoriums, liberté épisodique. 1962 : devient écrivain. » Ce résumé inscrit sur la couverture de son dernier livre est éloquent dans sa sécheresse. La prison, la tuberculose, ont fait maître, à plus de dix ans d'intervalle, *la Cerise* (1963), *l'Hôpital* (1972). Entre les deux, *Bleublue*, le plus romanesque — ou romancé — de ses récits, a commencé par la fin la narration de son épopée guerrière : septembre 1944. Les *Combattants du petit bonheur*, le plus historique de ses romans, l'achève à reculons : c'est Alphonse Boudard sous l'occupation, dans le maquis et pendant la libération de Paris.

Les dernières pages s'enchaînent avec le début de *Bleublue*, qui s'appelle *Matadors* lors de sa sortie en 1966, et qui n'a repris son titre original qu'après l'éditeur, que lors d'une récente réédition. Cette réédition, Boudard l'a assortie d'une préface qui mettait en évidence son rôle de précurseur, mais faussait état des critiques adressées à ce roman. « En 1966 on les a trouvés, mes Matadors, excessifs... Que mon personnage de capitaine F.F., ancien de la Gestapo, était assez peu vraisemblable... Qu'il outrageait une cause sacrée... »

Bien que les *Combattants du petit bonheur* n'aient pas cette vertu déformante, bien que l'histoire en s'écrivant ait projeté des ombres sur un passé rendu d'abord avec trop de lumière et de pureté, cette nouvelle empoignée de Boudard avec ses souvenirs fait encore vibrer au noir la Résistance, ses hommes, ses combats. Est-ce affaire de malchance ? De vision ou de philosophie ? Il y a plus d'inconscience, d'incapacité, de profiteurs, de brutes que de héros, et plus de scènes odieuses que glorieuses dans ses pages. Et cette fois Boudard n'est plus précurseur. Depuis les films d'Harris et Sédouy, depuis *Lacombe Lucien*, cette ironie et ce sarcasme ont un petit air de déjà trop entendu que ne rachète pas ici la verve moins nerveuse, moins monstrueuse qu'à l'ordinaire, du récit. Boudard n'évite ni les longueurs, ni les répétitions, ni l'enlèvement dans le vécu, et si l'on est encore dans la gaillardie, on n'est plus du tout dans la farce.

BOUDARD commencerait-il à se prendre au sérieux ? Il a beau dire que son seul souci est de faire « se marrer » ses lecteurs, tout autre chose passe dans son livre, et bien plus que de la rigolade. D'abord une interrogation sur lui-même, et il y a de quoi. « Ce qui me complice mon introspection... Cette amoralité, comment la concilier avec le drapeau, le combat libérateur, la lutte pour les grands principes ? » Car il a bien tourné dans un cas, mal tourné dans l'autre : c'est tout mêlé, un homme.

par Jacqueline Piatier

Et il ne tient souvent qu'à un cheveu que le bien ou que le mal triomphe. « J'essais aujourd'hui de me revoir exact... *maigre, bougonneur, va de la queue... Me comprendra-t-on ?* » *J'aperçois le parapluie d'un zébré difficile à saisir.* « Un enfant naturel, mais que cela traumatise peu. A peu près délaissé par sa mère. Elevé d'abord à la campagne chez de braves gens : « Il ne me revient rien de triste, de malheureux, de ma prime enfance. J'y ai emmagasiné des images plutôt fraîches de pêche à la grenouille. » Puis recueilli par sa grand-mère, en pleine « mouscaille » (misère) du treizième arrondissement, quand Paris se couvre d'Allemands.

Boudard se reproche aujourd'hui de ne point avoir assez regardé, choyé cette grand-mère, tendre figure du livre. Elle disparaît, c'est vrai, dans la galerie des portraits indéniables qu'il entoure. La peinture d'un nu, d'une époque, passe toujours chez Boudard par ces croquis au trait noir : simples figurants, agents de son destin et les trois ou quatre copains avec qui il vivra ses aventures.

COMME un long prologue, les années d'occupation représentent la moitié du livre : rapines plus ou moins risquées, reprise sur les profits du marché noir, végé- bondages dans les trains vagues et plus de filles soumise en rêve ou en « jactance » qu'en réalité. Une évocation somme toute banale, que rehausse l'opposition d'Alphonse et de sa bande aux militants de Déat. Il s'arrête sur eux puisqu'il se pose la question : Pourquoi suis-je allé du côté des résistants plutôt que du leur ? On ne peut pas dire qu'il se targue d'avoir choisi la ligne droite : « Ça vient, les options politiques, l'engagement dans un sens, dans l'autre... parolis du hasard. On était tel jour, tel endroit... On a rencontré celui-là plutôt que celui-ci, et tout est joué. » Il reste que les antipathies innées qui jouent leur rôle dans sa détermination sont peut-être le signe sinon d'une forte pensée du moins d'une généreuse nature.

Cette générosité, la suite va nous la prouver, tout en insinuant que les plus justes causes reposent parfois sur les plus bas instincts. En 1944, c'est le départ romanesque de Boudard pour le maquis. Musique, mon meilleur copain, figure vraiment cristalline dans un univers sombre, l'accompagnement. Et c'est le massacre de la ferme des Trois-Cheminis, où ils arrivent trop tard pour être fusillés avec les quarante maquisards qu'ils allaient rejoindre. Ce récit-là est excellent, ainsi que ce qui le suit : la fréquentation dans le maquis de polytechniciens qui, comme nos deux lascars, ont eu la vie sauve.

(Lire la suite page 12.)

## Une sœur nordique et transie de Carson McCullers

Le testament voilé de Tove Ditlevsen.

Ce livre, Tove Ditlevsen, enfant des faubourgs de Copenhague, poète, conteuse adorée des enfants danois, l'a écrit entre deux suicides. Celui dont ses proches l'ont sauvée (et elle leur en veut), et celui qu'elle « réussit » sur le modèle même que, dans son livre, elle décrit.

Le roman a eu, sitôt paru, en 1973, un double succès. L'un, morbide : on savait que l'auteur y décrivait, transposée, symbolisée, son histoire. L'autre, profond et qui assure la survie de ces deux cent vingt-cinq pages dans tous les pays : le ton de vérité déchirée, déchirant, qui nous oblige à entrer dans ces vies brûlées d'alcool, embrumées de somnifères et de pilules de bonheur, des vies closes, retranchées les unes des autres et qui prêtent la violence et la mort à ce isolement.

« Cherche mari. » Un jeune homme répond. Etranger, amnésique ? Peut-être. Parasite à coup

sûr. La femme qui a lancé l'annonce a cinquante ans et sort d'une dépression. On la désigne en clinique. Le jeune homme, chez elle, prend la chambre, les vêtements, les mots et les phrases du mari. L'ennui c'est que le mari, Vilhelm, existe, célèbre, brillant, alcoolique, changeant. Lise, la femme, poète, écrivain pour enfants, est connue, elle aussi. Leur fils, Tom, est là, qui s'inquiète de n'avoir encore aimé aucune fille...

Cet inconnu dans la maison, ce scandale, Lise ne s'en soucie pas ; espère-t-elle faire revenir Vilhelm ? Il ne pense qu'à ça, à travers toutes ses femmes. Dans ses sauterelles, il hait parfois Lise, cette « fille d'ouvrier de chauffage ». Elle s'est nourrie de sa culture et la « respont dans des poèmes uniques mais qu'elle se sent incapable d'écrire sans moi », clame-t-elle. Mais il ne peut l'oublier. Tom, le fils, tente de comprendre à la fois le jeune étranger et ces enfants terribles, ses parents.

Lise attend la gloire, les récompenses. Le jeune homme s'en va. « Pour nous, notre cœur est

à la fois léger et lourd, car nous savons qu'il ne reste à Lise qu'à aller au-devant d'une mort douce et heureuse », prend des somnifères, s'étend et s'étend le « l'autre ». Quand Vilhelm revient, il est trop tard, Lise est partie en forêt et il sait qu'il n'a pas le droit d'aller la chercher. Dans la réalité, nous dit Henrik Stangerup, le préfet, Tove Ditlevsen « régit minutieusement les détails (de son suicide) avec ses proches, qui veillèrent à ce que personne ne puisse lui prêter assistance ».

Avec ce livre, nous comprenons enfin comment, pourquoi, les pays scandinaves, les moins pauvres, les moins « inégalitaires » du monde, sont en tête de la statistique de suicides. A lire pour l'histoire. A relire pour le ton. C'est le testament voilé d'une femme de cinquante ans entièrement démunie et entièrement vraie. Tove Ditlevsen n'est pas Carson McCullers, c'est sa sœur gelée et transie.

DOMINIQUE DESANTI.

★ CHERCHES MARI, de Tove Ditlevsen, Sagittaire, 233 p., 35 F.



## Alphonse Boudard, l'intrépide iconoclaste

(Suite de la page 11.)

L'impossible mélange des classes, même en ces circonstances exceptionnelles, est merveilleusement décrit par Boudard.

L'échappée maquisarde est racontée en moins de quatre-vingts pages. Après quoi, lourdement, le livre se traîne, jour par jour, sur la libération de Paris. Et là, il n'y a plus guère que les scènes d'horreur commises par une population en délire qui inspirent l'écriture : lynchages, exécutions sommaires, femmes torturées, ravages, pillages, gaspillages, voilà ce qu'on en retient. Le parti pris de noircir s'accorde un peu trop à la vision célestinienne dont se réclame l'auteur.

Boudard parle quelque part des montages à partir desquels les vainqueurs écrivent toujours, et toujours fausement, le cours de l'histoire. On se demande si lui aussi ne se livre pas à des astuces du même ordre, en sens opposé. Peut-être est-ce une façon de rétablir l'équilibre fragile de la vérité objective. C'est, plus sûrement, une façon de nous faire entendre sa vérité à lui, Boudard, son « ce que je crois », trente ans après ses « frasques patriotiques ». Je veux bien que devant les horreurs qui le heurtent (« La foule est là comme un loup »), il reconnaisse

que « ça va aller comme ça de désillusions en déboires, de petites secousses au cœur, au ventre... jusqu'au désenchantement... et aujourd'hui une sorte de sérénité devant les hommes, les événements (...). On sait que tout est possible, le meilleur, le pire, le plus souvent... ». Ce pessimisme le conduit à une sagesse qui vient « avec le tour de reins, hélas ! » et qui se formule ainsi : « La vie c'est pourtant la seule richesse... les plaisirs à prendre, le bon air qu'on respire le jour où l'on sort d'un hôpital, d'une prison... le coup qu'on va boire quand il fait soleil... la femme qui se déloque, qui s'offre... les courts instants de bonheur qui vous réconcilient avec l'existence toujours... ».

N'y a-t-il pas en Boudard un « ancien combattant » d'aujourd'hui, fort différent et peut-être plus intelligent que les anciens combattants d'hier, mais qui n'enflammera pas ces jeunes à qui le livre est dédié ? Et pourtant, à quoi conduit cette morale si on l'écoute profondément, par-delà le ricanement et la volonté de scandale ? C'est indéniable : à moins de haine entre les hommes.

JACQUELINE PIATIER.

★ Les Combattants du petit bonheur, d'Alphonse Boudard. Table ronde, 316 pages, 48 F.

## classiques

### ANDRÉA DE NERCIAT OU LE TRIOMPHE DE L'AMOUR GOUT

#### ● Un bréviaire du plaisir.

DANS le catalogue de la Bibliothèque de Roger Peyrefitte mise en vente récemment, figurait l'édition originale du roman d'André de Nerciat, *Félicia ou Mes Frédaines* (1). Exemple rare d'un texte jusqu'ici introuvable et méconnu, sinon des collectionneurs et des curieux. Il s'agit, pourtant, comme en témoigne l'étude que vient de lui consacrer Sorane Alexandrian (2), d'un des meilleurs romans libertins du dix-huitième siècle et d'une précieuse étude de mœurs sur la société de l'Ancien Régime avant la Révolution. Un éditeur a eu l'excellente idée de rééditer *Félicia* en livre de poche.

Figure singulière qu'André de Nerciat : il appartient comme Casanova, Casotte, Cagliostro, le comte de Saint-Germain ou Da Ponte, le libertiste de Mozart, à cette race d'aventuriers cosmopolites qui, dans la société hiérarchisée et rigide du dix-huitième siècle, surent, à force d'adresse, d'invention, parfois de filouterie, escalader frauduleusement les degrés de l'échelle sociale. De petite noblesse napolitaine par ses origines familiales, André de Nerciat est né en 1739 d'un père magistrat au Parlement de Dijon. Comme Laoclos, il tâte de la vie de garçon qui l'ennuie et dont il se distrait en écrivant ses premiers romans. Après un séjour au Danemark, on le retrouve à Versailles parmi les officiers de la Maison du roi. Il compose de la musique et fait représenter une pièce, *Dormon*, qui n'a aucun succès. La même année, en 1778, il fait paraître, sous l'anonymat, *Félicia*, qui eut un succès considérable. Après avoir été le bi-

bliothécaire d'un petit prince allemand, la Révolution en fait un agent double au service de la République, puis du Directoire. Avant, entre-temps, rallié la cause de Marie-Caroline, reine de Naples, il meurt en 1800 des suites d'une maladie contractée au château de Saint-Ange, où il était emprisonné pour trahison.

*Félicia*, son meilleur livre, raconte les aventures d'une intrigante menée par une seule passion, la recherche de la volupté. A l'inverse de l'amour vertueux décrit dans *la Nouvelle Héloïse*, ou du libertinage intellectuel et subversif des personnages de Laoclos, *Félicia* illustre le triomphe de l'amour goût. Le livre se présente comme un roman d'éducation dont l'enseignement se résumerait à un bréviaire du plaisir. En opposition avec les thèmes du pré-romantisme naissant, Nerciat dénonce les illusions de l'amour et leur oppose les satisfactions concrètes du plaisir et de l'amitié. Il prolonge les idées de La Mettrie dans l'homme-machine, en créant une femme-machine à plaisir ramenant tous les plaisirs de l'amour au niveau de leur substance physique.

Outre un témoignage instructif sur l'état des mœurs, nous avons, grâce à Nerciat, une connaissance précise de la langue parlée et des usages concrets à la fin du dix-huitième siècle. Et tout au long d'un récit dont l'intérêt ne se dément jamais, l'art de l'écrivain fait appel aux recettes qui feront le succès du futur roman populaire.

ALAIN CLERVAL.

(1) *Félicia ou Mes Frédaines*, par André de Nerciat, Ed. Burel, 314 p., 900 F.  
(2) *Les Libertins de l'amour*, par Sorane Alexandrian, Ed. du Seuil, 288 p., 13 F.

### UN MORT ILLUSTRE : BUFFON

(Suite de la page 11.)

Edgar Faure, dans sa préface plus que brillante, car c'est d'idées aussi qu'elle brille, est le premier à soupçonner ces textes de n'être pas moins imaginaires que la biographie, c'est-à-dire non moins vrais.

#### Une mathématique de la mort

Le livre a son jumeau, dans un recueil non cette fois d'« inédits », mais de textes à peu près inconnus (sauf le discours sur le style, presque aussi célèbre que le *Cheval*, le *Lion* ou le *Cygne*), réunis et éclairés par J.-L. Binet et Jacques Roger. Essai sur le sens de la vue, que complète celui sur les couleurs et les ombres colorées dont les notations annoncent le Delacroix de la théorie du reflet. Il est remarquable que les grands esprits, les grands poètes sur-

tout, aient été tentés par cette approche scientifique, à commencer par Goethe. Saint-John Perse avait aussi sa théorie des couleurs.

Enfin, cette provocation tranquille : l'*Essai d'arithmétique morale*, débouchant, à travers le calcul des probabilités, sur une mathématique de l'espérance et de la mort. On s'est parfois étonné que Buffon eût intégré cette arithmétique à son grand livre. Quel de plus naturel ? La mort n'est-elle pas, justement, la dernière de nos histoires naturelles ? Après quoi, le rideau peut bien se lever sur le surnaturel : Buffon a montré qu'il était de trop bonne compagnie pour y contredire, mais ce n'est pas là son théâtre.

YVES FLORENNE.

★ BUFFON, par Y. Galland, Hermann, 177 pages, 36 F.  
★ UN AUTRE BUFFON, par J.-L. Binet et J. Roger, ibid., 288 p., 36 F.

## souvenirs

### Une vie de voyou

● La recette est simple : vous prenez un cas, vous l'ouez un nègre. Délayez, pimenter. Servez. Voici « le Dernier Mandrin ».

Le cas, ici, c'est Buisson. Jean-Baptiste, Nuss pour les intimes. Frère cadet de Buisson, Emile, ex-enemi public n° 1, guillotiné en 1958.

La cuisine des familles exaltait naguère l'art d'utiliser les restes. Ça continue. Sur Buisson, Emile, nous avions déjà *Fito Story* : un film, un livre, un Borniche.

Voici à présent la vie de Monsieur Frère, pesant traité de savoir-vivre à l'usage des caves, ou comment reconnaître un voyou, un vrai.

A la base un principe : il faut manger. A la main, un calibre. A la fin, une carrière : quatre-vingts berges, dont quarante de prison. Au passage, des braquages, quelques petits meurtres sans importance : un bique, des minables.

Un point d'histoire, tout de même : la révolution chimot : c'était lui, Nuss, puisqu'il ravitaillait en armes la bande d'un certain Mao, après la Longue Marche. Dont acte.

Toujours du côté de la Chine, l'assassinat de deux Jaunes. Juste pour prouver à un copain qu'on sait faire un carton. L'amitié, c'est sacré.

Ne pas oublier une dent contre l'exploiteur Borniche, ce nérophage. Autre dent contre le patriarche Papillon, cet enjolleur.

Quant à Emile ? Innocent. Il s'est chargé pour innocenter les copains : un Christ enchristé.

Nuss, lui, revient de loin pour nous dire qu'il ne regrette rien.

« Vous avez pris cinq ans, dix ans, vingt ans ? Il ne vous reste plus qu'à les faire ! Ou, sinon, au lieu de jouer aux déguisés, aux affranchis, aux hommes, il fallait entrer chez Bertet !... »

C'est écrit dans ce qu'il faut bien appeler le style nègre. Quel que soit le sujet, les mots pour le dire arrivent aisément. Manque pas un cliché. Toutes ces histoires sont interchangeables. Elles ont un goût de déjà lu.

Maurice Frot, le nègre, n'est pas en cause. Il a fait ce qu'on attendait de lui, et il l'a bien fait. A-t-il bien fait ?

Cette fin de siècle est pavée de biographies fabriquées. Un Français sur deux, au moins, raconte sa vie. L'autre l'écrit. Cette mode nous note sous un déguisement de produits bâtarde. Est-ce bien nécessaire, cette gloire au décroches-moi-ça ? Cette inflation de sous-guesses ? Ces ravaudages mercenaires ?

Avons-nous vraiment mérité ça ?

CLAUDE COURCHAY.

★ LE DERNIER MANDRIN, de Jean-Baptiste Buisson et Maurice Frot, Grasset, 291 pages, 48 F.

## romans

### LES DACTYLOS DE L'AMOUR

#### ● Où une machine à écrire fait les yeux doux à un solitaire.

CE sont les « beaux jours ». Chaque année les présentateurs des journaux télévisés, les speakerines de radio, les délégués d'agences, entre deux guerres civiles, deux génocides, annoncent les « beaux jours » avec la voix émue et lyrique.

Il marche dans la ville, s'assoit à une terrasse de café, commande un Coca, songe qu'il a oublié de récupérer le dernier 45 tours des Chaussettes noires et perdu la photo d'Elvis Presley. Il est seul, jeune, « paumé », il s'appelle Maurice Achard. Il porte des petites lunettes cerclées, il a la démarche dégingandée d'un loulou de banlieue qui aurait un peu traîné au lycée Henri-IV. Il a du blues au cœur et du vague à l'âme.

Il se lève, traverse la rue, hume une vitrine, saute le long du trottoir, reprend à voix basse un « chorus ». Il est un peu bête et très attendrissant. Il a des démanagements d'écriture, et un matin il ne peut résister à l'appel qui lui lance, en secret, la belle machine à écrire qui trône devant le magasin. Il s'approche, il y a une feuille que des passants ont mouillée de larmes, de mots errants du genre « le chat de ma tante est noir » ou encore « la terre est bleue comme une orange ». Ses yeux se promènent en souplesse le long de la feuille. Puis soudain ça fait « ttil ». Il rélit : « même quand il fait beau je suis seule. »

Une irrésistible poussée l'amène à répondre à l'inconnue. Il s'en va, s'éloigne, sur une musique de Chuck Berry. Il reviendra. Il trouvera sa réponse. Réponse en forme de question. Alors, à son tour, il écrit. Et ainsi de suite, chaque jour, lui le matin,

elle le soir. Commentant les grands et futiles faits du jour, l'émulsion de la télé, la couleur du ciel, faisant semblant de parler d'autre chose pour se dire des tas de choses graves, essentielles. Entre les lignes l'amour naît, s'affirme.

Qui est-elle ? Vendeuse dans un « monoprix », placeuse de cinéma, secrétaire. Qu'importe. Elle est le mystère, l'inconnu — sans e final — auquel on télégraphie des messages codés comme ceux de la « radio libre » durant la guerre, quand il y avait les zazous.

Elle est l'inconnu qu'un matin, parce qu'il veut descendre de son nuage rouge de solitude, il va reconnaître, aborder. Elle a hurié comme Janis Joplin... :

« Même quand on est deux on est seul. Salut. »

Le jeune homme est « mortellement » blessé, mais lecteur « as-tu déjà vu quel'un mourir pour quelques mots ? ».

Ainsi s'achève ce rock-slow. Maurice Achard, qui a été rédacteur à Combat, et qui anime aujourd'hui le « semainier » des *Nouvelles littéraires*, a trente ans. Il avait déjà publié une sorte de pamphlet-poème *Week-end Work-end. Un amour machinal* marqué ses vifs débuts d'écrivain. Des débuts prometteurs. Il a l'écriture directe, sans fioritures. Il est du temps de la télé, du ciné, des décibels. C'est un journaliste-rocket. Et son livre de quatre-vingt-six pages se lit comme un pil urgent.

ANDRÉ LAUDE.

★ UN AMOUR MACHINAL, de Maurice Achard, Editions de l'Archipel, 30 F.

## correspondance

### A propos de Chomsky

L'article de Jean-Pierre Faye « Noam Chomsky ou la révolution possible » (1) avait suscité une lettre de Claude Hagège (2), directeur d'études à l'école pratique des hautes études et directeur de la Grammaire générative. Réflexions critiques (PUF). Nous publions cette réponse de Jean-Pierre Faye, qui vient clore le débat.

Les grandes révolutions de la pensée suscitent toujours des campagnes de dénigrement persistant ou de hargneuses régressions. Le transformationnisme n'échappe pas à cette coutume : la lettre de Claude Hagège et son livre auparavant en sont les témoins.

C'est pourquoi les allusions vagues aux « dépassements » de la pensée de Noam Chomsky ne peuvent être entendues sans ironie, quand on sait de quoi il est question en fait : de petits retours au vieux « structuralisme » des années 60. Non pas aux grands inventeurs de la linguistique structurale de Prague autour de Roman Jakobson, mais à ces travaux de retardement qui occupent maintenant le terrain, en se mélangeant à l'importante philosophie par exemple. Et qui méconnaissent les prolongements chomskiens dans la poétique de Balte et Keyser.

Que la rigueur de la pensée nouvelle rencontre en chemin un mouvement nouveau dans la poésie et son langage, voilà qui peut blesser les idées reçues. Gout-mont, fort subtil pourtant, trouva « affreux » ce que disait Freud. Mais la remontrance de Freud avec l'écriture rayonnante du surréalisme n'a pas fini de féconder notre siècle.

Celle qui s'est faite entre la théorie générative et d'autre part, l'algèbre, la poétique — la poésie — de Jacques Roubaud, parmi quelques autres, est aussi une généreuse surprise. Elle a eu lieu — et c'est cela également, le transformationnisme — en plein océan de la langue, de sa musique, de sa respiration, de son change fertile.

(1) « Le Monde des livres » du 17 juin 1977.  
(2) « Le Monde des livres » du 8 juillet.

## en bref

● LE QUATRIÈME « CARTIER JACQUES CHARDONNE », publié par l'Association des amis de Jacques Chardonne, vient de paraître. On y remarque, à côté d'un article très perspicace de Maurice Delamain sur son ami d'enfance puis associé à la direction des Editions Stock-Delamain, Bontelleux, trois documents inédits : un très joli texte de Maurice Martin du Gard sur Barbezieux, ville natale de Chardonne assignée par lui au bonheur (« le Bonheur de Barbezieux ») ; six lettres à ce même Martin du Gard, où brillent, une fois de plus, les dons d'épistolier de Chardonne ; des « Notes de Journal », enfin, prises par Mathieu Galey au long d'une amitié qui dura de 1938 à la mort de Chardonne (mai 1989), qui révèlent celui-ci « à l'état pur » — montain, plein d'humour et de partis pris — bien différent de celui, sage et sérieux, que ses lecteurs imaginent.

● LE RECIT DE VOYAGE DE CLAUDE SCHMITT, « SARDAGNE AU CŒUR » (Alfred Elbel, éditeur, diffusion Ophrys, 45 F), qui avait déjà obtenu le Prix du Journalisme Sarda en 1976 vient de paraître. C'est un récit de « l'homme d'honneur » avec médaille d'argent par le Jury des Amitiés méditerranéennes à Nice.

## la vie littéraire

### La richesse n'a pas de prix

Parce que ses richesses sont inestimables, donc sans prix, la Bibliothèque nationale n'est pas assurée.

Tout le budget de la B.N. y passerait, disent les conservateurs, s'il fallait couvrir les risques de vol, d'incendie, dégâts des eaux des 10 millions de volumes, des 12 millions de gravures, des 800 manuscrits de Catherine de Médicis, du trône de Dagobert, des dessins de Dürer, des gravures de Rembrandt et de l'œuvre manuscrite de Victor Hugo, etc.

En revanche, l'Etat a doté ce lieu de recherche et de méditation des moyens de protection et de prévention les plus modernes : circuit de télévision de surveillance, détecteurs automatiques d'incendie, grilles, systèmes d'alarme divers, contrôle à la sortie des salles de consultation, le tout s'ajoutant à une garde permanente diurne et nocturne.

Enfin, de même que l'accès n'en est réservé qu'aux chercheurs, artistes, écrivains ou universitaires justifiant de leur intérêt, la fumée autre que celle des cerveaux ou des idées y est strictement interdite, qu'elle soit cigarette, cigare ou pipe.

« Aimer Vivaldi, cette année »

« C'est au cours de mon adolescence que le me découvrit Vivaldi à toute mobilisation, manivelle, cheval, insomnie, scandalement minotaurisé du plaisir, selon la terminologie de nos modernes docteurs : inadapté. Je regus un jour comme un coup de griffe sale une

simple phrase de magazine, apparemment anodine. Il était dit, dans le journal de mode : « Cette année vous devrez aimer Vivaldi. »

Un instant le restai incrédule. Je devrai aimer. Et seulement cette année. Quelle étrange journaliste, probablement inconsciente, sur son bureau de métal avait tracé cet ordre ? J'imaginais fort bien son allure et ses traits ordonnés par la mode : c'est sur la figure que l'on porte aujourd'hui l'uniforme. J'imaginais son assurance, son dynamisme, son vocabulaire très simple, ma foi, avec ses phrases imposées et ses qualificatifs réels, sa façon de tenir le téléphone au s'ébouriffant de la pointe du crayon, et sous le lard l'insondable vide, sans nulle trace de scrupule ou de pudeur devant l'obscénité de cet ordre : « Aimer Vivaldi, cette année. » Ce texte est tiré des *Souvenirs invivables*, d'Henri Gougaud, mélange de poèmes, de courts récits, de réflexions, dans lesquels se marient la tendresse et l'amertume. (Editions Ipoèmes, 13, avenue Théodore-de-Banville, Moulins.)

### Les mystères de Bomarzo

En 1551-1552, le duc Orsini fit aménager, à Bomarzo, près du Viterbo, en Italie centrale, un jardin qui fut appelé « Parco dei Mostri », le « Parc des Monstres ». Il y fit surgir des mystérieuses figures de pierre, sur lesquelles André Pieyre de Mandiargues, déjà, s'est interrogé. Un photographe, Daniel Boudinet, et un journaliste René Fouque, sont allés visiter le « Parc des Monstres ». De leur voyage est né un livre élégant et austère intitulé *Bomarzo*, où les photos et le texte font un éducatif mariage. « Le parc de Bomarzo », écrit René Fouque, sort du noir

ordinaire parce que, étrangement, il appartient à une époque avec laquelle nous pensons avoir des rapports intimes, dont nous assurons tout savoir. Mais le milieu dans lequel il a vu le jour, l'imaginaire de l'individu dans laquelle il a pris corps, sont au fond aussi loin de nous que les lambeaux « mentalités primitives ». (Ed. Sili, 76, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois.)

### Raspoutine réhabilité par sa fille

Selon sa fille Maria, qui, à soixante-dix-sept ans, vit toujours à Los Angeles et vient de lui consacrer un livre (1), Raspoutine n'aurait pas été assassiné pour sa puissance et ses intrigues, mais parce qu'il aurait repoussé les avancées, très précises, du prince Youssoukov, lequel l'aurait fait empoisonner, blesser par balles, violenter et mutiler avant de le jeter dans la Neva.

Toujours selon Mlle Maria Raspoutine, qui fut danseuse de cabaret à Bucarest, domptesse de fauves avant de travailler à mi-temps comme aide-soignante et baby-sitter aux Etats-Unis, son père n'était pas l'affreux moine barbu, démoniaque, licencieux, doté d'un appétit sexuel hors du commun que colporte la légende, mais une sorte de saint, bon, généreux, altruiste, très strict sur le plan de l'éducation de ses enfants.

S'il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre, il n'y a pas de créature infernale pour sa progéniture.

(1) *Raspoutine, l'homme derrière la légende*.



classiques  
ANDREA DE VERRI  
OF LE TRIUMPHI DE L'AMOUR

classiques  
ANDREA DE VERRI  
OF LE TRIUMPHI DE L'AMOUR

classiques  
ANDREA DE VERRI  
OF LE TRIUMPHI DE L'AMOUR

classiques  
ANDREA DE VERRI  
OF LE TRIUMPHI DE L'AMOUR

classiques  
ANDREA DE VERRI  
OF LE TRIUMPHI DE L'AMOUR

revue

# La NRF de Jean Paulhan à Georges Lambrichs

## Les années de la renaissance

EN 1945, lorsque la liberté de publier fut rétablie, la Nouvelle Revue française ne repartit pas. Interdite, elle avait été supprimée par l'occupant. On lui reprochait d'avoir continué à paraître sous l'occupation, et d'avoir été, de 1941 à 1943, dirigée par Drieu la Rochelle. Des nostalgiques de la Nouvelle Revue française de l'entre-deux-guerres venaient souvent supplier Jean Paulhan d'essayer de la faire revivre. Il répondait, avec l'humour qu'on lui a bien connu, qu'il était particulièrement chargé de veiller à ce qu'elle ne repartît pas. Et dans son nouveau bureau des Editions Gallimard, sous six mètres de plafond, devant les immenses fenêtres qui ouvrent sur les tilleuls de M. de Talleyrand, entre les miroirs et les lambris du dix-huitième siècle, il composait avec délices une sorte de NRF, plus luxueuse et plus rare, qui paraissait trois ou quatre fois, ou deux fois, ou une fois par an, et s'appelait les Cahiers de la Pléiade. On en comptait trois numéros, dont un numéro d'hommage à Saint-John Perse.

Dans le même temps, les Temps modernes étaient nés, la Table ronde était devenue mensuelle, et la Nef et l'Archipel, parallèlement fondées à Alger sous l'égide d'André Gide, étaient installées à Paris. Jean Paulhan, qui dirigeait l'Archipel, était si convaincu qu'elle était une sœur cadette de la Nouvelle Revue française, qu'il espérait les faire fusionner. Pour essayer d'en persuader Jean Paulhan, il a organisé dans le grand atelier du Vaneau une réunion pour discuter le projet. Curieuse atmosphère. Jean Paulhan se débattait. André Gide ne se prononçait pas. Albert Camus s'envenimait. Jean Schumberger et Jean Denoël restaient muets, et la seule parole mémorable, qu'elle fût hachée et sibylline, a été lancée à la fin par André Malraux : « Vous ne ferez jamais une revue valable - tant que vous ne pourrez pas très cher - des gens compléments - pour lire des livres dont ils ne parleront pas. » Sur quoi tout le monde s'est levé. Quelques mois plus tard, l'Archipel disparaissait dans le naufrage de son éditeur. Puis trois ans sont passés. Puis André Gide est mort. Là, tout a recommencé.

Fallait-il proposer au public des romans en feuilletons ? Gaston Gallimard rappelait avec nostalgie les succès du *Belle de nuit* de Gide, qui avait fait, cinq mois durant, tripler le tirage de la Revue. Où trouver, en 1953, et dans les deux décennies qui ont suivi, des romans qu'on puisse découvrir ? On a quelquefois essayé. On a mis en pièces André Dhôtel et Alain Robbe-Grillet, entre autres. Le vieux conteur et le jeune doctrinaire ont été héroïques ; ils n'ont pour ainsi dire pas protesté. Ce que le public en a pensé, on ne sait pas.

## « Tout recommencer à partir d'un point de vue d'aujourd'hui »

« MARCEL ARLAND a fait ses adieux à la NRF. Pour des raisons de convenance personnelle, il a pris sa retraite. Mais la revue continue. Voyez-vous, les choses ne sont jamais acquies, il faut sans cesse les recommencer. A partir d'un point de vue qui est d'aujourd'hui. Et qui n'est pas celui de Jacques Féré. Elle s'est nourrie de sa différence l'un de l'autre : la NRF, de Rivière portait la marque des relations de son directeur avec les écrivains illustres de l'époque ; Jean Paulhan, qui venait du dadaïsme, a poursuivi une recherche plus « avant-gardiste ».

« Quand la revue est née en 1938, sait-on que Gide a refusé le premier numéro, qu'il l'a fait refaire après avoir rompu avec son comité directeur. Pourquoi ? Parce que ce numéro 1 contenait un éloge de D'Annunzio, et une critique de Mallarmé. Nous mettons le doigt sur quelque chose d'important : la NRF, à tous les jours en un parti pris esthétique et moral.

« Vous croyez donc à l'œuvre gouvernée, composée, très écrite ?  
— Oui, mais vous ne m'en ferez pas donner une définition académique quand ce qui compte, à mes yeux, c'est d'abord le rapport de l'œuvre à la vie. Tout change, même la façon de parler dans la rue. Alors pourquoi la littérature resterait-elle immuable ?  
(Propos de Georges Lambrichs, recueillis par J. P.)

## La pirouette propitiatoire

Tout a recommencé parce que Gaston Gallimard a obtenu l'autorisation que, sous le titre de la Nouvelle Revue française, fut composé et parût un hommage à son fondateur. Le numéro est de novembre 1951. Puis Alain est mort. Nouvelle demande, nouveau numéro d'hommage, septembre 1952. Pourquoi ne pas continuer ? Oui, mais il y avait ce fameux titre interdit (les Editions n'avaient plus le droit de l'employer, et n'avaient sauvé que le sigle N.R.F.). Fallait-il changer le titre ? Pourquoi pas les Cahiers de la NRF ? C'était compter sans l'attachement obstiné de Gaston Gallimard à la passion de sa jeunesse, à la revue qui avait été le point de départ de son métier d'éditeur, et qui à ses yeux était la source de la littérature qu'il aimait.

Donc, en 1952, c'est décidé, la revue va repartir. Avec qui ? Une revue, ce sont des gens. Une personne au départ, ou deux, ou cinq ou six. Un tout petit groupe de fanatiques qui, en attirant d'autres, généralement moins fanatiques. Jean Paulhan, en 1919, avait été recruté par Jacques Rivière, et lui avait succédé. Pendant vingt ans la revue l'avait dévoré, il voulait désormais mener à fin ce qui avait été la passion de sa vie (avec la littérature des autres, comme Gaston Gallimard) : ses recherches sur le langage, et particulièrement cette seconde partie des *Fleurs de Tarbes* qui deviendra le *Don des langues*. Il voulait un peu de temps à lui, et ne voulait plus être seul à la direction de la revue. Marcel Arland accepta de la partager avec lui.

## Une information exigeante

« Comment se manifeste le changement de direction ? Jean Paulhan et Marcel Arland se sont employés ensemble, pendant presque deux ans, à tenter de cerner le problème. Pendant ces neuf ans qui ont suivi la mort de Jean Paulhan, Marcel Arland, par fidélité et dévouement à l'œuvre commune, a continué, aidé de Jean Grosjean. Durant ces vingt-cinq années, la Nouvelle Revue française a publié (comme dit souvent la quatrième page de couverture) un nombre considérable d'écrivains français et étrangers, célèbres, connus et inconnus.

## Une information exigeante

« Par qui la partie critique sera-t-elle assurée ?  
— Jacques Bersani pour le roman, Tonesco pour les idées, Henri Meschonnic pour les essais, Georges Féré pour la télé-vision, Jean Clair pour les arts, auxquels il faut ajouter les rédacteurs plus ou moins permanents des notes.  
— Cet aréopage contribuera-t-il au choix des textes publiés ?  
— Non, j'assumerai seul la partie anthologique.  
— Nous y voilà. La NRF a toujours été d'abord un homme : André Gide, Jacques Rivière, Jean Paulhan et maintenant Georges Lambrichs.

## Une information exigeante

« La direction d'une revue ne peut pas être collégiale.  
— Nous avons vu périr autour de nous le Mercure de France, la Table ronde, les Cahiers du Sud... Votre entrée à la NRF, a signé l'arrêt de mort des Cahiers du Chemin. Vous croyez néanmoins à l'existence possible d'une revue littéraire ?  
— Proposer tous les mois un choix d'écrivains qui ne se fonde pas sur des tirages et des ventes, qualifier les œuvres d'après l'itinéraire plus ou moins secret de leurs auteurs, frayer la voie à des inconnus, me paraît d'autant plus nécessaire que, dans la presse écrite — et plus encore dans la presse parlée — la part faite aux arts, à la littérature, est de plus en plus congrue. Et pour cette information exigeante, je crois qu'il y a un public en France.  
— Quel public ?  
— Un public jeune qui ferait la son initiation littéraire. Quand je dirigeais les Cahiers du Chemin, des jeunes gens venaient me proposer des textes. Depuis six, sept ans, ils lisent cette revue. Dès le lycée donc. Et moi, à leur âge, j'en faisais autant avec la NRF. C'est à vingt ans qu'on s'intéresse à la littérature. Regardez qui achète les collections de poche.

## Après la polémique sur les « NOUVEAUX PHILOSOPHES »

« Vous ne pensez pas que, depuis mai 68, la littérature se cherche du côté de la parole ?  
— L'introduction de la parole en littérature ne date pas d'hier. Les fameux monologues intérieurs l'avaient déjà opérée, mais d'une façon surveillée. Aujourd'hui nous assistons à des succédanés sauvages contre lesquels je m'insurge totalement. Une des justifications de la revue sera justement de lutter contre le dévergondage de l'oral.  
— Vous croyez donc à l'œuvre gouvernée, composée, très écrite ?  
— Oui, mais vous ne m'en ferez pas donner une définition académique quand ce qui compte, à mes yeux, c'est d'abord le rapport de l'œuvre à la vie. Tout change, même la façon de parler dans la rue. Alors pourquoi la littérature resterait-elle immuable ?  
(Propos de Georges Lambrichs, recueillis par J. P.)

## Un « ts » malgache

Les Cahiers de la Pléiade interrompus avaient une quantité de maîtres dans lequel on pulvé, à travers la vaste plage de leurs bureaux qui se faisaient face, les deux directeurs échangeaient de petits billets pleins de points d'interrogation. La grande pièce était très silencieuse. On sursautait à la sonnerie du téléphone. Tous deux lisaient tous les textes proposés ou demandés, tous les articles, toutes les notes. Jean Paulhan écrivait parfois en marge d'un texte un ts que personne ne comprenait, mais qui venait dire très bien en malgache. Il lui arrivait aussi d'écrire : « Très mauvais. A recommencer. » On recommençait. Enfin, de maquettes en épreuves, et en mise en pages (192 pages), vint le jour du bon à tirer : premier numéro, première année, 1<sup>er</sup> janvier 1953.

Sur les rayons des bibliothèques, ce premier numéro de la nouvelle série est déjà jauni : presque vingt-cinq ans aujourd'hui. Quant au sommaire, il semble qu'il ait encore de quoi étonner, ne serait-ce que le défilé des noms que voici : Saint-John Perse, André Malraux, Léon-Paul Fargue, Henry de Montherlant, Jean Schumberger, Maurice Blanchot, Jules Supervielle. Dans « Le temps comme il passe », rubrique qui jouera le rôle que jouait précédemment « L'air du mois », on trouve Marcel Jouhandeau, Audiberti et André Pieyre de Mandiargues. Dans les pages intermédiaires consacrées à la critique, Marcel Arland, Henri Thomas, Vladimir Weidich, voisinent avec des inconnus : Georges Lambrichs, Jean Duviols, Alain Robbe-Grillet, Bernard de Fallois, Michel Cournot, Dominique Aury et ce Jean Guérin mystérieux qui a longtemps si bien caché Jean Paulhan. Le même Jean Paulhan sacrifiât enfin à la linguistique en présentant en fin de numéro un texte de Valais.

## « Vive la littérature dégagée ! »

Et ensuite ? Ensuite vinrent les difficultés. Elles tenaient moins à la littérature, aussi foisonnante que jamais, qu'elles ne tenaient aux séquelles de la guerre. Il n'était plus question de faire, voisinier dans le même numéro des frères ennemis. Tout était politique, sauf justement la NRF. Jean Paulhan avait choisi

comme bande d'un des précédents Cahiers de la Pléiade : « Et vive la littérature dégagée ! » Sans doute, mais les lecteurs aiment qu'on s'engage, ils aiment les professions de foi, politiques ou autres. Qui allait lire la Nouvelle Revue française troisième manière ?

## « VISAGES DES ALPES-MARITIMES »

Dans le cadre de la Charte culturelle du département des Alpes-Maritimes, une large part est réservée au Livre. La parution d'un ouvrage d'art sur les Alpes-Maritimes a été décidée. Il comprendra deux tomes.

**TOME 1 :**

- Préface de M. le Préfet des Alpes-Maritimes.
- Introduction générale (géographie, histoire, langue, traditions, expression artistique des Alpes-Maritimes).
- Littérature de Thémis à Mouton et le pays de Grasse : évocation des richesses naturelles artistiques et littéraires.

**TOME 2 :**

- Les Vallées :
- Vallée de l'Estéron ;
- Vallée du Moyon et Haut-Var ;
- Vallée de la Tinée ;
- Vallée de la Vésubie ;
- Vallée de la Roya et de la Bévéra ;
- Vallée du Paillon.

Richesses naturelles, traditions art local  
Evolution dans le temps.

Le Tome 1 rédigé et illustré par des personnalités locales faisant autorité dans le domaine de l'érudition et des arts, sortira en Mai 1978 à l'occasion du 2<sup>e</sup> Festival du Livre à Nice.

De format 21 x 27, il comprendra 250 pages environ avec 280 illustrations.

Imprimé en héliogravure, il sera relié pleine toile, dorure à chaud.

Ce livre se situe à égale distance du Manuel Touristique et de l'Ouvrage d'Art authentique.

Il doit être considéré comme un instrument de culture messager d'un art de vivre particulier à notre Département à travers une longue expérience historique.

« Visages des Alpes-Maritimes » sera le livre de la semaine guerdie et honorée mais exaltée des gens de ce pays.

La souscription est ouverte pour le Tome 1.

— 500 exemplaires numérotés sont proposés au prix de 200 F l'unité. A chaque souscription d'un tel volume est offerte l'impression de la mention suivante qui sera insérée dans l'ouvrage : « Ce ouvrage portant le no. .... a été spécialement imprimé pour Monsieur (Madame ou Mlle) ..... avec titres éventuellement. »

— 1 000 autres exemplaires ne comportant aucune mention spéciale et non numérotés sont proposés à la souscription au prix de 80 F l'exemplaire.

Les chèques doivent être libellés au nom de « M. le Trésorier payeur général des Alpes-Maritimes, Service départemental » et être adressés au service des publications utiles à la Préfecture des Alpes-Maritimes, Première direction, secrétariat.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, TELEPHONER A LA PREFECTURE n° (93) 35-91-00, poste 2411.

## « VISAGES DES ALPES-MARITIMES »

« C'est même plutôt modeste.  
— Je vous l'ai dit, je ne crois pas au grand nombre.  
— Un élitisme, alors ?  
— Non, l'élitisme, aujourd'hui, consiste à capter un public déterminé. Tandis que le refus du grand nombre assure une liberté, une rigueur dans la recherche, que troublerait une audience trop élargie. Prenez la télévision, pour aller à l'extrême. Peut-elle traiter de littérature ? Elle donne à voir des visages. Son domaine est la parole, qui est le contraire de l'écriture : méditation, réflexion, travail sur la langue. Certains affirment qu'aujourd'hui la littérature est introuvable. Ce n'est pas du tout mon avis. Dans les trente numéros des Cahiers du Chemin, j'ai publié plus d'une centaine de noms nouveaux. Un Pierre Bourgeade, un Jean Lahougue, un Michel Chailion, un Jean-Loup Trassard, peuvent prendre la relève des Beckett, des Mandiargues, aujourd'hui reconnus.

« Cette littérature, dont vous observez l'effacement depuis 1945, les événements de mai 1968 l'ont-ils marquée d'une façon précise ?  
— Ce qu'a donné mai 68, ce sont des syndicats, des unions d'écrivains qui me paraissent contre nature. Ne se syndiquent quand ils sont arrivés, que des auteurs qui veulent obtenir des dégrèvements fiscaux. Les autres, par manque d'éditeur.

## LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

150 modèles vitres  
Etoiles - Larges - Hauts - Profonds  
Superposables - Juxtaposables  
100 combinaisons d'assemblages  
Spécialité de Rustique  
Meubles contemporains et de style  
Catalogue illustré gratuit

**LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES**  
75014 PARIS 15, rue Faidherbe 4  
ouvert tous les jours, de 10h à 19h  
Tél. 623.73.33  
Liquette installation 01 42 00 14

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétypons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télétypons.

**Service Télex**  
345.21.62 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS







# Dada, la cité future et la ville d'aujourd'hui

Musique de **GEORGES DELERUE**.  
La location est ouverte dans les  
Théâtres, Agences et par télé-  
phone : 256-02-15.

vu des Hobeln, des Dürer, des Raphaël, des Tamara de Lempicka en gerbes de moisson  
sur son grand socle d'Allemagne, sur son tableau  
français ! Alors, allons, paix sur la terre aux hommes de bonne volonté et, nous prometant de revenir très vite et nous souvenant du titre d'une mélodie qu'il fit florir au « Bœuf sur le toit » dans nos années 20, nous dirons pour nous faire pardonner et prendre congé : « Adieu Paris. Bonsoir Berlin. »

**ANDRÉ FERMIGIER.**

\* Tendances des années 20. Quinzième exposition du Conseil de l'Europe (1929) au Palais national, Allemagne (Paris, Orangerie de la Charitédenburg). Jusqu'au 14 octobre.

Streisand et le film molins irréaliste chute de la vraie vedette pop, Kris Kristofferson. Le film a pourtant ses idées, notamment dans le choix des décors (une salle de bains baroque, un ranch au milieu du désert). Barbra Streisand a voulu tout commander, tout diriger, a fourni sa garde-robe, suggéré les thèmes de deux chansons, servies, avec son ami pop, Kris Kristofferson. Le film a un petit studio près de Malibu : Barbra est noble, Barbra est sublime, Barbra chante la vie et la douleur, Barbra serait un parfait Paillasses.

Soyons honnête : le film de Mazon, avec Judy Garland et James Mason, treize ans plus tôt, n'était lui aussi, qu'un horrible mélo stéré dans un

■ La ville de Colmar organise du 20 au 23 avril 1978 son onzième Concours international d'ensembles

**La Comédie des Champs-Élysées**  
effectuera sa réouverture le  
16 septembre avec :

**EDWIGE FEUILLÈRE et GUY  
TREJAN**, dans la comédie  
d'**ALEXEI ARBOUZOV**, « LE  
BATEAU POUR LIPALA »,  
adaptation de **POL QUENTIN**,  
mise en scène d'**YVES BUREAU**,  
décors et costumes de  
**JACQUES DUPONT**,

Musique de **GEORGES DELERUE**.

La location est ouverte dans les  
Théâtres, Agencias et par télé-  
phone : 256-02-15.

五、







## SPECTACLES

## RADIO-TÉLÉVISION

vii

---

**Mourir du cœur ou mourir de peur**

Des morceaux de cerveau se détachent lentement, dans un torrent de sang rouge, pour emporter avec eux le siège de la parole, de la conscience et du mouvement : une plaie du cœur laissant suir la vie à grande flots haletants, les dernières palpitations désespérées du muscle ôtrime, le tunnel rouge, puis le tunnel blanc de calcéaire du fond des arrières pensées, l'interdit, l'un, cet animal s'éteignant après quelques secondes d'une ultime fibrillation. Le photographe suédois Lennart Nilsson, auteur des images impressionnantes présentées avant, sur l'écran 2, est l'un des meilleurs au monde, aussi à l'aise dans la microphotographie, celle des cellules, des fibres nerveuses se rompant comme des câbles élec-

triques, que dans le cinéma endoscopique auquel les techniques modernes de fibroscopie ne fixent pratiquement plus de limites. Les professeurs J.-P. Cachera (Paris) et J. Menard (Paris), conscients du caractère dramatique des images de souffrance, de déchance et de mort ainsi présentées, ont été effrayés par les réactions de leur public. Ils ont tenté de les détourner, sont efforcés tous les deux de les replacer dans une perspective de bon sens.

Une bonne hygiène de vie, disaient-ils sans conviction excessive, pour éviter, par exemple, ces crises cardiaques subites, il faut que l'année deux cent mille Français et que favorisent le tabac, la gaitrerie, l'hypertension et une vie trépidante. Mais vaut-il

mieux mourir d'ennui, s'avère d'autant ce qui constitue à tort ou à raison le sel de la vie, ou bien être emporté par une hémorragie cérébrale l'ourdoyante au terme d'une existence riche et passionnée ?

Au-delà de cette question, que se posent le public mais aussi les cardiologues, l'image grand-guignolesque des techniques médicales audiovisuelles intéresse actuellement, et au premier chef, les psychologues et les spécialistes de la prévention.

Le menace, la dramatisation, l'impact subjectif de la terreur, si spectaculaire soit-elle, sont-ils vraiment les véritables privilèges de l'éducation sanitaire dans nos pays diu évolués ?

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

## D'une chaîne à l'autre

# LES REACTIONS APRES L'INCIDENT DE FR3-LYON

Après l'interruption du journal télévisé régional de FR3-Lyon, le lundi 29 août à 19 h. 20, par une trentaine de personnes se réclamant du Groupe des Indismoués de Lyon » (*le Monde* du 31 août), M. Christian Luyonnet, le journaliste concerné par ces incidents, a déclaré au cours du journal télévisé du lendemain, que « la direction de FR3 : Lyon donnera à cette affaire toutes les suites judiciaires qu'elle peut comporter », M. Christian Luyonnet a déclaré d'autre part qu'il n'accepterait aucune pression venant de l'extérieur.

Par un communiqué, la fédération du Rhône du R.F.R. condamne de « telles pratiques » qui « anéantissent la liberté de la presse (...) » et elle déclare : « De ce côté ou la cause défendue, il ne saurait être question qu'en France les moyens d'information soient monopolisés par quelques-uns ». Dans un autre communiqué, M. Christian Luyonnet, membre du conseil national du parti républicain et délégué

de la troisième circonscription de Lyon, considère ces procédés « condamnables et inadmissibles », « on est légitimement en droit de s'interroger, dit-il, sur ce que servent la liberté d'information et les tenants du programme commun arrivant au pouvoir dans ces mois ».

## L'INA A BEAUBOURG : TRENTÉ ÉMISSIONS SUR L'ART

« A l'occasion de l'exposition Paris-New York », l'institut national de l'audio-visuel propose au Centre Georges-Pompidou, du 7 au 17 septembre, un programme de dix-huit émissions de ce groupe, une trentaine de films d'archives diffusés à la télévision française depuis 1964.

Ce programme comporte deux parties : l'une, de 14 h. 30 à 16 heures, du 14 au 17 et 17 h. 30) consacrée aux peintres et aux œuvres qui ont illustré les courants d'échanges artistiques et poétiques entre Paris-New York, du 14 (à 16 heures) à 17 heures) constituée de documents puisés dans les magazines

d'information comme « Cinq colonies à la une » et « Le troisième cell ».

## TRIBUNES ET DEBATS

### JEUDI 11 SEPTEMBRE

— M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R., intervient sur France-Inter, à 19 heures.

— M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., et Christian Beaulieu, ministre du travail, participent au journal de TPL, à 19 heures.

— M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

### VENDREDI 2 SEPTEMBRE

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., répond aux questions de la rédaction de France-Inter, à 13 heures.

— MM. Michel Rocard, membre du secrétariat du parti socialiste et Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, débattent du salaire des cadres, sur Europe 1, de 19 h. à 20 heures.

JEUDI 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

**CHAINE I : TF 1**  
 20 h. 30 *Série : Cinq à sept* : 21 h. 25, Documentaire : La Corée du Nord, de J. Resnais et A. Fontaine.  
*Le premier reportage réalisé dans ce pays par une télévision occidentale : document sur la vie quotidienne à l'indépendance.*  
 22 h. 20. *Musique* Bel canto (Eric Tappy).  
 23 h 20 *Journal*

**ELIZABETH R.**

le magnifique livre de Thérèse Coppens,  
 avec 50 illustrations tirées du feuilletin.  
 En vente chez votre librairie

**TRÉVISE**

**CHAINE II : A 2**  
 20 h. 30. *Dramatique - Madame Princesse*, de F. Maréchal  
 22 h. *Autocritique* 68-75 : « Malaises... Un couple - René Emmanuel - que l'indolence de 68 a séparé »  
 23 h. 50. *Sports : Championnat du monde cycliste sur piste*.  
 23 h. *Journal*.

**CHAINE III : FR 3**  
 20 h. 30. *FILM* (cinéma français 1968-1976) : **AU RENDEZ-VOUS DE LA MORT JOYEUSE**, de J. Bunuel. Avec J. Ferran, J. L. Bory, Dahu, M. Creton, R. Salvatori, J.-P. Darras, G. Depardieu.  
*Dérèglements phénoménaux, paraissant liés à la présence d'un adolescent, se produisant dans une vieille maison de campagne qui se révolte contre ses habitants et contre une bande de idéologues venus y faire un reportage. Le premier long métrage du fils de Luis Bunuel. Un conte fantastique moderne réclé d'humour et qui laisse les portes ouvertes à l'imagination.*  
 21 h. 50. *Journal*.

**FRANCE-CULTURE**  
 20 h. *Dramatius* : Léopold et Léna, de G. Buchner, révis. J. Rolin-Weski. Avec J.-P. Laroche, S. Jouber, O. Hussenet (rediffusion) ; 22 h. *Humour amer* ; 22 h. 30. *Entretiens* avec P. Mauriac (rediffusion) ; 23 h. *De la nuit* ; 23 h. 10, *Poésie* : Robert Duncan.

**FRANCE-MUSIQUE**  
 20 h. 30. *Concert par l'Orchestre philharmonique de Berlin dir. Karajan* : « Pièces pour deux violoncelles solistes, vents et percussions » (G. Wimperger), « Symphonie fantastique » (Berlioz) ; 22 h. 25, *« Concerto contemporain »* ; 23 h. 30. *« Concerto Incas »* ; 0 h. 5. *« Les fleuriers de paroles »* ; 0 h. 10. *« Iberica*.

**VENDREDI 2 SEPTEMBRE**

**CHAÎNE I : TF 1**

- 12 h 30, Caméra au poing; 13 h., Journal;
- 13 h 35, Série; Elizabeth R.; 15 h 30, Tennis;
- Tournoi de Forest-Hill; 16 h 35, Spécial jeunes;
- 16 h 40, Série; Sandokan; 19 h 45, Feuilletin;
- Aux plus grands spectacles du monde.
- 20 h 30, Au théâtre ce soir : « La Manière forte » de J. Deval, mise en scène P. Mondy, avec A. Fralon, R. Landreys, Sandercock, J. Bactulin.

*Un jeune homme pauvre, André, ayant contracté une dette de jeu envers Simone, se trouve lui servir d'écriteau...*

- 22 h 30, Allons au cinéma.
- Hommage à Luis Buñuel.
- 22 h 55, Journal.

**CHAÎNE II : A 2**

- 15 h., Série britannique : Le monde en guerre; 16 h., Aujourd'hui madame; 18 h. 52, Série; L'Apostrophe; 19 h. 41, Journal; 20 h., Yao - 18 h 55, Vacances; 20 h. 15, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 55, Souvenirs : La joie de vivre; 20 h., Journal.
- 20 h 30, Festival : La chasse aux hommes, de I. Iglesis, d'après l'œuvre de Paul Vialar; 21 h 35, Littérature : Ah! vous écrivez? de B. Pivot.

*Avec MM. G. Conchon (le Sucre), A. Astruc*

21 h 30, Documentaire : Planètes Indigènes, planète Baruya, de Y. Dunlop (quatrième partie).

*Les Baruya interrogent l'équipe de cinéastes sur l'utilisation de leurs films. Les « Blancs » ont filmé des accords entre les Baruya, veulent qu'ils soient diffusés dans leur propre pays.*

22 h 35, Journal.

**FRANCE-MUSIQUE**

17. 4. 3. Quotidien musique; 9 h. 2. Les grandes voix; 12 h. 30. La règle du jeu; 12 h. La chanson; 12 h. 40. Jazz classique.

18. 4. 15. *Sérido* poétique; 14 h. 4. *Mélodies sans paroles*... Mendelssohn, Beethoven, Liszt, Enesco; 15 h. 1. Musique française pour orgue (Milhaud, Wisniewski); 15 h. 45. *Les grands thèmes de la musique*.

Equivalents: 18 h. 2. *Ecoute*, magazine musical; 19 h. 20 h. 20. 19 h. 35. *Eloquace*; 19 h. 45. *Aubade* ironie.

20. 4. 20. Le coin des collectionneurs: "L'ensemble E. Tart"; 21 h. Concert par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. R. Barchal, avec les Chœurs de l'Orchestre symphonique de Stuttgart (Haydn), Quintette Dernier d'acier (R. Strauss), Symphonie « Jupiter » (Mozart); 22 h. 13. Cabaret du Jazz; 0 h. 5. Les fouteurs d' paroles; 0 h. 10. Les enseignements de Don Juan.

## Les films nouveaux

UN BOURGEOIS COMME TOUJOURS.  
PETIT, film italien, de Mario  
Monicelli (\*\*), v.o. : Quinto  
Conti (1955-56).  
10\* (325-00-2). V.I. : Vio-  
lante, 24 (742-73-52), Montpar-  
nasse 36, 6 (544-14-72), Saint-  
Germain 12, 10 (545-04-72),  
Nation, 12\* (543-04-47), Cau-  
tomb Convention, 15 (528-  
04-35), Aub. - Paris, 16 (522-  
37-41).

LES DUELLISTES, film améri-  
cain de Ridley Scott, v.o. :  
Bauterstein, 6\* (833-79-39),  
Montparnasse-Six gauche, 6 (543-  
25-36), 10 (543-25-36), 10\*  
6\* (338-94-14), V.I. : Im-  
mense, 14 (742-73-52).

SWASTIKA, film musical de  
Philippe Mora, v.o. : Quinto-  
Conti (1955-56), Olymp. - Colisée, 6  
(338-67-42), Ayuda (Rasp. 743-  
74-48), 10 (331-96-13), 10\*  
(322-55-54), Athènes (Rasp. 743-  
74-48).

UN TROIS EST NEK, film  
américain de Frank Pierson, v.o.  
: U.G.C.-Danton, 6 (329-  
04-35), 10 (329-04-35), 10\*  
(322-31-00), V.I. : U.G.C. -  
Opéra, 26 (281-50-32), Rex, 26  
(281-50-32), 10 (329-04-35),  
57-57, U.G.C. - Gare de Lyon,  
14 (343-01-31), U.G.C. - Gobe-  
lins, 14 (331-96-13), Mistral,  
14\* (332-46-43).

SS REPRESENTATIVES, film italien  
de Giuseppe De Santis, v.o. :  
Jean-Cortese, 5\* (053-47-32).  
V.I. : Capot, 26 (508-11-26), Pa-  
ris 12, 10 (508-11-26), 10\* (508-  
11-26), 10 (508-11-26), 10\*  
Parsamont - Calité, 14\* (322-  
60-34), Parsamont-Orléans, 13\*  
(322-60-34), Mont - Roulez, 16  
(605-24-36).

COIGES LE LUNE, film fran-  
çais de Joël Saint-Jean, v.o. :  
Opéra, 26 (281-50-32), Rex, 26  
(281-50-32), U.G.C. - Odéon, 6  
(332-71-09), 10 (332-71-09), 10\*  
(332-71-09), U.G.C. - Gare de Lyon,  
6\* (332-71-09), 10 (332-71-09),  
10\* (332-71-09), U.G.C. - Gobe-  
lins, 5\* (331-96-13), 10 (331-96-  
13), 14\* (332-41-03), Mistral, 14  
(332-41-03), Mural, 16\* (335-  
99-75), 10 (335-99-75), 10\* (335-  
99-75).

LES NAUFRAGES DU 147, film  
américain de J. Jameson, v.o.  
: Cluny-École, 5 (052-20-12),  
Framilleg, 9 (052-20-12), 10  
(052-20-12), 10\* (052-20-12),  
6\* (052-20-12), U.G.C. - Gobe-  
lins, 5\* (331-96-13), 10 (331-96-  
13), 10\* (331-96-13), Mistral,  
14 (332-41-03), 10 (332-41-03),  
10\* (332-41-03).

ACCELERATION, film français  
de Robert Gassman, v.o. : Viéto-  
ria, 14 (322-24-52).

**PAIN ET CHOCOLAT (It. v.o.) :**  
Luxembourg, 8° (633-97-77).

[illegible]

### Les grandes reprises

ALONSO-SANFAN (IL. v.o.) : 16 Juillet-Paradise. (p. 323-58-00).  
 AU FIL DU TEMPS (ALL. v.o.) : Le  
 grand tour du monde. (p. 702-58-00).  
 AUTOUR EN EMPLOTE LE VENT (A.  
 v.o.) : Elysees-Point-Sud. (p. 72-  
 58-00).  
 LE BAL DES VAMPIRES (A. v.o.) :  
 Studio-Dominique. (p. 703-58-00).  
 BALADE EN VOITURE (A. v.o.) : Quar-  
 tier-Latin. (p. 323-58-01). Elysees-  
 Lincoln. (p. 323-58-14). E-Lesaze-  
 de-Paris. (p. 323-58-15).  
 CADAVERES EXQUIS (IL. v.o.)  
 André-Bazin. (p. 327-58-34).  
 CHERIE (A. v.o.) : 14 Juillet-Bathie.  
 (p. 327-58-31).  
 CLIVIS ON TOUR (A. v.o.) : Holly-  
 wood-Boulevard. (p. 770-58-40).  
 KLVIS SHOW (A. v.o.) : St-Michel.  
 (p. 326-58-17). Hollywood-Bd. (p.  
 770-58-40).  
 FELLINI-ROUA (IL. v.o.) : Cham-  
 pollion. (p. 103-51-50).  
 LA FIANCÉE DU PREMIER (FR. v.o.) :  
 Le Grand Tour du monde. (p. 702-58-  
 19). Elysees-Point-Sud. (p. 223-57-01).  
 LE FLUTTEUR ENCHANTE (Sue-  
 d. v.o.) : Studio des Moulins. (p.  
 103-51-19).  
 FRANKSTEIN JUNIOR (A. v.o.) :  
 Studio-Dominique. (p. 703-58-00).  
 GUERRE ET PAIX (Sov. v.o.) :  
 Buermann. (p. 707-57-51).  
 HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Cluny-  
 Scores. (p. 103-52-20).  
 HOLLAND (A. v.o.) : Palais des  
 Glaces. (p. 107-57-33).  
 JANIS JOPLIN (A. v.o.) : Palais des  
 Glaces. (p. 107-57-32-98). Le Ciof. (p.  
 107-57-32-98).  
 JOUE DE PETIT (FR.) : Paramount-  
 Bouquet. (p. 742-58-00).  
 KILLER KISS (A. v.o.) : Studio-  
 Bertrand. (p. 723-58-58). h.s.p.  
 LE LAUREAT (A. v.o.) : Le Ciof. (p.  
 742-58-00).  
 LITTLE BIG MAN (A. v.o.) : Noc-  
 tambules. (p. 742-58-00).  
 MACAO COVBOY (A. v.o.) :  
 Action-Champo. (p. 103-51-60).  
 C.C.-Danton. (p. 103-51-60).  
 MACINTYRE (A. v.o.) : Biarritz. (p.  
 723-58-23).  
 MOGEE (A. v.o.) : Olympia. 14  
 Juillet-Paradise. (p. 754-10-68).  
 MY CAMBRONE (A. v.o.) : 14 Juil-  
 let-Paradise. (p. 754-10-68).  
 NORDIS MECHANIS (Ang. v.o.) :  
 Olympia. (p. 754-10-16).  
 ORANGE LOVER (A. v.o.) :  
 Paramount. (p. 770-58-40).  
 LE PAYSAN DE LA FLUVE (FR.) :  
 Buermann. (p. 531-44-11).  
 LE PAYSAN DE LA PARADISE (A.  
 v.o.) : Paramount. (p. 770-58-40).  
 PORTIER DE NUIT (IL-ALL. v.o.)  
 (p. 742-58-00).  
 P. O.C.-Marcelin. (p. 742-  
 58-54).  
 PRESSEION REPORTER (IL. v.o.) :  
 Paramount. (p. 329-58-00).  
 SATYLLION (IL. v.o.) : Studio Ber-  
 trand. (p. 723-58-58). h.s.p.  
 SHARPER (A. v.o.) : Holly-  
 wood-Boulevard. (p. 770-58-40).  
 THE HARDER THEY COME (A. v.o.) :  
 Studio-Bertrand. (p. 723-  
 58-78). Action-Republique. 111.  
 THE ROLLING STONES (A. v.o.) :  
 Binoche. (p. 222-57-23).  
 UN HOMME AU MOULE (A.  
 v.o.) : Action-Christine. 60 (325-  
 58-78).

**NORMANDIE - GAUMONT MADELEINE**  
**14 JUILLET PARNASSE - CONTRESCARPE**

Toute la France  
aime  
Isabelle Huppert  
dans

*La Dentellière*

un film de  
CLAUDE GORETTA




**GAUMONT COLISÉE - A.B.C. - OLYMPIC ENTREPOT**  
**HAUTEFENILLE - ATHÉNA - STUDIO RASPAIL**

PARIS-NORD Aulnay-sous-Bois

Ce film est d'une authenticité absolue !  
(ANDRÉ CASTELOTT)

**SWASTIKA**  
**LA CROIX GAMMÉE**

**ADOLF HITLER** **EVA BRAUN**



**HERMANN GÖRING - JOSEF GOEBBELS - HEINRICH HIMMLER**  
**RUDOLF HESS - MARTIN BORMANN - ALBERT SPEER - JOACHIM VON RIBBENTROP**

Réalisation: PHILIPPE MARSA et Travaux: CHRISTIAN LUCASSEN et GUYOT PÉTISSON

Scénario par PHILIPPE MARSA et LOUCE GLOUDET  
Régie: LOUCE GLOUDET

Musique originale des opéras de TOSCANINI  
et de LORING, sous direction

**Des aspects inattendus sur la carrière de Hitler**

\_\_\_\_\_



**“un véritable chef d'œuvre”**

HENRY CHÂPRIER  
LE QUOTIDIEN DE PARIS

# UNE JOURNÉE PARTICULIÈRE

\_\_\_\_\_



This document contains information  
 affecting the defense of the United States  
 and is to be kept secret.  
 All information furnished  
 hereunder is to be kept secret.  
 and is to be kept secret.  
 and is to be kept secret.

# cinémas

**GYMNASSE-MARCEL**

**FRANÇOISE FABIAN  
JACQUES WEBER**

**arrête  
ton cinéma**

**GERARD GURY**

**FRANCK SELLIERE**

**SIMONE COSSY  
SERRET ALBERT**

**CHRISTIAN BASTIEN**



صحة من الوجه

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,82

## ANNONCES CLASSEES

	Le m.m. est.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,38
IMMOBILIER	20,00	22,38
AUTOMOBILES	20,00	22,38
AGENDA	20,00	22,38

REPRODUCTION INTERDITE

### offrir premier emploi

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE et de COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**

recherche pour 1<sup>er</sup> emploi

**JEUNES INGENIEURS**

(diplômés O.M.) - Formation Supérieure (Grande Ecole - M.I.A.C.) ayant une solide formation de gestion et d'informatique. Les candidats seront intégrés dans un 1<sup>er</sup> temps à nos équipes de réalisation de projets. Selon leurs aptitudes, ils auront de nombreuses possibilités d'évolution.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions (discretions assurées) à :

**INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE**  
(I.P.C.) 16 rue Solliou  
92120 Montrouge

(siège social en cours de transfert à Orsay)

Dans le cadre des mesures en faveur de l'emploi des jeunes

**CIT ALCATEL**

recherche

**Jeunes Informaticiens**

formation DUT-MIAGE ou équivalent

pour participer à la réalisation de systèmes informatiques de gestion sur mini-ordinateurs (conception - analyse - programmation).

Postes sous contrat à durée déterminée d'un an.

Lieu de travail PARIS-15<sup>e</sup>

Adresser lettre de candidature et C.V. à :

**CIT ALCATEL**, 33, rue Emery, 75015 Paris  
Service Relations Humaines

Pour premier EMPLOI

**INTERSEP S.A.**  
10, r. des KENAUDS, Paris-17<sup>e</sup>

recherche

SECT. ADMINIST. et INFORM.

pour renforcer son équipe commerciale sur PARIS

**ATTACHÉS (ES)**

TECHNICO-COMMERCIAUX  
NIVEAU ou DIPLOME REQUIS  
B.A.C. ou B.P. ou C.A.P.  
commercial ou informatique  
SAL. FIXE + % + FRAIS.

**DACTYLO RECEPT.**

TEL. pour le contact ou écrire avec C.V. photo 22-51-14-31.

Pour premier emploi

**SOCIÉTÉ S.E.S.**  
Distribution exclusive du Système de Classement MAPPEL

recherche pour R.P.

**2 REPRÉSENTANTS EXCL.**

ayant le sens de l'organisation et des responsabilités.

LIBRE DE STE. BON SALAIRE Situation d'avenir

Envoyer C.V. détaillé et photo à : S.E.S. E. r. Mayran, PARIS-14

### offrir premier emploi

**Le Monde** met à la disposition de ses lecteurs cette nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées :

### « OFFRES PREMIER EMPLOI »

Cette rubrique regroupe les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un emploi.

### emploi régionaux

Pour promouvoir nos réactifs auprès des hôpitaux et des laboratoires d'analyses médicales.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS BIOMÉDICAUX**

recherche

**DÉLÉGUÉS SCIENTIFIQUES**

de formation biologie (maîtrise, I.O.T., B.T.S., etc.)

1) Région Rhône-Alpes, résidence LYON (convocation à LYON le 12 SEPTEMBRE).

2) Région OUEST, résidence RENNES.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 41.026 HAVAS-CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Importante Usine moderne Sud Bas-Rhin recherche

**JEUNE CHEF DE DÉPARTEMENT**

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation d'ingénieur (E.N.S.I., E.T.P. ou simili) ou supérieure commerciale (E.S.C. ou simili), 3 à 5 ans d'expérience de vente ou d'organisation TECHNICO-COMMERCIALE.

MISSION : Responsabilité globale (ventes, développement, gestion) d'une ligne de produits techniques intéressant la signalisation routière, étude de marché, planification, animation et contrôle d'une équipe du technico-commercial, contacts de vente à niveau élevé. (Administration, grandes entreprises).

Déplacements 30 % du temps (pays de la C.E.E.).

Allemand courant indispensable. Poste d'avenir stable. Logem. facilité, rég. touristique Sud Bas-Rhin.

Adresser C.V. détaillé à :

**S.E.L.E.T.E.C.**  
Consult en recrutement  
67009 STRASBOURG CEDEX, sous la référence : 714.

**SOCIÉTÉ MARSEILLAISE rech. CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE** libre imméd. pr son I.B.M. 3/15. Il devra connaître le D.S.M. 3/15, le C.A.P. II, le C.C.P. et les applications de gestion classique (paie, comptabilité, etc.). Ecr. avec C.V. à : Société Française de Surveillance, 30, rue Ed.-Belandier, 13006 MARSEILLE.

**ECOLE D'INGÉNIEURS** (électro-technique, automatique, électronique, informatique) cherche pour Beauvais et Rouen

**PROFESSEURS PERMANENTS** scientifiques ou polyvalents

— Connaissances fondamentales ;  
— Techniques de l'ingénieur et de la vie dans l'entreprise.

Ecr. n° 7-7370 M. Régis-Pr. 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>.

**CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE HAUTE-NORMANDIE** cherche

**CHEF DE SERVICE FORMATION CONTINUE**

Pour :  
• Assistance à Chambres locales par information, conseil, aide à la coopération ;  
• Gestion de fonds d'assurance formation ;  
• Animation d'opération M.P.I.

Formation et expér. gestion. Connaissance formal. continue. Ecr. avec C.V. au Secrétaire général C.R.C.I. Haute-Normandie, B.P. 641, 76007 Rouen-Cedex.

**COLLEGE CEVENOL** cherche pour septembre 1977 CADRES internes de garçons. Formation universitaire souhaitée.

D.O.E./G.E.P. 54 rech. économ. sup. prof. 35 ans. pour études d'urbanisme. Env. C.V. à G.E.P. 54, place des Ducs-de-Borj, B.P. 125, NANCY.

### offres d'emploi

**DEXA**

recrutement

**RESPONSABLE ETUDES INDUSTRIELLES**

Une société d'étude et de réalisation d'ensembles mécaniques recherche, pour lui confier la direction des études, un ingénieur A. et M. ou équivalent, 35 ans minimum, ayant une expérience concrète de la gestion d'un bureau d'études et de la fabrication en petite ou moyenne entreprise.

Le poste, directement rattaché à la direction générale, ne peut convenir qu'à un candidat ayant de solides connaissances techniques en mécanique et en hydraulique et une très bonne pratique de l'anglais.

Des aptitudes réelles à l'animation et à la gestion d'un service sont indispensables à la réussite dans la fonction. Pour une candidature de valeur, une évolution rapide de carrière est envisagée.

Lieu de travail : proche banlieue Paris.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. sous référence 112. Le département recrutement de DEXA, chargé de cette recherche, garantit le secret. Tout renseignement n'est communiqué qu'avec l'accord formel du candidat.

**CONSEILS ET SERVICES POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA GESTION DES ENTREPRISES**

DEXA S.A. - Société anonyme au capital de 50 000 F. - Siège social : 57, rue de Richelieu, 75002 PARIS. Tél. : 236-55-04.

### offres d'emploi

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE et de COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES INFORMATIQUES**

recherche

**INGENIEURS INFORMATIQUES**

Expérience minimum souhaitée 5 ans.

Ils devront assurer la conception de systèmes de gestion à base de mini-ordinateurs et animer une équipe de réalisation. Connaissance des systèmes D.E.C. 300 et D.E.C. 500 particulièrement appréciée.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions (discretions assurées) à :

**INSTITUT DE PROGRAMMATIQUE**  
(I.P.C.) 16 rue Solliou  
92120 Montrouge

(siège social en cours de transfert à Orsay)

### offres d'emploi

**Publicis Conseil**

recherche

**Chefs de publicité JUNIORS**

• Formation Grandes Ecoles de Commerce ou Université. Stage en agence apprécié.

• Postes exigeant personnalité, goût certain de l'initiative et du contact.

Développement progressif des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé et photo à : PAUL HUBERT, PUBLICIS CONSEIL, 35, rue du Pont, 92200 Neuilly-sur-Seine.

### offres d'emploi

Société française représentant

**UN GROUPE MULTINATIONAL**

recherche

pour son siège social, situé à PARIS-NORD

**UN CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE**

Ce cadre sera responsable de l'établissement des bilans, comptes d'exploitation, de la paie de la trésorerie, de la comptabilité clients et fournisseurs, de l'établissement des situations mensuelles et des déclarations fiscales.

Le candidat devra être titulaire d'un B.P. ou DECS ou BTS ou équivalent et devra justifier d'une solide expérience.

Connaissance de l'anglais souhaitable.

Envoyer C.V. + photo à n° 7 077.573 M. 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>)

### offres d'emploi

**IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE BIOLOGIQUE**

Région Parisienne, recrute

**UN RESPONSABLE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS**

Le Candidat doit :

- avoir 35 ans et plus ;
- être diplômé ESAM ou équivalent ;
- avoir exercé pendant plus de 5 ans des responsabilités d'entretien d'équipements aux technologies avancées.

Il aura la charge de :

- l'entretien général du Centre ;
- la maintenance des équipements scientifiques ;
- la mise au point d'appareillages nouveaux.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à DARDANE - B.P. 240 - 75204 PARIS Cedex 13, sous la référence numéro 583.

### offres d'emploi

**UN RESPONSABLE SERVICES D'APPROVISIONNEMENT**

Le Candidat doit :

- avoir 25 ans et plus ;
- être ingénieur spécialisé en physique et électronique, type SUPÉLEC ou équivalent ;
- avoir 2 à 3 ans d'expérience de poste technico-commercial dans les équipements scientifiques ;
- avoir les qualités et, si possible, l'expérience d'un organisateur ;
- être d'un excellent contact et avoir le sens de la négociation.

### offres d'emploi

**JEUNE HOTESSE BILINGUE ANGLAIS**

pr RECEPTION et STANDARD. Intelligente, capable initiatives et-à-à clients base aérienne. Education et présent de premier ordre exigées. Libre immédiat. Tél. pour renseignements : 78-22-16.

**INSTRUMENTS S.A.**

DIVISION ADAMEL-LHOMARGY 15, av. Jean-Jaurès, 94-IVRY, recherche :

**1 Dessinateur MAQUETTISTE NIVEAU ETUDES II**

Pour dessins et implantations de circuits imprimés. Lieu de travail : IVRY. Adresser C.V.

### offres d'emploi

Ecole Secondaire Filles catholique, recherche

**SURVEILLANTE D'INTERNAT**

Réa. autorité exigée. Bac de préf. 1<sup>er</sup> 30 ans. 7720 JOUILLY par Dormant-Encoeur. Tél. : 42-22-13.

**INSTRUMENTS S.A.**

DIVISION ADAMEL-LHOMARGY 15, av. Jean-Jaurès, 94-IVRY, recherche :

**1 Dessinateur MAQUETTISTE NIVEAU ETUDES II**

Pour dessins et implantations de circuits imprimés. Lieu de travail : IVRY. Adresser C.V.

### offres d'emploi

**CISI** COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

**Ingénieurs commerciaux**

Niveau enseignement supérieur. Bonne expérience de la vente de services informatiques.

Chargés de la prospection, négociation, gestion administrative et de la coordination des réalisations. Disponibles rapidement.

Adresser C.V. et prétentions à CISI, 35, bd Brune, 75680 PARIS - Cedex 14

### offres d'emploi

**STÉ COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES**

Baillière OUEST, recherche

**AGENT TECHNIQUE DUT ou BTS**

Libéré des obligations militaires. Pour travail en petite équipe sur nouveaux produits. Connaissance des hyperfréquences souhaitée.

Ecrire avec C.V., n° 24.133, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>), qui transmet

### offres d'emploi

**LOGISTA**

recherche

**jeunes ingénieurs**

spécialisation indifférente

ayant la capacité et le goût de s'intégrer à une équipe d'informaticiens pour assurer la mise en place, la maintenance et l'exploitation d'un système très évolutif.

Les postes proposés nécessitent une faculté de comprendre et de résoudre, après une période de formation de plusieurs mois, des problèmes complexes au niveau du hardware et du logiciel, un sens aigu des besoins d'utilisateurs non spécialisés, une complète liberté de déplacements en France pendant environ deux ans.

**ingénieurs informaticiens**

Ref. 02

ayant de deux à cinq ans d'expérience pour assurer chez des clients de la Région Parisienne des tâches de conception et de réalisation sur des matériels et des applications de types variés.

Les salaires de départ sont attractifs et les perspectives de développement de carrière sont excellentes.

L'entrée en fonction peut avoir lieu à n'importe quelle date avant le 1<sup>er</sup> mars 1978.

Une discrétion totale est assurée à tous les candidats.

Il sera répondu à toutes les lettres qui comporteront une demande manuscrite d'emploi, un curriculum vitae très détaillé, une photo et qui seront parvenues avant le 30 septembre. Préciser la référence du poste.

**LOGISTA**, 50, rue Arago, 92800 PUTEAUX.

### offres d'emploi

**DOCUMENTALISTE**

Diplôme professionnel sup. 5 ans d'exp. en documentation. Bonne connaissance de l'anglais, 2<sup>e</sup> langue souhaitée.

SX8 - Avantages sociaux

Ecrire avec C.V. détaillé sous le n° 24.866 à CONTESSÉ Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

Société Conseil Management offre sept situations sur :

**PARIS, RÉGION PARISIENNE** à des hommes possédant une expérience professionnelle, aptes à communiquer avec une idée, ayant le goût des contacts humains.

Ils recevront une formation complète de :

**DÉLÉGUÉ CONSEIL**

auprès dirigeants de P.M.E.

Ces hommes ambitieux et autonomes évolueront dans des salaires évolutifs élevés.

Si vous êtes libres rapidement, disposez du téléphone et d'une voiture personnelle, prenez rendez-vous avec M. MORIN au 86-11-24, 105 DREUX, 17, bd de Clichy, 94100 SAINT-MAUR.

Société de distribution

**ARTICLES DE LUXE**

recherche

pour son département « Vente par correspondance »

**UN RESPONSABLE**

Minimum 35 ans, ayant plusieurs années d'exp. et la gestion administrative. Libre de suite.

Ecrire avec C.V. n° 24.751, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

**GLESID GROUPE CREUSOT-LOIRE**

recherche pour département PROJETS - ESTIMATIONS

**JEUNE INGÉNIEUR MINES, CENTRALE ou SIMIL.**

Poste à pourvoir à Paris.

Ecr. avec C.V. man. et prêtent. Département du personnel GLESIID - WEAM DAMIRON, 10, place des États-Unis, 75116 PARIS.

Président de Société recherche pour Paris

**CHAUFFEUR DIESEL**

Sérieuses références exigées. Ecrire sous le n° 10.415 à B. LEDEL, 94000 Vincennes.

### offres d'emploi

**Important Groupe bancaire**

recherche pour

**REGION PARISIENNE**

**INSPECTEUR COMMERCIAL**

Le CANDIDAT DEVRA :

- Avoir le goût de la prospection ;
- Disposer de bonnes facilités d'adaptation ;
- Avoir du dynamisme et de la ténacité.

Le POSTE PEUT CONVENIR :

- soit à une personne possédant une grande expérience professionnelle dans le domaine du financement des biens d'équipement ;
- soit à un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce.

Promotion assurée pour candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à N° 24.115 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

### offres d'emploi

**Important Groupe Pharmaceutique**

recherche

pour la Direction Administrative de sa branche CHIMIE

**JEUNE CADRE**

28 ans environ ou 5 à 10 ans d'expérience

Sont la mission sera d'assister des titulaires dans la mise en place de procédures comptables et budgétaires et d'assurer le suivi des réalisations.

Ce poste convient à diplômé SUP. de CO, ESSECO ou D.E.C.S., ayant expérience comptabilité générale et analytique et ayant exercé 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit.

- Notions d'anglais nécessaires ;
- Déplacements France et étranger fréquents au cours de la première année.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à M. Adam - SEMPA - CHIMIE

### offres d'emploi

**LA GARENNE-COLOMBES**

Laboratoire pharmaceutique rech.

**PRÉPARATEUR**

Libre immédiatement, bon salaire.

24-12-17 - 78-10-06

Recherchons : AGENTS

**TECHNICO-COMMERCIAUX**

grande expérience en installation et commission, portefeuille de clientèle à gérer.

Ecrire avec C.V. référence 758, 25, rue Trébut, 75010 Levallois, qui transmettra.

**SEGALOT MEUBLES PARIS**

recherche

Chef de Vente homme ou femme très expérimenté (e).

Salaires importants

si capable et dynamique.

se présent. : Claude SEGALOT, 32, avenue du Général-Lectier, PARIS (14<sup>e</sup>).

**COLLABORATEUR** en standing pour contacts haut niveau. Poss. quin. immort. 236-12-30 17.

### offres d'emploi

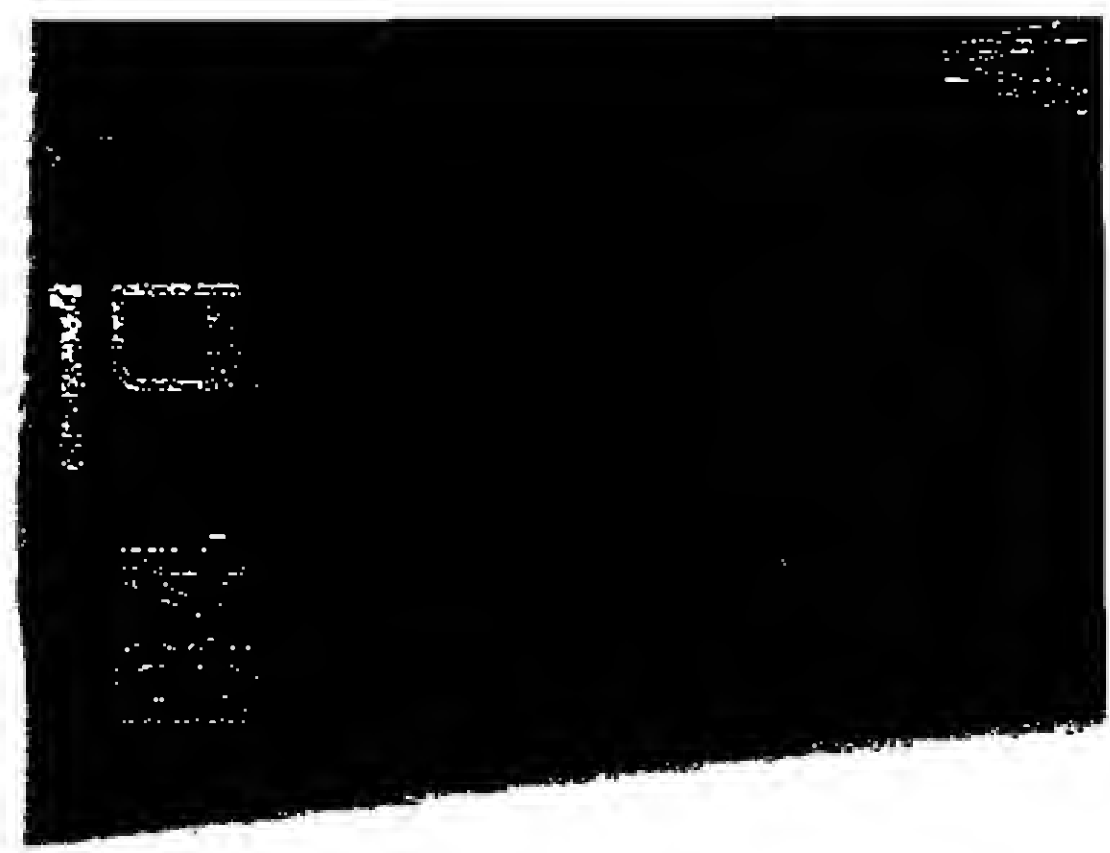
**DEUTSCHER JOURNALIST**

Wird von Internationaler Presseagentur in Paris für deutschsprachigen Dienst gesucht.

**VORANSETZUNG :**

Perfekte Kenntnisse der französischen Sprache. Englisch oder spanisch Kenntnisse erwünscht.

Zuschriften unter an 35881 HAVAS CONTACT 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



ANNOI

L'immo







## D'UNE RÉGION À L'AUTRE

### Des provinces se défendent contre le « tourisme-colonisation »

« Le Périgord n'est pas à vendre » : des agences immobilières périgourdines sont l'objet d'attaques. « Kasumak (attention) ! Touristes, les Basques sont sur le sentier de la guerre » : le groupe clandestin Iparretarrak revendique un attentat commis, le 3 août, contre le syndicat d'initiative de Bayonne. Quant au parti socialiste basque (ERAS), il vient de demander aux chanteurs et aux danseurs basques de boycotter « définitivement » les spectacles folkloriques organisés par les syndicats d'initiative et par les comités de tourisme.

La liste est longue de ces cris qui marquent,

en France, les progrès du « tourisme-colonisation », selon les uns, du « tourisme-colonisation », selon les autres. Mais les accès de fièvre des régions déjà investies par les vacanciers ne sont qu'un des aspects du phénomène de rejet à l'égard des concentrations touristiques.

De plus en plus, les autochtones et leurs élus refusent les projets des promoteurs. Dans l'article qu'on lira ci-dessous, Jean Rambaud raconte l'histoire de Curbans, petit village des Alpes-de-Haute-Provence, qui préfère élever des moutons plutôt que des touristes.

### Curbans (Alpes-de-Haute-Provence) ne veut pas battre pavillon hollandais

Xénophobie ? C'est vite dit. Cet agriculteur de Curbans (Alpes-de-Haute-Provence) se réjouissait parce que l'un de ses « camépeurs hollandais » venait de s'inscrire au prochain concours de boules. Il distinguait, son hostilité résolue allait aux promoteurs néerlandais pour cause de main basse sur le pays. Cette réaction est devenue commune dans les Alpes du Sud, où la « dernière neige inexploitable d'Europe » attire un peu trop d'initiatives au gré des habitants.

A l'occasion des dernières élections municipales, Curbans a sorti les sortants favorables à un vaste projet d'équipement touristique sur 200 hectares, déjà achetés par un groupe des Pays-Bas, au col de Baux. Un refus de plus, dicté par une sorte d'instinct paysan, quand l'économie locale plétine et qu'une vocation nouvelle pourrait la ranimer ?

La société hollandaise (1) multiplie les bons arguments : le niveau du Col, abandonné depuis quarante ans, sera sauvé de la ruine et réhabilité. Il y aura création d'emplois, retombées sur le commerce local, ressources nouvelles pour la commune. Le nouveau village, cohérent, interdira la prolifération anarchique des résidences secondaires. De plus, à l'inverse d'équipements fermés dix mois par an, l'ensemble vivra (partiellement) même durant les saisons creuses.

La réponse des nouveaux élus s'ouvre sur ce préambule : « Notre position n'est inspirée ni par un régionalisme folklorique, ni par un romantisme écologiste, ni par une xénophobie déplacée. » A Curbans, on n'a pas choisi de bon-  
dard ; il se trouve seulement qu'on veut réaliser un programme pour « notre au pays », et qu'il faut pour cela rester maître de ses décisions, de son destin.

La commune ne compte que 156 inscrits sur les listes électorales. Très vite, les voix « indigènes » seraient étouffées par celles des résidents secondaires — les ventes seraient ouvertes à des Français et par celles du personnel travaillant pour le groupe hollandais. Curbans serait dépossédé de sa mairie et de la maîtrise de son budget. « C'est le schéma des déformations classiques de la conquête », dit le nouveau maire. « C'est la définition même du mot colonisation ».

En somme, il s'agit de quantité de dosage ? « Exact », répond le maire. Dans ce cas, donc, si au lieu des quelque trois mille « étrangers » annoncés, l'invasion était raménée à des proportions viables, l'hostilité de la municipalité prendrait sans doute fin ? « Pour problème, rétorque le maire, la négociation n'est pas terminée. L'administration du projet, qui nécessite des investissements considérables — le vend intéressant pour les promo-

## EQUIPEMENT

### ENVIRONNEMENT

### A Paris, le parc et les ateliers de la Cité verte seront classés

La Cité verte, qui groupe une vingtaine d'ateliers d'artistes, rue Léon-Maurice-Nordmann, à Paris (13<sup>e</sup>), va être protégée de la démolition par une instance de classement du site. La nouvelle a été annoncée par M. Giscard d'Estaing dans une lettre adressée à M. Buisson, président du comité de défense (nos dernières éditions du 1<sup>er</sup> septembre). « Vous connaissez mon attachement à la protection de cet espace vert dans les villes, ainsi que mon souci d'offrir aux artistes des ateliers propices à la création artistique ou artisanale », écrit le président de la République. C'est pourquoi je viens de demander au ministre de la culture et de l'environnement d'ou-

vrir une instance de classement de la Cité verte. M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a donc ouvert, mercredi 31 août une instance de classement — qui bloque toute modification des lieux pendant un an, délai accordé à l'administration pour décider un classement définitif — après s'être entretenu avec les représentants de la Ville de Paris.

Un permis de construire concernant plusieurs immeubles d'habitation qui auraient remplacé les ateliers d'artistes, a été refusé. « C'est en cours d'instruction à la préfecture de Paris. L'instance de classement porte sur une surface de 3 hectares et demi et comprend aussi un grand parc déjà protégé comme espace vert par le plan d'occupation des sols de Paris. Le parc et les ateliers appartiennent à une congrégation religieuse, les Frères de Jésus ».

C'est la deuxième fois que le président de la République intervient personnellement pour faire protéger des ensembles d'ateliers d'artistes dans la capitale. En juin 1976, il avait pris position en faveur de la Cité fleurie, boulevard Arago, ce qui avait, à l'époque, fait grincer les dents des conseillers de Paris. Depuis, la Cité fleurie est devenue un site classé, après l'annulation par le Conseil d'Etat, en juillet 1974, du permis de construire obtenu par un promoteur. Celui-ci est d'ailleurs en procès avec l'Etat, car il estime avoir été lésé dans cette affaire.

Cette nouvelle intervention du président de la République incite-t-elle — au risque de lui déplaire — la mairie de Paris à mener, enfin, une véritable politique de protection globale et surtout de création de nouveaux ateliers d'artistes dans la capitale ?

### UNE LETTRE DU FILS DU SCULPTEUR ANDROUSOV

Le témoignage sur le sculpteur Vadim Androusov, cité dans l'article consacré à la Cité verte (le Monde du 31 juillet) nous a valu une lettre de son fils qui conteste la description qui était faite de l'atelier de son père par l'actuelle occupante.

M. Patrie Androusov écrit : « Mon père, fils de Nicolas Androusov, géologue, membre de l'Académie impériale des sciences, et petit-fils de l'archéologue Heinrich Schliemann, n'a jamais vécu dans une isba ni porté l'habit de moujik. Etant sculpteur, il portait des vêtements pouvant supporter la terre glaise, le plâtre, etc. J'ajoute qu'il n'avait aucune connaissance de l'art folklorique russe. (1) Il était naturaliste depuis 1936. »

### TRANSPORTS

Le France en Israël ? Au nom d'un groupe financier israélien-qualifié M. Samuel Flatto-Sharon, député à la Knesset, vient d'offrir 110 millions de francs pour l'achat du paquebot France. L'homme d'affaires, qui est actuellement poursuivi par la justice française pour escroquerie, aurait l'intention de transformer le France en hôtel flottant devant le port d'Elath, dans la mer Rouge.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### SYNDICATS

### LA C.G.T. : la manifestation des ouvrières non syndiquées de Furmon est une manœuvre patronale.

Après les démarches accomplies le mercredi 31 août aux ministères du travail et de la justice par les quatre-vingts ouvrières non syndiquées des établissements Furmon — sur un effectif total de cent quatre-vingt-douze salariées — la C.G.T. qualifie de « grossière manœuvre » cette manifestation organisée, selon elle, sous la pression du patron de l'entreprise et « avec la complicité active du SAC et d'officiers patronaux divers ». La C.G.T. précise toutefois « cette manifestation ne confond pas les responsables, les organisateurs et le but de cette opération avec les revendications légitimes qui sont des ouvrières comme nous ».

### SALAIRES

### M. BACHY (P.S.) SOUHAITE L'AFFICHAGE OBLIGATOIRE DANS LES ENTREPRISES

M. Jean-Paul Bachy, député national à l'emploi du P.S., a déclaré mercredi 31 août à propos du débat engagé sur la hiérarchie des salaires :

« On peut fixer toutes les fourchettes possibles et imaginables. Je ne suis pas encore sûr de ce que on se réfère dans les déclarations qui ont été faites ces derniers jours : les salaires ? Les revenus, après impôts ? »

Pour le P.S., l'affichage obligatoire des salaires dans les entreprises aurait un impact psychologique très considérable, qui pourrait entraîner des aménagements dans la hiérarchie salariale beaucoup plus importants que des décrets.

M. Bachy a, d'autre part, indiqué que le P.S. fera connaître, dans la seconde quinzaine de septembre, son « plan socialiste pour l'emploi », fondé sur une triple perspective : la définition que la municipalité refuse de trier d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire, un ensemble de mesures touchant à la réduction et à la redistribution du temps de travail, et la recon- naissance pour les travailleurs dans les entreprises, de nouveaux droits sur les choix faits en matière d'investissement et certains aspects de la gestion du personnel.

### 300 MILLIARDS DE TONNES DE PÉTROLE « RÉCUPÉRABLE »

Les ressources en pétrole récupérables sont de l'ordre de 300 milliards de tonnes et l'on inclut les réserves des mers profondes et des zones polaires. C'est le résultat d'une enquête faite en 1976 et 1977 par l'Institut français du pétrole et regroupant les prévisions de vingt-neuf experts ou bureaux d'études, représentant dix-huit compagnies pétrolières (dont les plus importantes), neuf sociétés de conseil et deux organismes publics.

Il faut préciser que ces prévisions qui peuvent paraître optimistes (3 milliards de tonnes de brut seront consommés dans le monde en 1977) supposent que le taux de récupération des gisements passera de 25 % actuellement à 40 % vers la fin du siècle et prennent en compte le « maximum technique » de ce que la nature et la technologie permettront de produire dans la limite d'un prix de revient de 20 dollars (1976) le baril à l'horizon 2000, si toutes les conditions favorables, notamment financières et politiques, étaient réunies.

L'importance de la zone Proche-Orient-Afrique du Nord ne se dément pas, avec 42 % des ressources exploitables, contre 25 % pour les pays socialistes (Chine comprise), 11 % pour le Canada et les Etats-Unis, 9 % pour l'Amérique latine, 8 % pour l'Asie du Sud et de l'Est, 4,5 % pour l'Afrique au sud du Sahara et 4,5 % pour l'Europe de l'Ouest. A noter également que près de la moitié de ce pétrole (45 %) se trouve sous la mer.

Écrit par la S.A.R.L. Le Monde, Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 51437.

### LA RENCONTRE C.G.T. - C.F.D.T.

### L'image de l'unité sereine

Après le hurvari de ces derniers jours, sur la brillante question du resserrement de l'entente des salaires, le communiqué commun publié par la C.G.T. et la C.F.D.T., à l'issue de leur rencontre, mercredi 31 août, contraste par sa conclusion. D'autant que MM. Séguin et Maire se sont gardés de commentaires, comme pour accentuer la force sereine qu'exprime, à leurs yeux, ce laconisme.

Ce rendez-vous, en effet, si on laisse entre parenthèses des contacts de routine, était le premier entre les deux grandes centrales depuis la grève générale du 24 mai, et ce, précisément, pour lui donner une suite.

Préparer la relance de l'action revendicative dès le début de septembre implique évidemment des conséquences « sur le terrain ». La logistique syndicale a donc pris le pas sur le politique déclenché autour d'un thème particulièrement explosif et de nature à durcir les organisations.

Interrogé sur cette question de la hiérarchie des salaires, M. Séguin a assuré qu'il n'y avait pas de désaccord sur ce point avec la C.F.D.T. devant M. Maire, qui, moins catégorique, montrait cependant le même souci d'écarter cette pomme de discorde dans l'immédiat. Faisant taire leurs divergences d'appréciation en cette matière comme sur le programme commun de la gauche, les deux leaders se sont retrouvés à la fin d'une attitude unitaire est leur force principale dans la lutte qui va reprendre. Aussi ont-ils souligné leur entente dans presque tous les paragraphes de leur bref communiqué.

L'heure est en effet à l'action. Dans un premier temps, la C.G.T. et la C.F.D.T. vont s'efforcer de « promouvoir dans les entreprises, les branches professionnelles et les régions ».

La grève d'une heure, le 6 septembre, décidée par les électriciens cégétistes et cégétistes est citée en exemple, même si on peut la considérer comme symbolique. Lorsque le mécontentement se sera extériorisé, l'action sera coordonnée, notamment dans le secteur public et nationalisé. La suite du « 24 mai » pourrait alors être une nouvelle grève générale dont la durée et les modalités seraient commandées par la combativité manifestée par les salariés et qui tiendrait compte, bien sûr — sans que cela soit dit — du climat politique.

Pour MM. Maire et Séguin, l'intransigence du gouvernement et du patronat reste totale, et les négociations prévues ne sont ni « réelles », ni « sérieuses ». Le texte publié à l'issue de la réunion dédaigne même toute allusion aux mesures économiques et sociales annoncées quelques heures plus tôt par M. Barre (et que les deux centrales ont jugées totalement insuffisantes dans d'utiles communications respectives).

Cette sobriété de propos a également une autre raison : les deux leaders se réservent pour leurs discours de rentrée, le 7 septembre à Strasbourg pour M. Maire et le lendemain à Paris pour M. Séguin (Force ouvrière tiendra de son côté un meeting le 9 septembre dans la capitale).

Les dirigeants cégétistes et cégétistes se retrouveront à la fin septembre pour continuer leurs plates-formes revendicatives qu'ils ont publiées en juin. Apparemment très optimistes, ils ont néanmoins confirmé qu'il ne s'agit nullement d'aboutir à un « programme commun syndical », mais de préparer la négociation sociale qui aurait lieu au lendemain d'une victoire de la gauche en mars prochain.

JOANINE ROY.

### ÉNERGIE

### POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION

### Deux millions de logements devront être équipés d'un compteur d'eau chaude individuel

Les propriétaires d'immeubles collectifs, publics ou privés, devront obligatoirement équiper les appartements de compteurs individuels d'eau chaude. L'Agence pour les économies d'énergie vient de rappeler que cette obligation, prévue par le décret du 15 juin 1975, entrera en application le 15 septembre. Selon l'Agence, deux millions de logements, où le distributeur d'eau chaude est collectif, relient de cette mesure ; un million d'appartements étaient déjà munis de ces compteurs.

Le coût de l'opération, à la charge des propriétaires, serait d'environ 450 francs par appartement (400 francs d'appareil et 50 francs de main d'œuvre). Le prix soit variable en fonction de la nature de l'installation et de la vétusté de la chaufferie. Les propriétaires — bailleurs — pourront déduire ces frais de leur revenu foncier, de leur revenu imposable (dans le cas d'immeubles en copropriété).

La Confédération nationale du logement (qui regroupe un grand nombre d'associations de locataires) n'est pas opposée, dans le principe, à cette mesure ; à condition que les associations soient associées à la conception de l'installation et au contrôle de son fonctionnement.

La température moyenne des locaux recevant du public est tombée de 20,3 degrés pendant l'hiver 1974-1975 à 19,5 degrés pendant l'hiver 1976-1977, selon les enquêtes effectuées par le service des instruments de mesure, à la demande de l'Agence pour les économies d'énergie. Le pourcentage des lieux publics dont la température moyenne excède 22 degrés est revenu dans le même temps de 18 % à 13 %.

Au cours de l'année écoulée, l'Agence a fait réaliser un grand nombre de contrôles de température qui ont donné lieu à l'envoi d'un milliers d'avertissements, suivis de quelque 60 procès-verbaux.

M. Paul Léca vient d'être nommé directeur, chargé de mission auprès du président de la Société nationale Ely-Aquitaine. Agé de quarante ans, M. Léca, qui est ingénieur du corps des mines et ancien élève de l'École polytechnique, a participé aux missions confiées à M. Alain Chandon nouveau président de la S.N.E.A. — en 1974 sur la coopération de la France avec les pays du Proche-Orient, et en 1976 sur l'approvisionnement en produits pétroliers de la France.

### LA CONSTRUCTION DE CENTRALES THERMIQUES AU FUEL EST SOUMISE À AUTORISATION

La construction ou la conversion des centrales thermiques devant consommer des produits pétroliers ne sera autorisée que lorsque des contraintes techniques et économiques en de protection de l'environnement ne permettront pas l'utilisation d'autres combustibles. C'est ce qu'a décidé le conseil des ministres le 31 août en adoptant un décret qui institue un régime d'autorisation pour les centrales jusqu'au 31 décembre 1980. La France applique ainsi une directive des Communautés européennes du 16 avril 1975.

Alors que la construction des centrales nucléaires a pris près de deux ans de retard, l'électricité de France devra donc avoir recours désormais — pour des ajustements de programme — aux centrales utilisant du charbon ou aux turbines à gaz. Or, alors, il lui faudra demander l'autorisation de construire une centrale thermique au fuel, ce qu'elle obtiendra sans doute.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES DÉCLARATIONS AUX MESURES

est la dernière



LE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SYNDICATS

LA RENCONTRE C.G.T.-C.F.D.T.

L'image de l'unité seraine

Les dirigeants du C.N.P.F. ont... L'assemblée permanente des... Dans les milieux patronaux...

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les réactions aux mesures de relance du gouvernement

Dans les milieux patronaux.

Les dirigeants du C.N.P.F. ont... L'assemblée permanente des... Dans les milieux patronaux...

Dans les milieux politiques.

M. JEAN COLPIN, membre du secrétariat du parti communiste... M. BERNARD STASI, vice-président du C.G.E., ancien ministre... M. DOMINIQUE BUBSE-REAU, secrétaire du bureau politique du parti républicain...

Dans la presse française...

LE FIGARO : fallait-il faire davantage ?... LE MATIN : deux erreurs... LA LETTRE DE LA NATION (R.P.R.) : ne pas se cacher derrière son pouce...

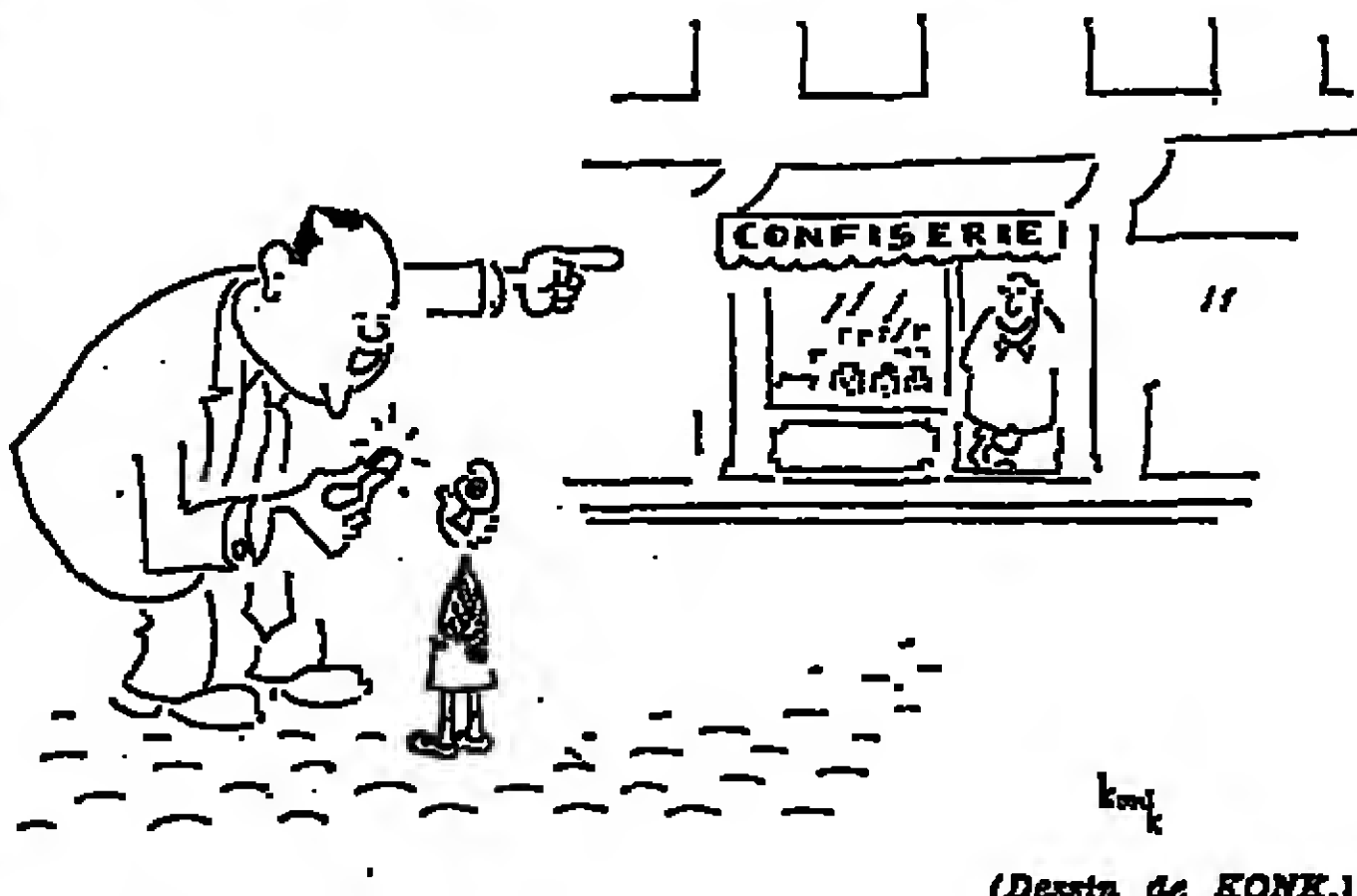
Dans les milieux syndicaux.

Dans les milieux syndicaux, les réactions sont pour le moins réservées... L'assemblée permanente des...

EMPLOI

Les offres vont être affichées dans plus de deux mille bureaux de poste

Contrôle accru des demandeurs après trois mois de chômage... Service amélioré mais sévère... Les offres d'emploi seront affichées dans un certain nombre de bureaux de poste...



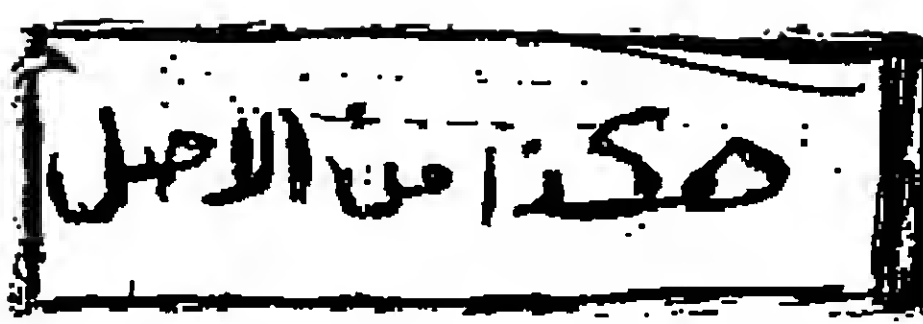
(Dessin de KONK.)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE... MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES... Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.)... AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL... Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la réalisation d'un complexe plâtrier « clés en main » dans la commune de M'DAOUROUCH (WILAYA DE GUELMA).

...et étrangère. THE FINANCIAL TIMES (Londres, milieu d'affaires) : en attendant Bonn... « On peut se demander comment ces mesures stimuleront plus l'économie française que les quelques 10 milliards de francs supplémentaires que le gouvernement y a injectés depuis le début de cette année. Il y a deux réponses possibles : la première est que la modestie de cette relance prouve que les grandes lignes du plan anti-inflation restent respectées. L'autre est qu'on est foncé, à Paris, à espérer une certaine relance parallèle à Bonn. Le cabinet allemand s'est réuni de nouveau pour discuter de cette question et a laissé entendre qu'un plan — peut-être pas très différent du plan français — serait rendu public vers le milieu du mois. Politiquement, le gouvernement français est aussi en meilleure posture qu'il pouvait l'être il y a seulement quelques mois. L'alliance de l'opposition socialiste et communiste est en difficulté, à la fois sur la politique de défense et sur les nationalisations. Les querelles au sein de la majorité sont, pour l'instant, apaisées. Ce qui devait arriver, car, malgré le chômage, le gouvernement a encore de belles cartes à jouer pour les élections. »

C'est la rentrée à tous les étages : tabliers, sacs, cahiers multicolores, et toutes les nouveautés de la mode enfantine, ce sera une rentrée joyeuse et... réussie. AUX TROIS QUARTIERS. BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS. RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER





# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## BILLET

### Les taux d'intérêts aux États-Unis vont-ils se stabiliser ?

La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis va-t-elle se poursuivre, contrairement à la tendance à la baisse des taux en France ? Les experts américains estiment que les « régulateurs » du marché ont fixé leur objectif à 6 1/2 % pour le taux des fonds fédéraux, qui fait fonction de taux de base. Les autres taux d'intérêt sont effectivement ajustés à ce niveau pour le moment. En fait, les fonds fédéraux sont retombés à plusieurs reprises à 5 1/2 % ces derniers jours, et l'activité de la « Fed » (Réserve fédérale) semble s'être bornée à les ramener à 6 %.

La fragilité de la reprise économique — telle qu'elle ressort des résultats statistiques du mois de juillet — est la raison principale pour laquelle la Réserve fédérale s'abstiendrait, pour un temps, de toute action qui tendrait à renchérir le crédit. La hausse des taux d'intérêt, en attirant les capitaux étrangers, améliorerait la balance des paiements des États-Unis, mais en même temps elle aggraverait le déficit commercial. Mais cette considération ne joue guère actuellement, face aux impératifs de la politique économique intérieure. On s'attend donc à une période de stabilité des taux, peut-être même à une baisse.

Les placements récents sur le marché des obligations se sont faits à des prix qui ont favorisé les emprunteurs. Les valeurs de première qualité ont trouvé preneur ces derniers jours en n'offrant qu'un rendement de 8 1/2 % (Ashland Oil) et même 8 1/8 % (Mantech-Hanover), l'émission de 100 millions de dollars de bons à trente ans par Mantech-Hanover a trouvé preneur en vingt-quatre heures. L'émission par les municipalités de bons

dont les intérêts sont exonérés d'impôts aurait pu battre en août tous les records précédents. La grande nouveauté, sur ce marché, est l'attribution d'un label de qualité aux bons offerts par l'agence financière chargée de l'assainissement de la situation de la ville de New-York. Cette décision a permis l'émision de 200 millions de dollars de bons à quinze ans à un prix représentant un rendement de 7,5 % seulement. C'est le premier emprunt public pour le compte de la ville depuis la crise budgétaire de 1975. Son coût modéré a surpris. D'ici quelques semaines, la municipalité de New-York pourrait lancer directement son propre emprunt.

Toujours parmi les valeurs à revenu exonéré d'impôts, l'émission du port de Valdez (qui reçoit le pétrole d'Alaska) a pu se placer, sans prime, au taux modeste de 6 %. Cet emprunt de 300 millions de dollars est conjointement garanti par la Standard Oil (Ohio) et la British Petroleum.

D'après les analystes du département du commerce, responsable des indicateurs économiques, il faut interpréter avec prudence les signes d'un ralentissement possible de l'activité économique. Les commandes de biens d'équipement passées en juillet sont en diminution de 4,4 %, ce qui, normalement, devrait présager une mauvaise période pour la production industrielle, et, en conséquence, le niveau de l'emploi. Equipement militaires exclus, la diminution des commandes est la double (8,7 %). Toutefois, cette régression semble presque entièrement due à un seul secteur, celui des transports et, plus spécifiquement, la construction aéronautique.

JAY McCULLY.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisse	Fr. français
48 heures	5 5/8	6 3/8	3 1/4	4 1/4
3 mois	6 1/8	6 3/8	3 3/8	4 3/8
6 mois	6 1/8	6 3/8	3 3/8	4 3/8
9 mois	6 1/8	6 3/8	3 3/8	4 3/8
12 mois	6 1/8	6 3/8	3 3/8	4 3/8

(PUBLI-CITE)

## ÉMIRATS ARABES UNIS APPEL D'OFFRES

### PROJET DE DRAINAGE ET D'ASSAINISSEMENT VILLE D'AL-AIN MARCHÉ N° (m4)

1. — La Municipalité d'AL-AIN lance un Appel d'Offres international pour l'exécution du projet de drainage et d'assainissement d'AL-AIN, marché n° (m4).

L'ensemble du projet comprend les composantes suivantes :

- Fourniture et installation de tubes en plastique armé de fibre de verre d'un diamètre de 800 mm sur une longueur d'environ 10 km, ainsi que les regards nécessaires.
- Construction d'une station de relèvement pour l'assainissement et les autres travaux relatifs à cette station.
- Fourniture et installation d'une canalisation d'écoulement en tube d'acier d'un diamètre de 1200 mm sur une longueur d'environ 7 km y compris la fourniture de tous les accessoires tels que : clapets, branchements, etc.
- Fourniture et installation des canalisations de relèvement en acier d'un diamètre de 1200 mm et sur une longueur d'environ 13 km pour l'écoulement des eaux destinées à l'irrigation.
- L'exécution des travaux d'assainissement et le traitement des eaux pour une capacité journalière de drainage égale à 37 000 m<sup>3</sup>.

Ces travaux comprennent également :

- L'exécution des accès ;
- Les bassins d'oxygénation ;
- Les bassins de décantation ;
- Les filtres à sable ;
- Le traitement des boues ;
- Les aires d'épuration et de séchage des boues ;
- L'immeuble de l'Administration ;
- Les travaux généraux : nivellement et amélioration du terrain ainsi que tous autres travaux nécessaires à la bonne exécution de la station d'épuration.

2. — Les Soumissionnaires intéressés doivent remettre leurs références attestant d'une expérience antérieure dans ce genre de travaux. Ces références doivent mentionner en détail les projets qu'ils ont déjà exécutés ou qu'ils exécutent actuellement dans ce domaine, de façon que la valeur de ces projets ne soit pas inférieure à 40 millions D.H.S. (quarante).

3. — Les Soumissionnaires doivent demander la documentation par une lettre officielle ou par un télégramme adressé à la Commission des projets d'assainissement d'AL-AIN, B.P. 1003 - U.A.E. n° de tél. 2254 AL-AIN, ABU-DHABI. Les entreprises étrangères doivent communiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de leur associé ou agent local qui a le droit d'acheter la documentation.

4. — La documentation concernant le présent appel d'offres peut être retirée auprès du Bureau de la Commission des Adjudications générales, à la Municipalité d'AL-AIN pendant les heures d'ouverture, contre un paiement non remboursable de D.H.S. 10 000 (dix mille) seulement. Aucune documentation ne peut être envoyée par courrier. Date limite pour l'achat des documents : lundi 12 septembre 1977 à 12 heures.

5. — Sous peine d'être écarté, le soumissionnaire doit verser, en même temps que l'offre, un dépôt de garantie bancaire égal à 5 % du montant de l'offre et valable pour une durée de 90 jours à compter de la date de clôture mentionnée au paragraphe n° 7.

6. — Les Soumissionnaires dont l'offre aura été retenue doivent augmenter la garantie bancaire jusqu'à 10 %.

7. — Les offres doivent être envoyées sous enveloppe cachetée à l'adresse suivante :

Directeur de la Commission des projets de drainage d'AL-AIN  
Bureau de la Municipalité et d'Agriculture, AL-AIN  
B.P. 1003, AL-AIN, Émirats Arabes Unis.

8. — Date limite pour l'admission des offres : mardi 13 novembre 1977, à 10 heures.

9. — La Commission a le droit d'accepter ou de refuser l'offre sans justifier les raisons de sa décision.

## MONNAIES ET CHANGES

### Le mark finlandais est dévalué de 3 % seulement

(De notre correspondant.)  
Helsinki. — Après la décision de la Suède de faire sortir la couronne du « serpent » européen et les dévaluations des couronnes danoise et norvégienne, le gouvernement finlandais, après trois jours de réflexion, a refusé de s'aligner sur la Suède. Il s'est contenté d'une dévaluation du mark de 3 % environ par rapport à un « panier » comprenant les principales monnaies occidentales et par rapport au rouble.

Parmi les raisons invoquées à l'encontre d'une dévaluation, le premier ministre, M. Kalevi Sorsa (social-démocrate) a rappelé que, d'une part, « l'amélioration en cours de la balance des paiements n'exigeait pas en elle-même une modification de la parité de la

monnaie finlandaise » (le déficit global de la balance des paiements de 1977 pour la Suède est inférieur de moitié à celui de 1976, soit environ 2 milliards de marks) et que, d'autre part, « la compétitivité de la Finlande à l'égard de la Suède était en train de se renforcer du fait des conventions salariales conclues et des réductions des charges sociales des employeurs accordées par le gouvernement dans le cadre du plan de réajustement ».

L'objectif primordial de la lutte contre l'inflation, posé dans le plan de réajustement présenté en juin par le gouvernement, reste donc prioritaire. On ne excluait une modification substantielle de la parité de la devise finlandaise, qui aurait entraîné une spirale

inflationniste des coûts et des prix. Le taux de 3 % auquel s'est finalement rallié le gouvernement s'explique par deux raisons essentielles. La première est de ne pas pénaliser par trop les secteurs industriels directement placés en concurrence avec la Suède, comme le bois et le papier, qui réclamaient au minimum un alignement sur la couronne suédoise, et qui n'ont finalement été que très partiellement suivis dans leur raisonnement. Une compensation a, en outre, été accordée à l'industrie par le gouvernement qui examinera les possibilités de l'exonérer partiellement ou totalement de la taxe sur l'électricité, ce qui représente environ 200 millions de marks par an, en même temps que le taux du loyer de l'argent pourra être ramené de 9,25 % à 8,25 %.

La seconde raison est d'ordre psychologique. « Le gouvernement a voulu montrer ainsi que sa décision était définitive, a déclaré le ministre des finances, M. Paul Ruuska, ne pas dévaluer le mark aurait été interprété comme un signe que le gouvernement n'est rien faire ».

Pour éviter que la dévaluation n'engendre des effets négatifs sur les prix et montrer que la réduction de l'inflation au-dessous du niveau des principaux partenaires de la Finlande (la hausse des prix était déjà de 8 % pour la période décembre 1976-janvier 1977) reste l'objectif principal, deux importantes mesures d'accompagnement ont été décidées : un renforcement du système de contrôle des prix et un abaissement drastique du soutien à l'agriculture limitée à 443 millions de marks au lieu des 567 millions que réclamaient les agriculteurs.

Si l'opération gouvernementale se place avant tout sous le signe du courage contre la facilité, elle peut aussi s'avérer payante au plan politique. Certes, les agriculteurs et l'industrie ont exprimé un vif mécontentement. Les premiers surtout, qui s'estiment lésés devant un diktat ne laissant aucune place à la négociation. Par contre, les syndicats ouvriers ont été partiellement convaincus par la volonté exprimée du gouvernement de réduire les hausses des prix induites à quelque 0,3 %. La décision de sagesse du gouvernement peut être à même de lui assurer le plein soutien nécessaire à la mise en œuvre du plan de redressement en profondeur de l'économie finlandaise.

GILLES GERMAIN.

## FAITS ET CHIFFRES

### Conflits sociaux

● Les travailleurs de l'imprimerie M.P.I. à Etampes (Seine-et-Marne) ont décidé, mercredi 31 août, leur entreprise, « victime du dépôt de bilan et d'un véritable pillage matériel », affirme la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.

### Emploi

● Opération « S.V.P. apprentissage ». — L'Assemblée permanente des chambres de métiers organisées du 5 au 7 septembre une campagne d'information téléphonique pour répondre aux questions des employeurs, des familles et des jeunes gens qui ont échoué leurs études, sur l'apprentissage. Le numéro de téléphone auquel ces renseignements peuvent être obtenus dans les départements est le 10 10 10.

tements sont ceux des chambres de métiers. Pour Paris, le Val-de-Marne les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis, le 72-55-27 et le 72-55-56. Pour les Yvelines, l'Essonne et le Val d'Oise, le 955-35-74 et le 955-35-35. Dans ces trois départements, une permanence est assurée jusqu'au 30 octobre.

● 42 % des employeurs se déclarent prêts à embaucher un ou plusieurs jeunes, avant la fin de l'année (42 % dont 9 % affirment vouloir recruter un ou plusieurs apprentis), tel est le résultat d'un sondage de la SOFRES réalisé à la demande de l'Association pour la démocratie. Parmi ces employeurs, 48 % déclarent qu'ils le feront parce que « de toute manière » ils doivent engager des personnes ; 26 % parce que les mesures gouvernementales leur paraissent « assez intéressantes ».

## Une lettre d'Eurofinance

Après la publication dans le Monde du 23 août d'un article consacré à « une étude d'Eurofinance sur la situation économique et financière de la France », nous avons reçu de M. Otto von Fieandt, sous-directeur du département économique d'Eurofinance, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

(...) Ce qui est essentiel et que nous avons chiffré, c'est la croissance de la consommation privée à 6,5-7 % et celle de la demande intérieure finale à 3,6 % cela dans l'hypothèse d'une certaine désorganisation de la production en 1978. Les graves dans une atmosphère de carnaval ou franchement revendicatives que nous n'avons pas d'ailleurs mises à l'actif de la C.G.T. ne sont que deux éventualités parmi les quatre évoquées dans l'étude : les deux autres étant : la baisse des investissements décidée par les patrons (baisse que l'on pourrait nommer « grève du patronat ») et une période de transition difficile dans les sociétés nationalisées. Nous avons simplement dit qu'il faudrait de la chance pour qu'aucun de ces événements ne se produise. Dans le meilleur des cas, la croissance de la demande finale pourrait donc atteindre 4,5 %, ce qui n'a rien d'arbitraire.

Nous savons bien que la croissance était de 1,6 % en 1976. Nous savons aussi qu'il n'y a pas eu de crise de prix en 1968 contrairement à ce qu'affirme B.D. ce qui explique l'évolution satisfaisante.

des bénéfices et la croissance qui a suivi la crise de mai 1968. Mais la situation actuelle n'a rien de comparable à celle de 1968. Il y a quelque neuf ans, la France profitait d'une conjoncture mondiale exceptionnelle. De plus, nous ne sommes pas les seuls à bénéficier de la hausse des prix induite à quelque 0,3 %. La décision de sagesse du gouvernement peut être à même de lui assurer le plein soutien nécessaire à la mise en œuvre du plan de redressement en profondeur de l'économie française. (...)

(PUBLI-CITE)

## RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ

### DIRECTION FINANCIÈRE SEC. CONTRATS

#### APPEL D'OFFRES N° 655

### POUR LA FOURNITURE, LE MONTAGE ET L'EXTENSION DE POSTES DE TRANSFORMATION 230/66 K.V.

#### APPEL D'OFFRES 655 (Extérieur)

Vu l'urgence, un appel d'offres est ouvert en vue de la fourniture, du montage et de l'extension de postes de transformation 230/66 K.V. conformément aux spécifications techniques et quantités stipulées au dossier de l'appel d'offres que la Direction Financière des Contrats devra faire parvenir au Secrétaire de l'Établissement, dans un délai expirant à la fin de l'heure officielle du 20 octobre 1977.

Les offres seront mises sous deux plis distincts contenant le premier l'offre technique et le second l'offre financière. Ces deux plis seront déposés dans une enveloppe cachetée portant le numéro de l'appel d'offres. L'offre ainsi constituée devra être remise au Secrétaire de l'Établissement, dans un délai expirant à la fin de l'heure officielle du 20 octobre 1977.

Le cautionnement provisoire est fixé à L.S. 2.000.000 (deux millions de livres syriennes) sous peine de rejet de toute offre qui ne respecterait pas la cautionnement voulu. Le cautionnement définitif à 10 % du montant de la soumission.

Les délais de livraison pour les postes sont les suivants :  
Poste Adra I : 15 mois ;  
Poste Adra II : 15 mois ;  
Poste Lattaquié : 18 mois ;  
Poste Masyaf : 15 mois ;  
Poste Masyaf Principal (Extension) : 33 mois ;  
Les délais de livraison pour les postes dont l'extension est projetée sont les suivants :  
Poste Adra I : 15 mois ;  
Poste Adra II : 15 mois ;  
Poste Lattaquié : 20 mois ;  
Poste Tartous : 30 mois ;  
Poste Alep I : 20 mois ;  
Poste Hama : 17 mois ;  
Poste Der-Azou : 17 mois ;

Pénalité du retard est fixée à 1 % (un pour mille) de la valeur du marché pour chaque jour de retard.

Toute offre qui ne serait pas présentée directement par le constructeur ou par le producteur serait rejetée, un document devrait être joint à l'offre attestant que l'offre est présentée par le constructeur ou par le producteur.

Un acompte de 15 % de la valeur du contrat pourrait être versé aux soumissionnaires qui se réclameraient contre garantie bancaire de leur soumission.

L'ouverture des plis aura lieu publiquement le 23 octobre 1977, à 10 heures, à l'É.P.E., quai Berrada, Damas.

L'É.P.E. a obtenu au titre de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement acte de financer le projet de la fourniture du montage et de l'extension de postes d'Adra-Lattaquié-Masyaf et l'extension du poste principal de Masyaf. Les sommes accordées au titre de ce prêt seront utilisées pour effectuer les paiements prévus au titre du marché pour lequel le présent appel d'offres est effectué. La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement effectuera ces paiements qu'elle aura approuvés conformément aux clauses et conditions de l'accord de prêt. Ces paiements seront soumis à tous égards aux dispositions et conditions de cet accord, le financement de l'extension des autres postes mentionnés dans cette annonce de la part de la Banque Internationale est considéré comme une question probable. Il est donc requis aux soumissionnaires de déterminer le mode de paiement pour la réalisation et il sera prévisible qu'il comprendra des arrangements à crédit, ce qui sera pris en considération lors de la comparaison des offres.

Damas, le 14 août 1977.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ÉLECTRICITÉ  
DIRECTEUR GÉNÉRAL  
ING. H. IDEISS.

## AGRICULTURE

### La chaptalisation du vin méridional

### LA FRANCE A DEMANDÉ À BRUXELLES L'AUTORISATION D'ENRICHIR LA VENDANGE AVEC DES MOÛTS

rappelle M. Mehaignerie

Manifestement M. Pierre Mehaignerie n'a pas l'intention de laisser s'envenimer un nouveau conflit avec les vignerons du Midi à propos de la chaptalisation. Le ministre de l'Agriculture a immédiatement réagi après l'annonce par des vignerons de l'Ande de leur intention de « sucrer » la vendange en fraude : « Le gouvernement français a décidé de demander à la Communauté l'octroi d'une aide à l'utilisation de moûts concentrés aux fins d'enrichissement de la vendange 1977 », a rappelé un communiqué du ministère diffusé le 31 août.

« L'enrichissement par saccharose des vins de table demeurant interdit », l'aide d'un montant de 5 F par degré sera accordée aux exploitants justifiant d'un rendement inférieur à 50 hectolitres à l'hectare pour la récolte 1977. « Cette mesure doit aider les vignerons des régions viticoles du Midi de la France à vendre leur récolte dans de bonnes conditions et à mettre en marché des vins correspondant à l'attente des consommateurs », poursuit le ministère, en précisant qu'elle « conserve un caractère exceptionnel ». Outre la politique de stockage des moûts, le ministre confirme encore « sa volonté d'élaborer l'implantation d'une unité expérimentale de production de sucre de raisin et le développement des unités de concentration ».

Le président de la Fédération des caves coopératives, M. Verdalle, a abordé dans le sens du ministre de l'Agriculture le sucre n'arrangera pas tout, a-t-il dit en s'adressant, le 31 août, à huit cents vignerons, « il faut mieux rester dans la légalité en enrichissant la récolte avec des moûts concentrés ».

### LES CHAMBRES D'AGRICULTURE DEMANDENT QUE LES DISPARITÉS RÉGIONALES DE REVENU SOIENT MISES EN ÉVIDENCE.

Le Comité permanent général (C.P.G.) de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.), réuni le 31 août sous la présidence de M. Louis Ferrin, a dressé un premier bilan d'ensemble sur la situation actuelle des récoltes et de l'agriculture globalement 1977. « offre apparemment de meilleures perspectives que les trois années précédentes ». L'étude détaillée par région et par secteur de production fait néanmoins apparaître des différences de situation telles que « pour de nombreuses exploitations l'année 1977 sera, dans certaines régions, une mauvaise année ».

Aussi, le C.P.G. a souhaité que, lors du rendez-vous d'automne avec les pouvoirs publics pour apprécier l'évolution du revenu agricole, « les disparités sectorielles et régionales puissent être mises en évidence ». L'A.P.C.A. a souligné qu'une amélioration du revenu des agriculteurs ne serait obtenue qu'en comptabilisant le reliquat des subventions sécheresse de 1976, soit 2,6 milliards de francs, versé en 1977. Autrement le revenu agricole « aurait diminué pour la quatrième année consécutive ».

● Don de blé du Canada au Portugal. — Le Canada fera un don en blé, d'une valeur de 15 millions de dollars, au Portugal, a annoncé le 31 août à Ottawa le ministre des affaires extérieures, M. Don Jamieson.

De plus, le gouvernement canadien a accepté d'ajouter le Portugal à la liste des pays bénéficiaires du système généralisé de préférences et de financer un projet de coopération technique dans le domaine des pêcheries. — (A.F.P.)

● La production mondiale de sucre brut en 1977-1978 atteindra 83 millions de tonnes contre 82 millions de tonnes l'année précédente. La consommation mondiale devrait, de son côté, avoisiner 85 millions de tonnes en 1977-1978, a indiqué le 31 août le département de l'Agriculture américain. Selon ces estimations, la production de sucre sera en pression à la hausse de cours du sucre, sensible depuis plusieurs mois malgré une stabilisation en juillet et août, se poursuivra. — (A.F.P.)

● Les producteurs de lait (F.N.P.L.) demandent au gouvernement français de prendre « toutes mesures financières nécessaires » pour empêcher une « nouvelle diminution du revenu » des éleveurs lors de la mise en vigueur le 16 septembre de la taxe de corresponsabilité sur la production et l'encouragement la consommation de produits laitiers.

COURSE DE



ET CHANGES  
devalue de 3% seulement

AGRICULTURE

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

31 AOUT

Rambée de hausse

La réduction du taux de l'escompte et l'abaissement des cotations de crédit ont permis aux banques de leur clientèle ont été bien accueillies mercredi à la Bourse de Paris. Amorcé la veille, le mouvement de hausse s'est amplifié durant la séance au fur et à mesure que la nouvelle se propageait. En clôture, les différents indices avaient monté d'environ 1,4 %.

Près de la moitié des valeurs inscrites à la cote de Paris ont progressé de façon appréciable (1 % et plus), l'activité des opérations se concentrant principalement sur le compartiment du bâtiment et des travaux publics favorisé par les mesures de soutien à ce secteur décidées en conseil des ministres. Tous les autres groupes ont également profité de la reprise marquée de manière indolore, la construction électrique et l'équipement comptant parmi les plus fermes.

Après le même attendu, la séance a été marquée par l'abaissement des cotations de crédit intervenu un peu plus tôt qu'on ne l'espérait généralement au Palais National. L'information a été perçue qu'en fin de matinée dans les milieux boursiers — beaucoup moins favorables à l'opération — le marché a été de ce fait donner la pleine mesure de sa satisfaction, ainsi qu'en témoignent les volumes d'échanges, plus importants que les jours précédents, quand même encore assez maigres.

Certains cependant ont vu les cotations de crédit fléchir quelque peu, ce qui a entraîné une réaction de hausse de la part de la clientèle de la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers sont intervenus, en particulier les premiers de deux jours à reprendre leurs achats.

Sur le marché de l'or, les cours ont un peu fléchi. Le lingot a coté à 23 650 F (contre 23 700 F) et le napoléon 0,90 F à 245 50 F (après 247 F). Les indices ont fait bon figure, la tendance restant dans la règle partout ailleurs.

LONDRES

Soutenu

Après son récent sursaut, le marché a éprouvé jeudi matin le besoin de soutenir un peu. La tendance est restée soutenue aux indices, avec un léger progrès de 0,3 point à 501,2. Permettant de pointer et des Fonds d'Etat. Stabilité des autres d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 146 00 contre 146

Table with 3 columns: Valeurs, Cotation, Cours. Rows include various financial instruments like British Petroleum, Shell, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LINCOLN. — Déjà déclinée de 50,2 % du capital de la société, la firme britannique General Electric les actions en circulation ont été rachetées par la firme pour 500 F. Cette offre est valable jusqu'au 27 septembre inclus.

U.F.M.A. — Afin de porter la participation dans le capital de cette société de 20,00 % à 100 %, la firme hollandaise Douwe Egberts offre de racheter les actions en circulation au prix unitaire de 50 F. Cette offre est valable jusqu'au 14 octobre inclus.

GRUPPO ROSSIGNOL. — Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour le premier trimestre de l'exercice 1977-1978 s'élève à 89,54 millions de francs (+ 39,4 %).

S.C.E.R.G. — Chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1977-1978 s'élève à 2 870 millions de francs (+ 10,2 %).

CREDIT FONCIER DE FRANCE. — Comptes indiqués dans le Monde du 5 septembre ont été publiés le 5 septembre un emprunt de 1,2 milliard de francs au taux de 12 %.

ESSILOR. — Chiffre d'affaires hors taxes consolidé du premier trimestre 1977-1978 s'élève à 13,12 milliards de francs (+ 13,12 %). La majeure partie de cette progression provient de l'exportation (+ 22 % à 147,3 millions de francs).

Taux de marché monétaire : 5,14 %

NEW-YORK

Légère reprise

L'état du marché s'est un peu amélioré mercredi, mais en fin de séance seulement et ce, après une nouvelle baisse. Les indices ont progressé de 0,3 point à 1 012,2. Permettant de pointer et des Fonds d'Etat. Stabilité des autres d'or.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various financial instruments like IBM, General Motors, etc.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indicateur, Valeur. Rows include various market indices like NYSE, Dow Jones, etc.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with 2 columns: Indicateur, Cours. Rows include various dollar exchange rates.

BOURSE DE PARIS - 31 AOUT - COMPTANT

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stocks and bonds.

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various international stocks and bonds.

MARCHÉ A TERME

Large table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various futures contracts.

COTE DES CHANGES

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various gold market data.



سكنا الاول

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

1. EUROPE
2. AFRIQUE
3. Cap-Vert, cruel archipel
4. ASIE
5. PROCHE-ORIENT
6. AMERIQUES
7. DIPLOMATIE
8. POLITIQUE
9. RELIGION
10. SOCIÉTÉ
11. MÉDECINE
12. ÉDUCATION
13. JUSTICE
14. LIBRES OPINIONS : « Au moment de cesser », par Pierre Apollon
15. LE MONDE DE L'ÉTÉ
16. Le feuilleton

### LE MONDE DES LIVRES

- PAGES 11 A 13
- LE FRUITIER, de Jacques-Philippe Flaud, L'Intermédiaire
  - Jacques Flaud chez les gamins de Zogrya
  - Histoire naturelle d'un mort illustre, de Surfon
  - La N.R.P. de Jean Paulhan à Georges Lantier

- 15 à 17. ARTS ET SPECTACLES
20. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
- 28 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (17)
- Annouces classées (18 et 19)
- Aujourd'hui (14) ; Carnet (14) ; Journal officiel (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Loterie nationale (14) ; Loto (14) ; Boule (23).

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> septembre 1977 a été tiré à 528 141 exemplaires.

### M. PONIAKOWSKI N'A PAS RENCONTRÉ M. MITTERRAND

M. Michel Poniatowski, qui avait invité, pendant le week-end, les responsables du parti républicain, dans sa propriété du Rouret, sur la Côte d'Azur, dément, dans une déclaration, que publie « Paris-Match », les rumeurs tendant à accablait l'été que de nouvelles alliances sont négociées et qu'il aurait eu une entrevue secrète avec M. François Mitterrand. « Ce n'est pas sérieux », déclare-t-il.

### BONNE TENUE DU FRANC

Le franc s'est bien tenu sur les marchés des changes au lendemain de la réduction du taux d'escompte de la Banque de France, qui, en théorie, aurait dû le faire quelque peu fléchir : le cours du deutsche-mark s'est maintenu aux environs de 2,130 F, tandis que celui du dollar restait fixé aux alentours de 4,90 F.

### SAN FRANCISCO EST OUVERT

1, rue Mirabeau, 75016 Paris  
MIR. 75-44 — PARKING

### Relais Louis XIII

8, rue des Grands-Augustins  
326-75-96 et 326-22-55  
EST OUVERT

### PRÉ-RENTÉE MATHÉMATIQUE PHYSIQUE

UNE MANIÈRE UNIQUE D'ASSURER À VOS ENFANTS UNE BONNE REVENUE EN CONDITION POUR LA RENTÉE :  
De 5 à 13 ans  
2 heures consécutives par jour  
travail de contrôle chez eux  
Groupes de 6 élèves au maximum  
CENTRE PRIVÉ

### MATH ASSISTANCE

Paris 9<sup>e</sup> St-Lazare 526-37-17  
Paris 15<sup>e</sup> Vaugrard 531-31-13  
Paris 20<sup>e</sup> Nation 373-09-38

## CRISE A MANUFACTURE

### La municipalité de St-Etienne rejette le plan de redressement des curateurs

La municipalité de Saint-Etienne de Manufacture, principal actionnaire de cette entreprise, a rejeté le 1<sup>er</sup> septembre, le plan de redressement de Lyon par les deux curateurs : M. Bethenod et M. Sapin. Les syndicats de la firme, qui se sont réunis jeudi matin, ont déclaré de leur côté : « Il ne peut être envisagé aucun licenciement. » Ils n'estiment pas nécessaire d'entamer dans l'immédiat des actions de lutte, « alors que tous les moyens pacifiques possibles n'ont pas été épuisés. Nous espérons bien d'ailleurs à travers pas à utiliser d'autres actions qui mèneraient à l'usage de Manufacture ; mais si elles devenaient nécessaires, le personnel serait concerté et prendrait sa décision. » Pour les syndicats, les négociations « doivent se poursuivre ».

Les grandes lignes du plan des curateurs mercredi soir dans un long communiqué. Elles prévoient notamment l'entrée d'un partenaire « très largement majoritaire » dans le capital de Manufacture et cinq cents licenciements environ. « Ce plan est une véritable provocation, nous a déclaré M. Sanguedolce, maire (P.C.) de Saint-Etienne. Il ne vise en aucun cas au redressement de Manufacture mais à faire éclater l'entreprise en laissant disparaître une autre. D'autre part, l'élément essentiel du déficit n'est pas mis en avant. »

Aucune des propositions faites par les syndicats et les cadres de Manufacture n'est prise en compte. On ne tient aucun compte non plus de la sous-traitance proposée par la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (MASE), qui permettrait de réduire en partie les problèmes d'emploi du secteur fabrication.

### De notre correspondant

La situation financière de Manufacture a continué de se dégrader. Les actionnaires actuels de l'entreprise, qui sont le département de la Loire et la région Rhône-Alpes, ont décidé de ne pas voter la participation financière de 25 % en faveur de Manufacture. Ils ont préféré se substituer aux dirigeants de Manufacture.

Le problème de Manufacture n'est pas uniquement financier, souligne-t-on à la mairie ; nous attendons que l'on nous présente un plan de redressement économique global, que nous pourrions présenter aux pouvoirs publics, qui ont déjà été approchés. L'affaire Manufacture ne fait que commencer.

conditionnant la survie de Manufacture. Le président du tribunal de commerce de Lyon dispose de dix jours à la fois pour, après en avoir décidé, voter la participation financière de 25 % en faveur de Manufacture. On peut penser qu'il donnera franchement son consentement.

PAUL CHAPPEL.

### LICENCIÉE POUR CONCUBINAGE

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Une jeune aide familiale rurale, Mlle Denise Demichiel, vingt ans, de Saint-Symphorien-de-Lay (Loire), se voyait décerner le statut de licenciée pour concubinage. Elle a été licenciée pour avoir eu une relation avec un homme marié. Dans son travail, elle donnait toute satisfaction, reconnaît M. Joseph Richard, gérant, président de l'association des aides familiales rurales, chargée de venir en aide aux jeunes de famille en difficulté. Pour M. Richard, la situation matrimoniale de Mlle Demichiel n'est pas seule en cause car elle est mariée, par son comportement, elle paraît être fondée sur l'article 2 des statuts de l'association, qui précise que celle-ci a pour but de « développer un climat familial (...) dans les communes rurales ».

La convention collective à laquelle sont soumises les aides familiales rurales, des associations nationales des associations locales d'aide à domicile en milieu rural précise que tout licenciement doit être précédé d'un avertissement puis d'un blâme. Dans le cas de Mlle Demichiel, cette procédure n'a pas été respectée. Quant à l'incapacité d'être mariée, elle paraît être fondée sur l'article 2 des statuts de l'association, qui précise que celle-ci a pour but de « développer un climat familial (...) dans les communes rurales ».

### LE PORTUGAL CONFIE À LA RÉGIE RENAULT LE DÉVELOPPEMENT DE SON INDUSTRIE AUTOMOBILE

La régie Renault est chargée de développer l'industrie automobile portugaise. Le conseil des ministres du Portugal a adopté le 31 août le projet remis par le groupe Renault. Ce projet, dont le coût total s'élève à 1 milliard de francs environ, prévoit le quadruplement, au cours des cinq prochaines années, de la production de voitures Renault, qui atteindront actuellement dix mille unités par an, ces voitures seront exclusivement destinées au marché portugais.

L'usine de Guimarães, où sont montés des Renault 15, sera agrandie et des lignes de montage seront installées dans l'usine de Setúbal, actuellement inemployée. Le projet prévoit que la part des pièces portugaises entrant dans la fabrication des véhicules sera progressivement portée de 25 % à plus de 50 %.

### La situation en Rhodésie

### M. Smith estime que sa victoire électorale renforce sa position face aux négociateurs anglo-américains

M. David Owen, secrétaire au Foreign Office, et Andrew Young, ambassadeur des États-Unis à l'ONU, venant de Nairobi, sont arrivés, ce jeudi 1<sup>er</sup> septembre, en Rhodésie, au lendemain des élections législatives. Les deux diplomates devaient présenter à M. Smith, premier ministre rhodésien, le système plan anglo-américain de négociation, document de huit mille mots, qui devait être rendu public simultanément à Londres, Washington et Salisbury. De son côté, M. Smith prendra la parole à la télévision, jeudi soir, et

tiendra une conférence de presse vendredi matin.

M. Arap Moi, vice-président et ministre kenyan de l'Intérieur, a déclaré, mercredi, que son pays approuvait l'initiative anglo-américaine en Rhodésie, mais soulignait que des élections libres sont le seul moyen de garantir la paix et la stabilité dans ce pays. A Salisbury, M. Young et Owen, M. Moi a également suggéré que les fonds prévus pour faciliter le départ des Blancs de Rhodésie soient distribués à toute la population, afin de contribuer au développement du pays.

### Difficultés dans les relations américano-soviétiques

### LES DISCUSSIONS VANCE-GROMYKO SUR LES ARMEMENTS STRATÉGIQUES SONT AJOURNÉES DE DEUX SEMAINES

Les entretiens entre M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, et M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, qui devaient avoir lieu à Vienne du 7 au 9 septembre, ont été ajournés et se tiendront à Washington les 22 et 23 septembre, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, le porte-parole du département d'État, M. Hodding Carter. Le report de la rencontre, qui doit être essentiellement consacrée aux négociations sur la limitation des armes stratégiques, a été décidé à la requête des États-Unis. M. Hodding Carter a reconnu que la raison essentielle de la demande américaine était la persistance de « différences substantielles » entre les deux pays sur ce qui concerne le contenu d'un accord SALT-II sur la limitation des armements stratégiques.

Le porte-parole a également indiqué que le délai de deux semaines consenti par Moscou permettrait, de part et d'autre, une meilleure préparation des positions respectives.

M. Vance a déclaré, d'autre part, qu'il était en mesure de signer le nouveau traité sur le canal de Panama, le 7 septembre, à Washington, constituant la dernière étape essentielle du report de la rencontre Vance-Gromyko. Une vingtaine de chefs d'État latino-américains accompagnés de leurs ministres des affaires étrangères, sont attendus à cette occasion dans la capitale des États-Unis, et la présence de M. Vance a été jugée nécessaire.

Les entretiens de Washington entre M. Vance et Gromyko pourraient se poursuivre fin septembre ou début octobre, à New-York, dans la salle de la nouvelle session de l'Assemblée générale de l'ONU.

### SELON LE « BANGKOK POST »

### Les affrontements khméro-vietnamiens auraient mobilisé de grandes unités de l'aviation et de l'artillerie

Bangkok. — Les combats entre Vietnamiens et Cambodgiens au cours des derniers mois ont mis en présence des unités allant jusqu'à cinq mille hommes de chaque côté. L'aviation et l'artillerie sont également entrées en action, a affirmé, jeudi 1<sup>er</sup> septembre, dans le « Bangkok Post », le journaliste Anthony Paul, qui vient d'écrire un livre sur le Cambodge.

Ces combats, dont ni Phnom-Penh ni Hanoi n'ont parlé avec précision, ont déjà été mentionnés par des réfugiés et d'autres sources. Le 1<sup>er</sup> août, des 15 et 20 août, Hanoi a seulement mentionné les combats dans les zones frontalières, sans que la radio cambodgienne ait diffusé des appels aux troupes khmères rouges.

Selon le « Bangkok Post », des milliers d'hommes de chaque côté ont participé aux engagements dans la région de Ba-Tien, à l'ouest de Saigon, près de la côte du golfe de Thaïlande. L'aviation vietnamienne a attaqué jusqu'à 25 kilomètres à l'intérieur du territoire cambodgien et a effectué des vols de reconnaissance au-dessus de certains cas jusqu'à survoler la région proche de Phnom-Penh, à l'est de la ville. Les petits appareils de l'aviation cambodgienne n'auraient pas tenté de les intercepter, écrit le « Bangkok Post », ajoutant qu'un avion vietnamien au moins a cependant été abattu par la D.C.A. cambodgienne.

D'après le journal, les combats aux mois de mai et juin ont été suivis d'une reprise des hostilités en août, apparemment à l'initiative vietnamienne.

En mai, les Vietnamiens, employant des Mig et des chasseurs-pesés à l'aviation américaine, ont lancé une « incursion furtive » frapper des batteries d'artillerie et détruisant au moins un grand dépôt de munitions dans la région côtière frontalière. Les Cambodgiens ont participé au 23 mai, la ville vietnamienne de Ba-Tien, dont cinq mille à trente mille civils ont été évacués. Un commando cambodgien se serait même introduit dans la ville, tuant treize civils, écrit le « Bangkok Post », selon lequel le Cambodge aurait également déclaré des représailles sur son propre territoire contre des habitants d'origine vietnamienne, tuant, au mois de mai, environ quatre cent vingt civils et enfants. — (Reuters).

Une unité de l'armée populaire du Front Polisario a abattu, le 31 août 1977, la localité de Lelima (à quelques dizaines de kilomètres au sud d'El-Ayoun), occasionnant la mort de soixante-trois soldats marocains, indique un communiqué militaire du Front Polisario diffusé le 31 août à Paris. Selon ce communiqué, l'attaque s'est en outre soldée par un nombre élevé de blessés et les rangs marocains, où ont été faits soldats ont été faits prisonniers.

limites du rapprochement entre PM

Un long chemin

CEST FOU